



L'ÉTÉ **DES SCIENCES** SUR LES TRACES DE L'ANTHROPOPHAGIE PRÉHISTORIQUE

Migrations : Ceuta, révélateur des fractures de l'UE

- Les ministres de l'intérieur des Vingt-Sept étaient convoqués, mardi, pour tirer les leçons de l'afflux de migrants dans l'enclave espagnole le 30 juillet
- Dans une lettre, 22 pays, dont l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie et le Danemark, accusent l'Espagne de ne pas protéger assez les frontières de l'UE
- Le même jour, Pedro Sanchez déplorait, dans un courrier à Ursula von der Leyen, l'« attitude alimentée par les préjugés ou des intérêts politiques »
- La virulence des critiques formulées contre le premier ministre espagnol est le dernier épisode d'une évolution qui vient de loin
- En Allemagne, l'AfD exploite la crise migratoire de Ceuta dans l'espoir de peser sur la campagne des élections régionales

PAGE 2



DANS LES LANDES DE GASCOGNE COMMENT REBÂTIR LA FORÊT DÉVASTÉE ?

- Le mégafeu qui a décimé 42 000 hectares de forêt est « fixé », mais la colère, l'amertume et les interrogations sur l'avenir enflent
- Des milliers d'arbres brûlés ou abattus pour créer les pare-feu vont être traités et vendus. Cet afflux risque de faire chuter les cours
- Propriétaires de forêts, habitants, élus et agents de l'Etat se divisent sur les actions à mener pour éviter un nouveau sinistre

PAGES 6-7

Une bande pare-feu, sur une parcelle de forêt, au Temple (Gironde), le 1^{er} août. HERVÉ LEQUEUX POUR « LE MONDE »

Déficit Le coût des canicules se compte en milliards

LES VAGUES de chaleur pourraient coûter de 3 à 6 milliards d'euros à la France en 2026. Les assureurs en prendront une partie à leur charge, mais une autre sera financée par l'Etat, compliquant davantage l'équation budgétaire de Sébastien Lecornu. « On va se battre jusqu'au bout, mais ça va être difficile » de limiter le déficit à 5 % du PIB, a admis le ministre de l'économie, Roland Lescure, fin juillet.

PAGE 8

« Les mégafeux ouvrent une ère inconnue de l'histoire humaine »

Un sursaut s'impose pour éviter que les incendies géants ne nous entraînent vers des périls plus graves, avertissent trois spécialistes du climat dans une tribune au « Monde »

PAGE 25

Cinéma

« Girl » : le désir de liberté d'une écolière taïwanaise

PAGE 14

Enquête

L'inquiétante banalité de la prise de cocaïne dans la restauration

PAGE 13

Social

Deux suicides au sein des services de Matignon, la justice saisie

PAGE 9

Hauts-de-France Gigafactories : après l'euphorie, le doute s'installe

Inaugurées en grande pompe, les immenses usines du Nord peinent à monter en cadence. Retards, taux de rebut et coûts élevés fragilisent Verkor et ACC, face à des concurrents asiatiques plus avancés

PAGE 11

Télérama

10^{ème} 2000-2004

Sur le 25/07/2026

Numéro spécial

Marche et rêve

Deux semaines de programmes ciné, télé et radio

M 02772 - 3900 - F 8,50€

En vente chez votre marchand de journaux

L'ÉTÉ EN SÉRIES

SPIELBERG, LE SPECTACLE D'UNE VIE

Le gamin candide qui a refondé Hollywood

Avec Coppola, Scorsese, Lucas et De Palma, l'artiste a révolutionné l'usine à rêves, au début des années 1970

PAGES 20-21

Brian De Palma, Steven Spielberg et Martin Scorsese, à Los Angeles, en 1983. MPTV/BUREAU233

ANIMAUX-SOLDATS

Ces rapaces qui évitent les crashes

PAGE 22

GOUROUS ET ASHRAMS

Maharishi Mahesh Yogi, le gourou des Beatles

PAGE 23

M

ÉDITORIAL

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : L'ILLUSION DU CONTRÔLE

PAGE 25

Ceuta met au jour les divisions européennes

Les ministres de l'intérieur des Vingt-Sept devaient se réunir, mardi, après l'afflux de migrants dans l'enclave

BRUXELLES, *correspondance*

A Bruxelles, interrompre ses vacances pour des réunions en ligne à 27 est presque devenu un rituel estival pour nombre de diplomates et de ministres. Samedi 1^{er} août, l'Irlande, qui occupe la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (UE), a convoqué les ministres de l'intérieur des Etats membres pour une visioconférence impromptue, mardi 4 août, en milieu de matinée.

Objectif officiel : tirer des leçons de la crise éclair du 30 juillet, qui a vu près de 50 000 migrants venus du Maroc entrer dans l'enclave espagnole de Ceuta, avant que la plupart ne fassent demi-tour dans les vingt-quatre heures qui ont suivi. Au moins 72 personnes sont mortes, notamment par noyade, selon les autorités locales. Dublin y voit aussi une occasion d'exprimer la solidarité de l'UE avec l'Espagne.

Il faut dire que celle-ci n'était pas franchement de mise ces derniers jours. Samedi, 22 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE – majoritairement issus de la droite – ont accusé le premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sanchez, de ne pas en faire assez pour assurer la protection des frontières extérieures de l'UE.

Dans leur lettre aux dirigeants des institutions européennes, ces 22 Etats – dont l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, mais aussi le Danemark, dirigé par la social-démocrate Mette Frederiksen – dénoncent les « *politiques susceptibles de créer un effet d'appel* », faisant allusion au vaste plan de régularisation de sans-papiers lancé en avril par Pedro Sanchez – lequel ne concerne que des personnes vivant déjà en Espagne.

« Désinformation, ignorance »

Le même jour, le premier ministre espagnol écrivait à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, pour déplorer « *l'attitude alimentée par les préjugés, la désinformation, l'ignorance ou des intérêts politiques* » de certains gouvernements européens après la crise à Ceuta.

Ces deux courriers, envoyés à quelques heures d'intervalle, réclamaient une rencontre ministérielle pour faire le bilan de l'épisode. La France aussi, même si Paris n'a pas signé la lettre accusatrice des 22. « *Elle n'apportait aucune solidarité concrète à l'Espagne et visait avant tout à instrumentaliser la poussée migratoire à Ceuta* », explique l'Elysée. Même constat du côté du Luxembourg

et du Portugal, qui ne figurent pas parmi les signataires. Tout comme l'Irlande, même si, dans son cas, son rôle de présidente du Conseil de l'UE lui impose d'afficher une forme de neutralité.

Lundi, les ambassadeurs des Vingt-Sept auprès de l'UE ont longuement préparé la visioconférence ministérielle du lendemain. Mais ils ne s'attendent pas à ce que des décisions majeures y soient prises. « *La réunion sera utilisée par les ministres à des fins de politique intérieure* », confie aussi une de ces sources diplomatiques. Elle leur permettra « *d'adopter un ton plutôt dur pour ne pas laisser la moindre prise aux critiques de l'extrême droite* ». Ces dernières années en effet, les gouvernements européens, dont plusieurs ont basculé à droite, ont durci leur position sur l'immigration pour donner des gages à un électorat de plus en plus séduit par l'extrême droite.

La virulence des critiques formulées à l'égard de Pedro Sanchez

Paradoxalement, si le discours des Européens sur l'immigration se durcit, les flux vers l'UE, eux, diminuent

n'est que le dernier épisode de cette évolution, à laquelle seule une poignée d'Etats européens s'oppose. Lors du dernier sommet des Vingt-Sept, en juin, la première ministre danoise, Mette Frederiksen, et la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, qui s'étaient déjà alliées en 2025 pour réclamer une révision de la jurisprudence de la Convention européenne des droits de l'homme concernant les droits des migrants, ont pris à partie le dirigeant espagnol. Lors de ce sommet, 19 Etats avaient signé une let-

tre réclamant davantage de soutien de la Commission pour lutter contre l'immigration illégale.

A l'époque, le chancelier allemand, Friedrich Merz, n'avait pas signé. Samedi, en revanche, il comptait parmi les 22 qui se sont dits prêts à renforcer les contrôles à leurs frontières intérieures. Devancés de 3 à 7 points par le parti d'extrême droite AfD dans les intentions de vote à l'échelle nationale, mais aussi dans deux des trois Länder d'ex-Allemagne de l'Est où se tiendront des élections régionales en septembre, les conservateurs ne veulent pas laisser à l' AfD le monopole de la fermeté sur les questions migratoires.

Depuis son arrivée au pouvoir, en mai 2025, Friedrich Merz a d'ailleurs activé une clause dérogatoire européenne permettant aux Etats de rétablir les contrôles aléatoires à leurs frontières intérieures. La France fait de même depuis 2015, alors que ces dérogations à l'accord de Schengen sont censées n'être que temporaires.

En matière d'immigration, l'Italienne Giorgia Meloni, à la tête d'une famille politique issue du fascisme, est, elle aussi, concurrencée à sa droite par l'ex-général Roberto Vannacci, qui a récemment fondé son parti, Futuro Nazionale, en vue des législatives de 2027. Et au Danemark, le parti social-démocrate de Mette Frederiksen a adopté une ligne migratoire très stricte dès 2015, là encore pour endiguer la poussée de l'extrême droite.

Diminution des flux migratoires

L'évolution vient de loin. Depuis la crise dite « des réfugiés », en 2015-2016, l'UE a revu structurellement sa politique migratoire, sur fond de droitisation du Conseil de l'UE et du Parlement européen. En adoptant en 2024 un ensemble de textes sous la bannière du « pacte sur la migration et l'asile », les Vingt-Sept pensaient pourtant avoir enfin trouvé un compromis.

Mais à peine le pacte adopté, plusieurs Etats membres ont

voulu aller plus loin, en renforçant l'externalisation de la gestion des migrants. Le développement de « centres de retour » à l'extérieur de l'UE est ainsi devenu un moyen d'éviter les débats épineux sur les relocalisations de réfugiés à l'intérieur de celle-ci.

Paradoxalement, si le discours des Européens sur l'immigration se durcit, les flux vers l'UE, eux, diminuent. Le « *nombre d'arrivées illégales est en chute de 55 % au cours des deux dernières années, et de 37 % depuis le début 2026* », rappelle Ursula von der Leyen dans un courrier adressé, lundi, à Pedro Sanchez. « *Quand on regarde les chiffres, on peine à expliquer certaines politiques* », constate Alberto Horst Neidhardt, responsable migration du think tank European Policy Centre.

Pour l'eurodéputée conservatrice allemande Lena Düpont (CDU), ces chiffres relativement « *favorables* » offrent, au contraire, « *une fenêtre d'opportunité pour agir* » hors de tout cadre d'urgence. « *Nous devons nous concentrer maintenant sur la dimension externe des politiques migratoires* », affirme la coordinatrice du groupe PPE (droite) à la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen.

A gauche, miser sur les pays tiers est plutôt considéré comme un facteur de vulnérabilité. Les crises comme celle de Ceuta sont « *le résultat de l'externalisation, plébiscitée par la droite et l'extrême droite, qui nous rend dépendants de la volonté de régimes autoritaires tiers* », déplore Mélissa Camara, négociatrice de textes migratoires pour le groupe des Verts au Parlement européen.

Les eurodéputés de la commission LIBE tiendront jeudi une session extraordinaire sur la crise du week-end à Ceuta, selon les informations du Monde. Mais c'est plus probablement lors du sommet européen d'octobre que l'on saura si les événements survenus le 30 juillet dans l'enclave espagnole déboucheront sur des décisions et des réformes concrètes. ■

ANNA JOUBINET



Un migrant entré illégalement en Espagne et renvoyé, avec d'autres, de l'enclave espagnole de Ceuta vers le Maroc, le 3 août. BERNAT ARMANGUE/AP

En Allemagne, l'extrême droite exploite la crise migratoire

AU CŒUR DE L'ÉTÉ, les images de l'arrivée d'environ 50 000 migrants à Ceuta, enclave espagnole au Maroc, ont offert au parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) des images lui permettant de marteler son discours anti-immigration. Alors que des élections ont lieu en septembre dans Berlin et dans deux autres Länder de l'est de l'Allemagne, l'AfD s'est immédiatement emparée de l'événement pour mettre en cause la capacité de l'Union européenne et du gouvernement fédéral allemand à contrôler les flux migratoires.

La salve a débuté dès vendredi 31 juillet, soit au lendemain du début de l'arrivée des migrants à Ceuta, avec un communiqué de la coprésidente du parti, Alice Weidel : « *L'Allemagne doit empêcher à tout prix que d'autres migrants, en partie enclins à la violence et peu instruits, atterrissent dans nos systèmes sociaux. Les événements à Ceuta montrent combien la protection commune des frontières européennes est toujours aussi inefficace* ». Le choix des mots révèle une volonté de dramatisation et illustre une

rhétorique classique de l'AfD sur les questions migratoires : un événement ponctuel devient la preuve d'un dysfonctionnement structurel.

Mais le véritable amplificateur de communication s'est joué quelques heures plus tard sur les réseaux sociaux, en particulier Instagram et Telegram. Depuis des années, l'AfD est le parti politique allemand le plus actif sur ces plateformes, où il exploite des contenus émotionnels et clivants, mis en avant par des algorithmes. Ainsi du compte Instagram de la fédération AfD du Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, où le parti est crédité de 36 % des intentions de vote aux régionales de septembre.

Emploi du terme « invasion »

Sur fond de vidéos montrant une foule de jeunes hommes exultant, Jan-Phillip Tadsen, spécialiste des questions migratoires à l'AfD, interroge, face caméra : « *Voulons-nous continuer à accepter l'inaction de l'Europe ? Ou voulons-nous enfin mener une vraie politique qui empêche cela de manière cohérente et qui mette*

fin aux morts qui ont eu lieu à Trèves, à Berlin et si souvent dans nos rues ? » Une référence à des attaques perpétrées par des ressortissants étrangers vivant sur le sol allemand, comme à Berlin, en 2016, où à Trèves, le 15 juillet, où un Afghan de 22 ans a poignardé un étudiant. A chaque événement de ce type, l'AfD se montre particulièrement réactive, en profitant pour marteler son argumentaire associant immigration et insécurité.

En Saxe-Anhalt, où l'AfD est créditée de 41 % des intentions de vote aux élections du 6 septembre, au point de rêver à participer pour la première fois à un exécutif régional, le parti a également très vite réagi aux événements de Ceuta. Alors que sa campagne est sur le contrôle de l'immigration et l'accélération des expulsions, sa tête de liste, Ulrich Siegmund, qui s'est fait connaître par une communication très active sur les réseaux sociaux auprès d'un public jeune, n'a pas hésité à employer le terme d'« invasion » pour qualifier l'afflux de migrants à Ceuta.

Au niveau national, l'affaire de Ceuta a donné à l'AfD l'occasion d'attaquer le

chancelier Friedrich Merz. Après avoir prospéré sur la dénonciation de la politique migratoire d'Angela Merkel, jugée trop laxiste, la formation accuse le gouvernement actuel de ne pas aller assez loin dans la protection des frontières, alors même que M. Merz a pris ses distances avec la politique de sa prédécesseure.

Une passe d'armes sur Instagram, samedi, a illustré cette stratégie de l'AfD, consistant à ne pas laisser M. Merz se targuer de mener une politique de fermeté en matière migratoire. Alors que le chancelier venait d'affirmer qu'il soutenait la position espagnole visant à empêcher les migrants irréguliers d'accéder au continent européen, Alice Weidel lui a répondu : « *Le chancelier ne dit rien sur la manière dont il entend protéger les frontières allemandes ; il ne se prononce pas non plus sur une suspension de l'espace Schengen* », a affirmé la coprésidente de l'AfD, avec un objectif clair : transformer l'événement en enjeu électoral. ■

GWÉNAËLLE DEBOUTTE
(FRANCFORT, CORRESPONDANCE)

En Géorgie, la contestation ne faiblit pas

Des manifestations ont lieu tous les jours depuis la suspension, en 2024, du processus d'intégration à l'Union européenne

TBILISSI - envoyée spéciale

Les manifestants arrivent devant le Parlement au son des tambours, en brandissant des drapeaux géorgiens, européens, ukrainiens et américains. Les slogans et les sifflets se mêlent à la musique, une danse guerrière traditionnelle: «Gloire à la Géorgie!», «A bas la dictature!», «Libérez les prisonniers politiques!». En cette fin juillet, environ 300 personnes de tous âges et tous profils sont rassemblées à Tbilissi pour protester contre le gouvernement de cette ancienne république soviétique du Caucase, dirigé dans l'ombre par l'oligarque milliardaire Bidzina Ivanichvili.

Pour ces Géorgiens, manifester relève du sacerdoce. Voilà plus de six cents jours qu'ils protestent sans interruption devant le Parlement, épice du mouvement, contre la suspension, le 28 novembre 2024, du processus d'intégration à l'Union européenne (UE), à laquelle le pays est candidat depuis 2023. C'est le plus long mouvement de contestation de l'histoire de la Géorgie. Des badges, édités à chaque fois que cent jours de manifestation supplémentaires sont franchis, sont arborés fièrement par les protestataires et font office de médailles dans ce qu'ils considèrent comme une «guerre» à part entière. «Nous sommes sur la ligne de front», affirme Nikoloz Tkemaladze, logisticien de 20 ans, son tambour sur le ventre. On défend l'avenir européen de notre pays. La Russie mène une guerre hybride contre nous pour nous priver de cet avenir.»

Dans ce pays de 3,7 millions d'habitants, 75 % de la population se dit favorable à l'intégration européenne, selon les sondages. La décision du gouvernement de tourner le dos à l'UE au profit d'un rapprochement avec la Russie, dont les troupes occupent 20 % du territoire depuis la guerre de 2008, a été vécue comme une trahison. A

l'hiver 2024, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dénoncer cette volte-face, exiger de nouvelles élections législatives après la victoire jugée frauduleuse du parti au pouvoir, Rêve géorgien, en octobre 2024, ainsi que la libération des manifestants emprisonnés, considérés comme des prisonniers politiques. En vain. La répression a redoublé.

Depuis le début de ce mouvement sans leader, il y a plus d'un an et demi, «des milliers de personnes ont été arbitrairement arrêtées et condamnées à des amendes, des centaines ont été soumises à la torture et à des mauvais traitements, et plus de 150 ont été emprisonnées à l'issue de procès politiques», dénonce Amnesty International dans un rapport publié en juin. L'ONG analyse les ressorts de cette répression: «Une désinformation qui transforme les critiques en ennemis, des lois restrictives qui criminalisent la dissidence et réduisent l'espace civique, un maintien de l'ordre qui rend les manifestations physiquement dangereuses, et des tribunaux qui entretiennent le cycle de l'injustice.»

«C'est le combat de notre vie»

La stratégie d'étouffement du gouvernement a porté ses fruits: le nombre de manifestants a chuté, même si de nombreux Géorgiens leur témoignent leur solidarité. Aujourd'hui, seules quelques centaines de personnes battent toujours le pavé chaque soir à Tbilissi, avec des pics pouvant atteindre 2 000 personnes le samedi. «Tant de gens ont perdu leur travail pour avoir protesté, ont reçu des amendes vertigineuses et ont fait de la prison pendant deux semaines, juste pour avoir été sur la voie publique», se désole Giorgi Burjanadze, conseiller juridique à la Civil Society Foundation, une ONG de défense des droits humains. Beaucoup y laissent aussi leur santé. «La majorité d'entre nous prend des antidépresseurs», confie la Me-



Quelques centaines de personnes manifestent devant le Parlement géorgien, à Tbilissi, le 23 juillet. JULIEN PEBREL/MYOP POUR «LE MONDE»

litauro, ancienne responsable logistique de 38 ans, dont la vie tourne autour du mouvement de protestation. Pour les manifestants, se retrouver chaque soir est à la fois un acte de résistance et une catharsis.

Mariam Mekantsichvili, 27 ans, fait partie des irréductibles. «C'est le combat de notre vie», affirme cette ancienne employée de la commission électorale, qui a démissionné après les élections législatives. Elle a la voix cassée à force de crier des slogans dans les rassemblements mais se dit prête à aller jusqu'au bout malgré la répression. A ce jour, elle a reçu 33 amendes, pour un montant total de 175 000 laris (58 000 euros). Comme de nombreux manifestants, elle a refusé de les payer et son compte bancaire a été gelé.

En novembre 2025, cinq policiers ont fait irruption chez elle pour l'arrêter. «Ma fille de 8 ans a tout vu et était très inquiète, se souvient-elle. Je lui ai dit: "Ce n'est rien, je vais aider la police à arrêter des méchants". Je ne voulais pas qu'elle sache que, dans ce pays, les policiers arrêtent des innocents.» La jeune femme a été accusée d'avoir monté une organisation criminelle. Quelques mois plus

tard, elle a été licenciée de son nouvel emploi après la médiation d'une altercation avec un policier, qu'elle a accusé d'être un «esclave de la Russie». Aujourd'hui, elle travaille comme femme de ménage en attendant de retrouver un autre emploi.

Mariam Mekantsichvili regarde les protestataires massés devant le Parlement. Dans la foule, on s'embrasse, on sourit, on se salue, le poing en l'air. Des retraités se mêlent aux plus jeunes, des militants de la société civile côtoient d'anciens fonctionnaires, licenciés pour leur engagement. Quelques prêtres sont là, aussi, dans leur robe noire – tous ont perdu leur statut et le droit de faire la messe depuis qu'ils participent au mouvement. «On est comme une famille, commente-t-elle. Je les aime avec leurs qualités et leurs défauts.»

«Ce sont mes frères d'armes», renchérit la Melitauro. Comme la plupart, la Géorgienne a fait un trait sur sa vie privée. En journée, cette trentenaire aux boucles rousses couvre bénévolement les procès des prisonniers politiques sur ses réseaux sociaux. «Rien qu'en juillet, j'en ai fait quatre ou cinq. Cela me prend la jour-

La décision du gouvernement de tourner le dos à l'UE au profit d'un rapprochement avec la Russie a été vécue comme une trahison

née, de 11 heures à 17 heures.» Le soir venu, à 19 heures, elle part manifester devant le Parlement jusqu'à 23 heures environ. Sa famille, solidaire de la lutte, l'aide financièrement.

Mais plus le temps passe, plus le débat grandit dans le pays sur la pertinence de poursuivre le mouvement, tant il se heurte à un mur. Le régime resserre l'état un peu plus chaque jour. Des milliers de Géorgiens ont déjà pris la route de l'exil. Gagnés par l'abattement, une partie croissante des citoyens opposés au gouvernement mettent en cause l'efficacité des manifestations. «Rien n'en est sorti, déplore un jeune avocat, qui préfère

garder l'anonymat. Au contraire, la situation n'a fait qu'empirer. Cela ne motive pas pour participer aux protestations.»

Ce genre de réflexion désespère les manifestants. «Parfois on est en colère de voir que des gens ne viennent plus, raconte Mariam Mekantsichvili. Mais j'essaie de me raisonner en me disant qu'il faut que je leur explique pourquoi c'est important de continuer.» Nana Malachkhia, devenue une icône du mouvement après avoir brandi le drapeau européen face aux canons à eau des forces de l'ordre, réfute l'idée que les manifestations soient inutiles. «C'est la vitrine de la résistance face au régime russe et dictatorial [de Tbilissi], assure-t-elle en marchant vers le Parlement. Grâce à cela, Rêve géorgien [le parti au pouvoir] n'a pas de légitimité internationale, et nous avons obtenu une résolution du Parlement européen [condamnant la répression].» Malgré les risques, Giorgi Burjanadze vient lui aussi chaque jour: «Il faut montrer qu'on continue de se battre, insiste le militant des droits humains. Pour moi, voir ces gens manifester chaque soir est inspirant. Cela veut dire que ce n'est pas la fin.» ■

FAUSTINE VINCENT

Ce que l'on sait de l'attentat qui a fait cinq morts à Moscou

Une bombe a explosé, samedi, dans un restaurant, en présence du chef des forces aériennes et spatiales russes, qui en est sorti indemne

Place Koudrinskaïa, centre de Moscou, samedi 1^{er} août. La soirée s'annonce festive, des couples en tenue d'apparat convergent vers le restaurant italien Balzi Rossi, un établissement huppé fréquenté par l'élite, situé au cœur de la Krasnaïa Presnia, un quartier privilégié de la capitale russe. Connu des oligarques et des «hommes en épauettes» (armée, ministère de l'intérieur, services de sécurité), l'endroit est luxueux et, a priori, bien sécurisé. D'autant que ce soir-là, il a été réservé par la famille du général-colonel Alexandre Tchaïko, le tout nouveau commandant en chef des forces aériennes et spatiales, qui y fête son 55^e anniversaire.

Comme des invités de prestige sont attendus, notamment des hauts gradés, la sécurité a été renforcée. Il n'est pas encore 20 heures et la fête n'a pas commencé, quand une femme porteuse d'un

paquet cherche, depuis la terrasse, à pénétrer dans la salle du restaurant. Un agent de sécurité s'interpose, le paquet explose, causant la mort de trois personnes: la femme, l'agent et un client, expliquera quelques heures plus tard le Comité national antiterroriste (NAK), confirmant l'utilisation d'un «engin explosif artisanal», garni de boulons de métal.

Selon la chaîne Telegram VChK-OGPU, l'agent de sécurité tué était un officier de la garde nationale FSO, affectée à la protection des hautes personnalités. Vingt et une personnes ont été blessées, dont six grièvement, ont indiqué les médias russes. Dimanche, deux d'entre elles ont succombé à leurs blessures, selon la chaîne de télévision Ren TV – une information non confirmée au niveau officiel.

«Une attaque terroriste brutale a été menée hier à Moscou», a déclaré, dimanche, le maire de Mos-

cou, Sergueï Sobianine, présentant ses condoléances aux familles des victimes. «Il est clair qu'en planifiant une attaque terroriste sur l'un des meilleurs restaurants italiens de Moscou, les terroristes de Kiev voulaient effrayer les Italiens travaillant en Russie», a affirmé l'ambassade de Russie en Italie, dans un communiqué. Les blogueurs militaires russes ont, eux aussi, accusé l'Ukraine. Kiev n'a pas réagi.

Une cible idéale

Dimanche, les forces de l'ordre, lourdement armées, qui avaient bouclé la scène, ont levé leur dispositif. Hormis quelques annonces laconiques, les autorités russes n'ont guère communiqué, se contentant de dire que l'enquête était en cours. Le flou est total. S'agit-il d'une opération des services ukrainiens, d'un attentat terroriste à caractère islamiste ou

d'un règlement de comptes de nature mafieux? Et qui était visé?

Plusieurs médias en exil ainsi que des chaînes Telegram suggèrent que la cible était le général Alexandre Tchaïko, un militaire en pleine ascension. Il n'a pas souffert de l'attentat, assurent les médias russes. Officier bien noté, il a notamment dirigé, en février 2022, l'avancée ratée des troupes russes dans la région de Kiev, où les forces placées sous son commandement ont commis des crimes de guerre, en particulier à Boutcha. A ce titre, il a d'ailleurs été sanctionné par le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Dans son pays, l'officier a été fait «héros de Russie» en 2020, en récompense de ses brillants états de service du temps où il commandait, de septembre 2019 à novembre 2020, puis quelques mois en 2021, le contingent russe déployé en Syrie pour protéger Ba-

char Al-Assad. Sur place, l'armée russe s'est illustrée par ses attaques aériennes incessantes sur des civils, notamment à Idlib, la région rebelle où, durant la guerre (2011-2024), des millions de réfugiés vivaient entassés dans des campements de fortune.

De ces attaques systématiques sur des objectifs civils, il fut question à plusieurs reprises, au Conseil de sécurité ainsi qu'au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Il était alors apparu que Moscou parvenait à cibler hôpitaux et écoles grâce aux coordonnées fournies par les Nations unies dans le cadre de la prévention des conflits, un mécanisme mis en place justement pour protéger les civils. Le général Tchaïko ne pouvait pas l'ignorer: en janvier 2020, il avait personnellement rendu compte à Vladimir Poutine et à Bachar Al-Assad du déroulement des opérations.

La même tactique est actuellement à l'œuvre dans les villes d'Ukraine et, depuis sa nomination, en mai, à la tête des forces aériennes et spatiales, le général Tchaïko est devenu le grand maître du ciblage des missiles. De quoi faire de lui une cible idéale pour le service de sécurité d'Ukraine (SBU) qui, depuis le début de la guerre, a revendiqué plusieurs assassinats de généraux dans des attentats à la bombe – trois à Moscou en 2025, une dizaine dans les territoires occupés.

Pour l'heure, Kiev n'a cependant pas confirmé sa responsabilité dans l'attaque de la place Koudrinskaïa dont le mode opératoire, entre autres le caractère artisanal de l'engin explosif et l'implication d'une femme «kamikaze», semble, a priori, très éloigné de celui du SBU. ■

MARIE JÉGO

Israël intensifie ses frappes sur la bande de Gaza

L’Etat hébreu veut garder la main après l’annonce du plan Trump

Depuis que Donald Trump a annoncé, jeudi 30 juillet, un plan de désarmement du Hamas à Gaza, censé s’accompagner d’un retrait des troupes israéliennes, l’Etat hébreu cherche à amender ce projet afin de conserver sa marge de manœuvre dans l’enclave, sans pour autant désavouer le président américain. Depuis quatre jours, Israël dresse ses lignes rouges par voie de presse et sous le sceau d’un anonymat tout relatif. Ainsi, lundi 3 août, à l’issue d’une rencontre entre le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, et deux envoyés du Conseil de la paix – l’organe chargé d’appliquer le plan de sortie de conflit de Donald Trump à Gaza –, « *un haut responsable israélien* » affirmait que l’armée de l’Etat hébreu ne se retirerait pas pleinement de l’enclave et conserverait de surcroît la liberté d’y frapper « *toute menace* ».

Durant le week-end, une même source avait affirmé qu’Israël avait déjà soulevé trois objections auprès de Washington : l’armée craint de ne plus pouvoir intervenir rapidement dans les zones où doit se déployer une force internationale de stabilisation – un déploiement dont l’Etat hébreu a accepté le principe, lundi. Ce dernier souhaite voir les armes du Hamas détruites et pas seulement mises sous clé dans la bande de Gaza, sous la garde d’un conseil de technocrates palestiniens censé assumer peu à peu l’administration du territoire. Il s’inquiète enfin de l’implication du Qatar et de la Turquie, pays médiateurs de l’accord, dans la vérification du désarmement des factions palestiniennes.

Lundi soir, Nickolay Mladenov, le haut représentant du Conseil de la paix, soupirait, sur X, au sortir de ses pourparlers avec le premier ministre israélien : « *Une longue journée à Jérusalem* », résumait-il, en promettant un processus « *lent, fastidieux et technique* ».

Benjamin Nétanyahou, de son côté, peut se féliciter d’avoir ob-

tenu de lui un correctif public. M. Mladenov demande encore à l’armée israélienne de se retirer immédiatement sur la « ligne jaune » qu’elle a dressée au milieu de l’enclave à l’issue du cessez-le-feu d’octobre 2025, en occupant la moitié orientale dépeuplée. Mais, contrairement à ce que Donald Trump laissait entendre le 30 juillet, l’Etat hébreu pourra attendre pour poursuivre son retrait au-delà de cette ligne, vers sa frontière, que le Hamas ait achevé de « *décommissionner* » ses armes en les confiant, sous scellés, à la nouvelle administration. « *Ceci s’applique aux armes légères et lourdes comme aux tunnels* » qui doivent être mis au jour, a précisé le Conseil, lundi soir, sur X.

Depuis l’automne 2025, Israël arguait du refus du Hamas d’« *abandonner ses armes* », et ce, « *jusqu’à la moindre kalachnikov* », pour justifier le maintien de ses troupes. Le Conseil de la paix piétinait dans ses négociations avec le mouvement palestinien en suivant cette logique, tout en concédant qu’un processus de désarmement requiert du temps.

Cependant, les modalités précises et le calendrier du « *décommissionnement* », puis de la refonte de la police de Gaza doivent être précisés sous deux semaines. De nouvelles négociations sont attendues en Egypte entre le Conseil de la paix et le Hamas, alors que le parti de M. Nétanyahou, le Likoud, entame ses primaires en vue des législatives prévues en octobre et se montre plus rétif que jamais à toute apparence de concession.

Dimanche, 18 personnes ont été tuées en vingt-quatre heures, selon les autorités sanitaires locales

Dans la bande de Gaza, l’annonce par Donald Trump, le 30 juillet, d’un « *accord historique* » sur le désarmement du Hamas avait, une fois encore, fait naître l’espoir. Les habitants de l’enclave savent pourtant que, depuis près de trois ans, les annonces diplomatiques se sont presque toujours fracassées sur la poursuite des bombardements israéliens.

Alors que la feuille de route du Conseil de la paix, approuvée par le mouvement palestinien, rappelait l’obligation faite aux deux belligérants de cesser toute hostilité, Israël s’est empressé de montrer qu’il ne comptait toujours pas s’y conformer. Samedi, à l’aube, un entrepôt de l’hôpital public des Martyrs-d’Al-Aqsa, à Deir Al-Balah, a été bombardé. Des photographies diffusées par le ministère de la santé gazaoui montrent un immense cratère et du matériel médical déchiqueté.

« **Un paysage de destruction** »

« *Nous avons reçu un ordre d’évacuation pendant que nous dormions. Lorsque nous sommes revenus après le bombardement, nous avons découvert un paysage de destruction. De nombreuses familles ont dû se réfugier dans les tentes d’autres déplacés après avoir tout perdu. Nous n’en pouvons plus* », témoigne auprès du *Monde*, par téléphone, Hadil Saad, 23 ans – Israël interdit l’accès à la bande de Gaza à la presse étrangère depuis le 7 octobre 2023.

Dans une réponse écrite au *Monde*, sans produire de preuves visuelles, l’armée israélienne affirme avoir visé « *cinq dépôts d’armes du Hamas* », dont un près de l’hôpital. La direction de l’établissement assure, pour sa part, qu’ils contenaient « *des médicaments et des fournitures médicales destinés notamment aux malades rénaux* », dans un contexte de grave pénurie liée au blocus israélien.

Dimanche, les Gazaouis ont connu l’une des journées les plus meurtrières de ces dernières semaines : 18 personnes ont été

tuées en vingt-quatre heures, selon les autorités sanitaires locales. Parmi elles figuraient Mahmoud Al-Hams, 39 ans, son épouse, Jana, 37 ans, et leur plus jeune fils, Ahmad, âgé de 5 ans, tués chez eux au nord de Khan Younés. « *La tête du petit a été arrachée de son corps par la force du missile* », raconte au téléphone Khaled Al-Hams, frère de Mahmoud, déplacé dans le camp d’Al-Mawassi, dans le sud de la bande de Gaza. Deux autres enfants du couple ont été grièvement blessés, tandis que l’aîné, Youssef, 15 ans, en est sorti physiquement indemne.

Parmi les noms publiés par le ministère de la santé gazaoui après les attaques de dimanche, *Le Monde* a identifié ceux de deux hommes que l’armée israélienne dit avoir tués et présente comme des « *terroristes* » dans un communiqué publié le 3 août. Elle n’apporte, en revanche, aucune réponse concernant toutes les autres victimes, dont les trois membres de la famille Al-Hams.

A la veille de sa rencontre avec Benjamin Nétanyahou, Nickolay Mladenov regrettait sur X, sans nommer Israël, que « *deux jours de frappes* » aient « *tué des civils et détruit des fournitures médicales dont la population dépend* », sapant les efforts pour obtenir l’adhésion des factions palestiniennes à la feuille de route.

L’Etat hébreu semble avoir observé une certaine retenue durant la journée de lundi, le temps de la visite éclair du diplomate bulgare. Mais, peu après son départ, lundi soir, deux personnes ont été tuées dans le bombardement de leur véhicule, portant à plus de 1250 le nombre de Palestiniens tués depuis le cessez-le-feu théorique conclu le 10 octobre 2025. Dans un communiqué publié lundi, le Hamas a affirmé que le mouvement et les autres factions restaient engagés à respecter les termes de l’accord convenu le 30 juillet. ■

LOUIS IMBERT
(JÉRUSALEM, ENVOYÉ SPÉCIAL)
ET MARIE JO SADER

Au Chili, l’extrême droite relance le débat sur le droit à l’avortement

Une proposition de loi obligerait les femmes à « écouter le cœur » de leur fœtus

SANTIAGO (CHILI) - *correspondance*

Aucun battement de cœur ne décidera pour moi », dit la grande banderole verte en forme de foulard, symbole de la lutte pour le droit à l’avortement, que brandit Francisca Guerra dans le centre de Santiago, vendredi 31 juillet. Cette ballerine de 26 ans manifeste contre la proposition de loi « Ecoute son cœur », introduite le 25 juin par cinq députés d’extrême droite, membres du Parti républicain du président José Antonio Kast et du Parti national libertarien de son ex-concurrent à la présidentielle, Johannes Kaiser.

Le texte veut obliger les femmes à écouter les battements de cœur de l’embryon ou du fœtus avant d’avorter. « *L’avortement n’est légal que dans trois cas* [non-viabilité du fœtus, danger pour la vie de la mère et viol, depuis 2017], *cette obligation ne serait qu’une violence qui s’ajouterait au dénigrement et au manque d’appui psychologique* », condamne la jeune femme. Inspirés par une mesure appliquée dans la Hongrie de Victor Orban en 2022, les signataires du texte décrivent une manière de « *renforcer la qualité du consentement éclairé de la femme* ».

« *C’est une façon inhumaine d’essayer d’influencer les décisions de femmes en sous-entendant qu’elles ne sont pas des citoyennes responsables* », s’insurge auprès du *Monde* Antonia Orellana, l’ancienne ministre (2022-2026) de la femme et de l’égalité des genres du gouvernement du président de gauche Gabriel Boric. La mesure choque aussi à droite. L’ancienne candidate à la présidentielle de la droite traditionnelle Evelyn Mattei l’a qualifiée d’« *effroyable* ».

« **Gouvernement rusé** »

Le Collège des médecins alertait le 15 juillet d’un risque de « *revictimiser les femmes* » et rappelait : le consentement doit être « *libre de toute contrainte* ». Hormis dans les cas de viol, les femmes qui vont avorter dans les deux autres cas prévus par loi ont déjà souvent eu des occasions d’écouter le rythme cardiaque du fœtus puisque l’IVG est plus tardive.

Le texte ne semble pas disposer de majorité au Parlement, mais il est un premier jalon posé par une extrême droite renforcée par l’élection de M. Kast, investi en mars. « *Ce sont des attaques contre des droits que l’on pouvait croire inamovibles* », estime Lieta Vivaldi, directrice du programme « Genre, droit et justice sociale » à l’université Alberto Hurtado de Santiago et directrice de la fondation féministe Derecho a decidir (« droit de décider »).

L’actuelle ministre de la femme et de l’égalité de genre, Judith Marin, est une évangélique qui a activement milité contre l’avortement. Loin de condamner le projet, elle a déclaré qu’il revenait aux parlementaires de trancher. « *Il y a d’autres priorités sur lesquelles mettre l’accent. Il est rare que les questions sociales s’inscrivent dans les débuts d’un gouvernement* », confie une

« **Quoi de mieux que d’empêcher que les enfants à naître soient avortés ?** »

VANESSA KAISER
sénatrice du Parti national libertarien

source au sein de l’exécutif. Une discrétion fidèle à la stratégie de José Antonio Kast. Après deux campagnes présidentielles malheureuses où il avait mené bataille contre l’avortement, il a passé sous silence ce thème en 2025, conscient du soutien de trois quarts des Chiliens à la loi en vigueur. « *Le gouvernement est rusé : il ne s’engage pas dans le débat idéologique, mais mène une politique de réduction de la présence de l’Etat* [sur des thèmes choisis] », dénonce Lieta Vivaldi. Les ministères de la femme et de la santé ont ainsi dû réaliser des coupes de respectivement 3 % et 2,5 % dans leur budget.

« **Obstacles structurels** »

Judith Marin a toutefois apporté son soutien, mercredi 29 juillet, au projet d’un député du parti présidentiel de sanctionner par des peines de prison la vente illégale de misoprostol. Cette molécule, utilisée en combinaison avec une autre pour les IVG médicamenteuses et vendue librement dans de nombreux pays, a pénétré le marché noir chilien. Il est considéré comme plus sûr que d’autres méthodes par les organisations féministes. « *Mettre davantage d’obstacles sur la route de femmes qui veulent un avortement ne va qu’engendrer plus de risques* », estime Lieta Vivaldi.

Le Fonds des Nations unies pour la population relevait en 2025 un « *nombre élevé d’avortements clandestins* » au Chili, décrivant un « *contexte préoccupant* ». Entre 40 000 et 150 000 IVG seraient réalisées par an, contre un millier d’avortements légaux.

L’extrême droite tente d’élargir « *la fenêtre d’Overton* », décrit l’ancienne ministre Antonia Orellana en référence à ce concept décrivant le champ des idées acceptables. La sénatrice Vanessa Kaiser (Parti national libertarien) a ainsi relié avortement et « *crise démographique historique* » à la mi-juillet. Le pays andin vient d’atteindre l’un des taux de natalité les plus bas du monde : 0,99 enfant par femme. « *Quoi de mieux que d’empêcher que les enfants à naître soient avortés ?* », a-t-elle interrogé.

Le droit à l’avortement, totalement interdit à la fin de la dictature d’Augusto Pinochet, en 1989, avait été introduit sous conditions sous le gouvernement de Michelle Bachelet (gauche) en 2017. Elu en 2021, Gabriel Boric a manqué les occasions de l’élargir : en 2022, avec l’échec du projet de nouvelle Constitution, puis à la fin de son mandat, faute de majorité pour voter son projet de loi.

Son gouvernement a tenté d’améliorer l’accès au droit, notamment en obligeant les services de santé à assurer la présence pour chaque garde d’un médecin acceptant de pratiquer les IVG. Mais des « *obstacles structurels* » persistent, selon le centre d’étude féministe Corporación Humanas : quatre obstétriciens sur dix refusent de pratiquer une IVG dans les cas de viol, au nom de la clause de conscience. Ce taux atteint 80 % dans six hôpitaux publics. ■

HIPPOLYTE RADISSON

Au Liban sud, des dynamitages massifs

Ces opérations israéliennes ont été menées notamment près du château de Beaufort

BEYROUTH - *correspondance*

Plus d’un mois après la signature, le 26 juin, de l’accord-cadre entre le Liban, Israël et les Etats-Unis, censé ouvrir la voie à « *une paix et une sécurité durables* » selon Washington, le sud du pays du Cèdre continue de vivre au son des dynamitages quotidiens menés par l’armée israélienne. A la veille d’une session de négociations entre le Liban et l’Etat hébreu prévue à Rome, à partir de mardi 4 août, de nouvelles démolitions à l’explosif ont été conduites par Israël.

Après avoir rasé de nombreux villages dans la bande frontalière, l’armée israélienne a réalisé des opérations de dynamitage d’une ampleur exceptionnelle près du château de Beaufort, dans la nuit de jeudi 30 à vendredi 31 juillet. Ces destructions se poursuivaient dimanche 2 août, dans des localités de la zone qu’Israël occupe sur 6 % du territoire dans le sud du pays. Les troupes israéliennes ont pris le contrôle de la forteresse à la fin du mois de mai, classée sur la liste du patrimoine mondial en péril de l’Unesco.

Les autorités israéliennes ont informé que 700 tonnes d’explosifs ont été utilisées par les soldats

pour détruire des « *tunnels* » du Hezbollah dans la région. L’armée israélienne avait accusé le mouvement armé pro-iranien, mercredi 29 juillet, d’avoir lancé un drone explosif en direction d’un de ses véhicules, une « *violation flagrante du cessez-le-feu* ». Le Hezbollah n’a cependant pas revendiqué d’opération depuis la trêve du 20 juin, qui a gelé la guerre l’ayant opposé à Israël pendant près de quatre mois.

Les explosions ont été si puissantes qu’elles ont fait trembler le sud du Liban. Un habitant de la région chiite de Nabatiyé, à moins de 10 kilomètres du site, rapporte avoir d’abord cru à un séisme. A Deir Mimas, une localité chrétienne située en face de la forteresse datant de l’époque des croisés, la nuit a été vécue dans la peur. Le village avait été averti en amont par l’armée israélienne.

« *Le quartier le plus proche avait été appelé à évacuer, et tous les habitants enjoins à laisser leurs fenêtres ouvertes pour éviter qu’elles ne se brisent* [sous le souffle de l’explosion] », rapporte Tania Jarawan, maire par intérim, qui n’était pas sur place. Sortie peu avant de l’hôpital, elle a découvert sur son téléphone, vendredi à 3 heures du matin, les images de

Deir Mimas : « *C’est comme si une pluie de poussière grise s’était abattue sur le village. Des pierres y sont tombées. Les habitants ont été terrifiés par la force des explosions*. » Sur X, le bureau du représentant des Nations unies au Liban a jugé, samedi : « *L’ampleur des explosions et des démolitions qui ont lieu dans le sud du Liban est très préoccupante*. »

Pas de retrait d’Israël

Les dynamitages en cours, dont celui advenu dans les environs de Beaufort, ont été condamnés par le président libanais, Joseph Aoun. En amont de sa rencontre avec le président américain, Donald Trump, à Washington, le 21 juillet, il avait affirmé à son entourage qu’il espérait convaincre les Etats-Unis de faire pression sur Israël pour obtenir une désescalade dans le sud du pays. Sans grand succès pour l’instant. Vendredi, M. Aoun a estimé que les destructions envoyaient un message « *négatif* » en amont des négociations attendues en Italie.

Depuis le début de ces pourparlers, Beyrouth est en position de faiblesse. Selon une source officielle libanaise, l’accord-cadre a été le résultat d’un « *véritable forçage américain imposé au Liban* ».

Pour autant, « *sur le terrain, Israël continue de se prévaloir d’une liberté totale d’action et ne se veut lié à aucun engagement* », ajoute cette source. Les déclarations à répétition de responsables israéliens sur le refus d’un retrait de ce qu’ils considèrent comme une « *zone de sécurité* » au Liban, en Syrie ou dans la bande de Gaza, font craindre, côté libanais, une occupation durable.

« *La destruction systématique, l’incendie de maisons, l’arrachage d’oliviers centenaires, sont inacceptables. C’est une politique de la terre brûlée : annihiler toute possibilité de vie* », dénonce Melhem Khalaf, député indépendant, qui s’est rendu à Zaoutar El-Gharbiyé, village du sud en partie rasé, et érigé en « zone pilote » pour l’application de l’accord-cadre. Celui-ci prévoit un mécanisme de retrait graduel, mais sans calendrier, de l’armée israélienne, en échange du désarmement du Hezbollah par les militaires libanais. M. Khalaf estime que les dynamitages dans le sud « *bafoient le principe de “bonne foi” mentionné dans l’accord-cadre* ». Le texte invite à des mesures démontrant les « *intentions positives* » du Liban et d’Israël. ■

LAURE STEPHAN

« **C’est une façon inhumaine d’influencer les décisions des femmes** »

ANTONIA ORELLANA
ancienne ministre de la femme (gauche)

Au Kenya, des internats au bord de l'implosion

Les élèves déplorent des conditions de vie extrêmement dures. Certains protestent en incendiant leur école

NAIROBI - *correspondance*

Dans les dortoirs de la Lang'ata Boys High School, un internat de Nairobi, les traces de l'incendie survenu le 11 juillet sont encore fraîches : murs noircis, matelas calcinés, odeur persistante de fumée et plastique fondu... Ce samedi-là, une mutinerie a eu lieu contre l'administration scolaire : des élèves ont mis le feu à leur école. Personne n'a été blessé. L'incident est l'un des derniers d'une vague de contestations qui a débuté avec l'incendie, le 28 mai, de l'internat de filles Utumishi, à Gilgil – dans lequel 16 élèves sont mortes –, et qui ne faiblir pas.

« Le but principal de ces révoltes, c'est la liberté. Les élèves veulent une pause, ils veulent sortir de l'école », reconnaît, avec une franchise déconcertante, le principal de la Lang'ata Boys High School, Paul Ojera. Au début du mois de juin, le ministère de l'éducation recensait 204 établissements touchés par des incidents de différents ordres. Depuis, incendies et fermetures d'écoles continuent d'être signalés presque quotidiennement dans tout le pays. « Les révoltes ont toujours existé au Kenya, mais cette vague est incomparable, confie, dépit, l'ancien enseignant de l'établissement. Quasi toutes les écoles de Nairobi, et beaucoup à travers le pays, ont fermé depuis juin. »

Les déclencheurs paraissent, au premier abord, anodins. A Lang'ata Boys High School, c'est l'interdiction de regarder les matchs de la Coupe du monde qui a provoqué la fronde. Deux jours plus tard, à l'école Jomo-Kenyatta de Nakuru, les élèves se sont révoltés après que l'administration, qui leur avait promis de la viande, a servi à la place des sodas et du pain. L'ampleur de la contestation, venant d'élèves âgés de 14 à 18 ans, a ravivé le débat sur le modèle éducatif kényan, largement relayé par la presse locale et sur les réseaux sociaux. Hérités des missionnaires, puis développés après l'indépendance, les internats se sont imposés comme le pilier de l'enseignement secondaire public, notamment pour accueillir les élèves



Les dortoirs du lycée de garçons de Gathiru-ini, à Kiambu (Kenya), qui ont pris feu le 8 juin. SIMON MAINA/AFP

venant de régions éloignées. Aujourd'hui, la majorité des lycéens et près d'un tiers des écoliers kényans y sont scolarisés, ne rentrant chez eux que pour les vacances, trois fois par an au plus. « Les enfants grandissent loin de leurs parents », déplore M. Ojera.

Effet domino

Les conditions de vie de ces établissements sont strictes. Thomas Luis, 18 ans, en terminale dans un internat de Migori, dans l'ouest du pays, décrit son quotidien : « On se lève à 4 heures. Les cours s'enchaînent jusqu'à 22 heures, avec seulement quelques pauses pour manger ou faire notre lessive. On n'a quasi pas de temps libre, et il est supervisé. » « Au Kenya, les internats sont synonymes de discipline et de réussite académique », raconte George, professeur de mathématiques dans un éta-

blissement de Karen, près de Nairobi, qui préfère rester anonyme. « Si on laisse trop de temps libre aux élèves, ils se déconcentrent vite », ajoute-t-il. « Tout est organisé autour de la réussite aux examens », confirme M. Ojera.

Thomas Luis évoque aussi des punitions physiques régulières : « C'est censé être interdit, mais on est loin de la maison. Qui va nous défendre ? » En septembre 2025, des élèves de l'internat de filles St George, à Nairobi, s'étaient soulevés après qu'une de leurs camarades avait été blessée à la mâchoire, à la suite d'une correction infligée par une enseignante.

Les infrastructures sont vétustes, les classes surchargées, ce qui aggrave la frustration des élèves. « Nous sommes 70 par classe, c'est éprouvant », affirme Thomas Luis, ajoutant : « La nourriture – épiments et ugali [pâte à base de farine

Les méthodes de protestation surprennent par leur violence, et mettent les élèves eux-mêmes en danger

de maïs] – est la même tous les jours et servie en quantité insuffisante. » M. Ojera pointe, lui, une distribution très inégale des ressources publiques entre écoles et un budget gelé : « Les frais annuels d'inscription, 53 500 shillings kényans [360 euros], n'ont pas augmenté depuis dix ans, malgré l'inflation. On a donc très peu pour loger et nourrir les élèves. »

« Il y a beaucoup de corruption et de mauvaise gestion des fonds pour l'éducation ; une faible part seulement parvient aux écoles », regrette George. Le plus dur, selon Thomas Luis, reste le manque de liberté : sorties et téléphones portables sont interdits, les appels aux parents filtrés par le professeur principal et les visites des proches rares. « C'est difficile de ne pas voir nos parents si longtemps », dit-il.

Reste que les méthodes de protestation surprennent par leur violence, et mettent les élèves eux-mêmes en danger, comme à Utumishi. « Mettre le feu, c'est le moyen le plus rapide d'être renvoyé chez soi. Il n'y a pas de volonté de nuire, c'est le seul moyen d'être entendu : il n'y a pas de dialogue avec l'administration, et se plaindre c'est s'exposer à une punition », justifie Thomas Luis. L'effet domino est rapide. « Les élèves apprennent que

d'autres écoles se sont soulevées et que les étudiants ont pu rentrer chez eux. Ils se disent : pourquoi pas nous ? », explique M. Ojera. « L'accès à l'information change la donne. Les enfants voient ce qui se passe dehors, l'envie de liberté grandit », note George.

Le gouvernement de William Ruto a fait savoir, fin juin, qu'il refuse de dédommager les écoles touchées par des incendies ou des dégradations, laissant cette charge aux familles de tous les élèves scolarisés. Le ministère de l'éducation a par ailleurs annoncé la création d'un groupe de travail sur les causes des incendies – une mesure qui a suscité la colère des acteurs du secteur éducatif, des rapports antérieurs ayant déjà établi ces causes et formulé des solutions, parmi lesquelles la hausse du budget ou le remplacement des internats par des day schools, sans dortoirs.

De tels établissements existent, mais restent minoritaires, inférieurs dans la hiérarchie scolaire et associés, dans l'esprit des parents, à l'échec et à la drogue – alors qu'ils ne connaissent, eux, aucune mutinerie. Un plan gouvernemental annoncé en 2022 pour abolir les internats dans l'enseignement primaire est resté lettre morte ; ses détracteurs objectent que les enfants issus de familles en difficulté ou les orphelins y perdraient une voie d'accès à l'école.

Pour Thomas Luis, le problème de fond reste l'absence d'écoute. « Ils prennent des décisions unilatérales, sans nous consulter. Dans mon école, ils ont supprimé l'une des deux seules journées de visite parentale du semestre sans explication. » A 18 ans, le lycéen a fondé le Kenya Students Education and Welfare Forum (« forum pour l'éducation et le bien-être des étudiants kényans »). L'organisme a formulé et envoyé une requête aux députés de l'Assemblée nationale, réclamant des mécanismes formels de consultation des élèves. « Nous voulons que les élèves aient une voix. Notre génération connaît mieux ses droits que les précédentes : les adultes doivent s'asseoir et négocier avec nous », argue-t-il. ■

EUGÉNIE TENEZAKIS

Des Etats africains sommés par les Etats-Unis de quitter la CPI

L'administration Trump a annoncé, à la mi-juillet, une guerre totale contre la Cour pénale internationale, établie à La Haye

LA HAYE - *correspondance*

Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, l'avait annoncé, le 13 juillet, dans une tribune parue dans le *Wall Street Journal* : « Nous démantèlerons la CPI [Cour pénale internationale], brique par brique si nécessaire. » Moins de deux semaines plus tard, les premières briques sont tombées : le Venezuela le 24 juillet, puis le Tchad, le 27 juillet, ont annoncé qu'ils quittaient la plus haute juridiction internationale, basée à La Haye.

Alors que les Etats-Unis, qui n'ont jamais été membres de la CPI créée en 1998, guerroyaient ouvertement contre la Cour depuis l'émission de mandats d'arrêt contre le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, et son ex-ministre de la défense Yoav Gallant, en novembre 2024, la pression exercée par Washington pourrait conduire d'autres Etats, notamment africains, à se retirer.

C'est un ex-marine qui conduit la charge américaine contre la Cour pénale internationale en Afrique. Le 23 juillet, Frank Garcia Jr, devenu il y a seulement deux mois le nouveau « M. Afrique » de la Mai-

son Blanche, a ainsi passé un coup de fil décisif au ministre de la justice tchadien. Quatre jours plus tard, N'Djamena a annoncé avoir adressé au secrétaire général de l'ONU le courrier lançant le compte à rebours de son retrait du traité fondateur de la CPI. Une décision dont s'est immédiatement réjoui publiquement Frank Garcia Jr, félicitant sur X le Tchad d'avoir décidé de « rejoindre le nombre croissant de nations qui reprennent leur souveraineté à cette institution défaillante ».

Dans un an, N'Djamena n'aura donc plus d'obligations envers la juridiction internationale. Il ne participera plus à l'Assemblée de ses 125 Etats membres, une instance multilatérale parmi les plus égalitaires au monde – un pays, une voix – et où l'Afrique est, jusqu'ici, la plus représentée, avec 33 pays. Les auteurs de crime contre l'humanité, crime de guerre ou génocide qui pourraient être commis au Tchad ne seront plus passibles de poursuites de la Cour.

Pour justifier son retrait, le Tchad dénonce des poursuites « à géométrie variable », notant que sur sept accusés détenus à la CPI, six sont poursuivis pour des cri-

mes commis en Afrique. N'Djamena y voit « une concentration des activités de la Cour sur le Sud global et le continent africain en particulier, victime consentante d'une forme d'instrumentalisation politique de la CPI ». Pour le Béninois Sétondji Roland Adjovi, spécialiste du droit des organisations internationales, « cet argument repose sur un mythe. La Cour n'est pas tournée contre l'Afrique, elle n'a jamais été un instrument néocolonial, ni hier ni aujourd'hui ».

Le Tchad, cible de choix

N'Djamena est une cible de choix du programme de « démantèlement » de la CPI annoncé par le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio. Car depuis son adhésion à la Cour en 2006, le Tchad était l'un des pays les plus coopératifs. Depuis des années, ses enquêteurs peuvent recueillir les témoignages de réfugiés soudanais victimes de crimes de masse au Darfour.

Dans leur campagne, les Etats-Unis utilisent deux leviers. D'abord, la désinformation. Ils prétendent que les autorités des pays contactés seraient menacées de poursuites par la Cour. Epinglé récemment par des ONG pour son

soutien aux Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdan Daglo dit « Hemetti », le Tchad se serait senti vulnérable. Mais l'ouverture de ces poursuites est « peu crédible », dit-on néanmoins à La Haye, dans l'entourage de la Cour. Le second levier des Américains consiste à menacer les Etats ciblés de mettre fin à leurs accords sécuritaires. « Ceux qui bénéficient de la sécurité assurée par l'Amérique ne doivent pas rester les bras croisés alors que les garants de cette sécurité sont pris pour cible », a dit Marco Rubio en lançant son programme. Selon nos sources, fin juillet, d'autres Etats africains membres de la CPI ont reçu appels téléphoniques, visites et courriers américains. L'Ouganda a ainsi reçu une lettre le 24 juillet, « avec un ultimatum l'enjoignant de partir [de la Cour], sous peine d'en subir les conséquences », confie une source au Monde. Kampala n'aurait pour l'instant pas cédé.

A l'Union africaine, une source explique que le Bénin a été approché. « Si c'est le cas, je serai étonné que cela prospère », commente Sétondji Roland Adjovi. Les Béninois ont pour l'instant prouvé qu'ils étaient décidés à résister aux pres-

sions : une juge béninoise de la CPI, Reine Alapini-Gansou, fait partie des trois magistrats qui ont porté plainte en juin devant un tribunal new-yorkais contre Marco Rubio et Donald Trump pour s'opposer aux sanctions que Washington a émis à leur encontre.

Malgré l'annonce de son retrait de la CPI, le Tchad assure ne pas vouloir se soustraire à la justice internationale et a appelé l'Union africaine à revoir les mécanismes judiciaires continentaux. En quittant la Cour en juin – cette fois sous l'influence russe –, le Niger, le Mali et le Burkina Faso disaient, eux, vouloir une cour pour le Sahel.

Récemment, plusieurs tribunaux africains ont jugé des crimes graves commis sur le continent. L'instauration en 2015 à Dakar d'une cour internationale ad hoc mandatée par l'Union africaine a permis de juger l'ex-président du Tchad Hissène Habré pour crimes contre l'humanité. En 2015, l'ONU et la Centrafrique ont créé une cour pénale spéciale pour juger les crimes des guerres successives depuis 2003, dans le sillage du Tribunal spécial pour la Sierra Leone qui avait condamné l'ex-président du Liberia Charles Taylor en mai 2012.

Incitée par la CPI, la Guinée fait comparaître elle-même depuis 2022 des responsables du massacre du 28 septembre 2009.

Néanmoins, « la plupart des tribunaux africains ne donnent pas suite aux allégations de crimes graves, estime le professeur de droit international Patryk Labuda. Les crimes commis au Sahel et dans la Corne de l'Afrique sont les plus flagrants d'impunité, mais il y en a d'autres ». C'est dans ces cas-là, lorsque les justices nationales n'agissent pas, que la Cour pénale internationale peut être saisie.

Chaque annonce de retrait d'un des 125 Etats membres est un coup porté à cette juridiction. De façon prosaïque, cela représente un manque à gagner pour la juridiction alors que chaque pays verse une quote-part à son budget. Ensuite, cela restreint ses capacités d'enquête et d'arrestation et, donc, son efficacité. Surtout, cela ouvre une crise sans précédent depuis la création de la CPI. Au sein de la Cour, on espère qu'un changement de majorité lors des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, en novembre, refermera cette période chaotique. ■

STÉPHANIE MAUPAS

INCENDIES



En haut : sur la route de Saumos, le 31 juillet. Des pompiers traitent des sols encore fumants dans les forêts de pins.

En bas : déboisement d'une parcelle pour y aménager un pare-feu, entre Sainte-Hélène et Lacanau, le 27 juillet. HERVÉ LEQUEUX POUR « LE MONDE »

REPORTAGE
LE PORGE, LE TEMPLE, BIGANOS, SAINTE-HÉLÈNE,
LA TESTE-DE-BUCH (GIRONDE) - envoyé spécial

En Gironde, la forêt fume encore en de multiples endroits, mardi 4 août. La température des esprits, elle, ne donne pas de signes de refroidissement. Trop de questions ardentes, trop de colère, d'amertume, et trop d'interrogations sur le futur. Ça et là, dans les communes dévastées, des collectifs se montent, des groupes d'intérêt se constituent, pour mener des actions devant la justice.

En pleine forêt, à quelques kilomètres de Sainte-Hélène, sur la départementale 6 (D6), Philippe Bligny est en train de rassembler des voisins en vue d'une action en justice encore dans les limbes. On l'avait rencontré au plus fort de l'incendie, au nord de Saumos, d'où est parti le feu, le 22 juillet, aux abords de son club hippique et de ses parcelles de pins. Une bande pare-feu de plus de 50 mètres était en train d'être tracée à la hâte par des engins afin de contenir les flammes. Voir ses arbres tomber en masse, dans le cadre d'une décision prise en commun par les forestiers de la défense des forêts contre les incendies (DFCI) et les autorités administratives, l'avait instantanément révolté. Mais, dans un second temps, une autre question est venue le tarauder : qu'allait devenir le bois coupé ?

C'est le début d'un phénomène à venir : au-delà des travaux de pare-feu qui ont nécessité d'abattre des milliers d'hectares au plus vite ces derniers jours, les arbres des 42 000 hectares de forêt brûlés vont être récupérés. Seule leur écorce est touchée, en général. Ils doivent être tronçonnés, débités et envoyés vers les centres de grossistes de l'achat de bois de la région. Cinq millions de tonnes de ce bois, sur l'ensemble de la région, devront être traitées rapidement, de peur que les pins, en raison de leur état, ne « bleussent ». Face à cet afflux, les cours menacent de s'effondrer – une chute supérieure à 20 % est redoutée. Philippe Bligny a si peur de perdre la trace de ses troncs dans ce grand abattage qu'il veille presque jour et nuit auprès des tas où ils sont entassés. Bien lui en a pris.

Mercredi 29 juillet au soir, alors qu'il patrouillait dans son 4 × 4 couvert de poussière, il a surpris un incendiaire qui venait, à l'aide d'une balle de tennis remplie d'essence, allumée et projetée dans un coin de végétation encore intacte, de relancer le feu dans une parcelle avoisinante. On a retrouvé deux jerricans sur les lieux. L'auteur des faits, portant une casquette rouge, a traversé son champ de vision, tandis qu'il approchait dans son Land Cruiser, et s'est enfui par les sentiers forestiers.

Une traque a alors été déclenchée, les forestiers du voisinage alertés tâchant de bloquer les chemins, tandis que se déployaient les gendarmes. Un drone a été lancé, pendant qu'un hélicoptère survolait la zone. En vain. L'inconnu a réussi à s'évanouir dans les bois. Des actes similaires ont été signalés dans les environs, avec le même modus operandi. « Je ne me balade pas sur le dark Web et je ne suis pas au courant de tout. Qu'est-ce qui peut expliquer de vouloir tout détruire comme ça ? », s'interroge le cavalier forestier, au bord de l'épuisement.

REVENUS MUNICIPAUX AMPUTÉS

Les esprits les plus calmes, de leur côté, espèrent qu'un sursaut aura lieu, alors que vacille le modèle de développement d'une forêt artificielle, plantée au XIX^e siècle sur d'anciens marais, sur une terre très pauvre, et désormais confrontée à de multiples changements, au premier rang desquels le réchauffement climatique. Patrick Farlan, préparateur en pharmacie à la retraite dont la maison, au Porge, à une vingtaine de kilo-

mètres, ne fait pas partie des 183 détruites par l'incendie, sur les 240 touchées dans toute la région, garde la tête froide, mais se désole en songeant aux changements qui auraient dû entrer en vigueur depuis belle lurette : « Mon grand-père était résinier [récolteur de sève de pin par saignées]. Ce massif est notre mémoire collective et nous connaissons les incendies depuis toujours, notamment celui de 1949 [52 000 hectares détruits, 82 morts]. Mais on dirait que toute prudence a été oubliée. »

Cela fait des années qu'il redoutait cet incendie d'ampleur. Pour avoir, longtemps, parcouru les bois de pins lorsqu'il y chassait la bécasse, il se dit « effaré de voir à quel point l'entretien des forêts a diminué au fil des années. Quand les résiniers travaillaient, il y avait des bras disponibles pour nettoyer. Mais, aujourd'hui, une exploitation, c'est un seul homme avec des machines. » Et de conclure : « Je vois bien que, dans les parcelles, les gens plantent des pins jusqu'au ras des routes, c'est de la folie. Tout ça pour le profit ! »

Dans le massif forestier des Landes de Gascogne, à cheval sur trois départements (Gironde, Landes et Lot-et-Garonne), quelque 100 000 propriétaires de bois sont dispersés sur 1 million d'hectares, plantés essentiellement de pins maritimes. On trouve parmi eux tous les profils, des propriétaires de petites parcelles de quelques hectares entretenues par tradition familiale jusqu'aux grands domaines, en passant par des étendues possédées par des sociétés ou des groupements forestiers. En plus des terres sous le contrôle de l'Etat (forêts domaniales) ou des communes. Ces dernières, par exemple, sont durement affectées.

« LE PIN MARITIME
RESTERA L'ESSENCE
PRINCIPALE,
PAS PAR IDÉOLOGIE,
MAIS PARCE
QU'IL EST ADAPTÉ
AUX SOLS »

BENOÎT FRAUD
directeur général
de coopérative forestière

Au Porge, Martial Zaninetti, le maire (sans étiquette) de la ville martyre, ne peut imaginer de quoi sera fait le futur. Pour l'heure, on gère toujours l'urgence : des discussions ont commencé pour ouvrir des résidences secondaires à des habitants désormais à la rue, au moins pour dépanner ; une antenne France Services s'installe en ville, où des représentants des assureurs et des experts vont venir pour accélérer le traitement des dossiers de sinistres. Mais rien ne sera résolu à court terme pour les dommages subis par les biens forestiers. « Huit mille hectares de forêt communale ont brûlé, dit l' élu d'une voix blanche. La commune [qui commercialise les coupes de bois] vient de perdre ses ressources pour les quinze ans à venir. » D'autres villes avoisinantes voient aussi leurs revenus amputés, d'un tiers à la moitié en moyenne.

LOURDEURS ADMINISTRATIVES

Le moment paroxystique et destructeur du mégafeu constituera-t-il un choc suffisant pour entamer une réforme et se prémunir de ce mégarisque ? Une « forêt différente » va-t-elle émerger des cendres, « adaptée aux incendies de demain », comme l'appelle de ses vœux France Bois Forêt, une association interprofessionnelle nationale de la filière forêt-bois ? A ce sujet, les réflexions ont déjà été entamées. Benoît Fraud, directeur général d'Alliance Forêts Bois, la première coopérative forestière de France, très présente en Nouvelle-Aquitaine, rappelle que les incendies ont « détruit en quelques jours une ressource qui met plusieurs décennies à se constituer », et que, « au-delà des propriétaires forestiers, c'est toute une filière locale qui est concernée – entreprises de travaux forestiers,

transporteurs, industrie du bois », qui emploie, évalue-t-il, 60 000 salariés dans la région.

Une transformation de fond est nécessaire pour éviter que les feux, à l'avenir, ne finissent par détruire les forêts en même temps qu'un secteur de l'économie. Benoît Fraud table sur des aménagements de parcelles avec des pare-feu, y compris sous la forme de systèmes « agiles », vite tracés en fonction de futurs départs de feu, pour les contenir. « Le massif des Landes de Gascogne a toujours démontré sa capacité à rebondir après les grandes crises », tempère-t-il, en pronostiquant : « Le pin maritime restera l'essence principale du massif, non pas par idéologie, mais parce qu'il est naturellement adapté aux sols sableux, acides et pauvres, et qu'il permet de produire un bois de qualité indispensable à toute une filière économique locale. Le massif des Landes de Gascogne ne peut pas devenir un massif feuillu. » Face à ce constat, des projets de recherche sont développés pour tenter des « mix » d'essences, sous la supervision de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, dont plusieurs parcelles et installations, près de Cestas (Gironde), non loin de Bordeaux – où se trouve, du reste, le mémorial aux victimes du grand feu de 1949 –, ont été ravagées par l'incendie.

Emmanuel Macron, en visite en Gironde mercredi 29 juillet, alors que les feux faisaient encore rage, avait promis un effort pour « rebâtir une forêt différente », avant de se faire rembarquer par un maire, Bruno Lafon, qui lui avait signalé vertement que, selon lui, les lourdeurs administratives et les multiples réglementations risquaient de



Sur la parcelle de Michel Robert, au Temple, le 1^{er} août. Le sylviculteur a perdu 440 hectares sur les 500 de son exploitation. Dans la commune, dix maisons ont été détruites. HERVÉ LEQUEUX POUR « LE MONDE »



En haut : un coupe-feu entre Lacanau et Sainte-Hélène, le 31 juillet. En bas : Christophe Goujon, technicien forestier, à La Teste-de-Buch, le 30 juillet. HERVÉ LEQUEUX POUR « LE MONDE »

bloquer toute ambition de réformes. Dans la région, l'argument a fait mouche. On retrouve Bruno Lafon, vendredi 31 juillet en fin d'après-midi, dans sa ville de Biganos, près du bassin d'Arcachon. Il est à la fois maire (sans étiquette) et président de la DFCI Aquitaine, sorte de syndicat qui regroupe les propriétaires de terrains forestiers et a bénéficié de la vague d'aides élaborées après les grands incendies de 2022. Des véhicules équipés de citernes ont notamment été donnés à la DFCI pour patrouiller.

Bruno Lafon connaît son terroir aussi bien que les antichambres du pouvoir à Paris et celles de l'Union européenne à Bruxelles. Il bataille contre les lourdeurs administratives ou défend les parts de marché du bois d'Aquitaine face aux concurrents, notamment les pays producteurs d'Europe du Nord. Il est aussi, désormais, une figure emblématique des élus de cette région qui ont tenu la baraque au milieu de la folie des flammes. Entre le 25 et le 26 juillet, il a conduit l'évacuation de Biganos en bon ordre et en pleine nuit, y compris celle des résidents de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, puis mené la logistique du combat contre le feu.

Alors que le retour des habitants chez eux vient d'être autorisé, le maire se fait acclamer dans la rue par les conducteurs et les conductrices, pare-chocs contre pare-chocs. « Bravo Bruno ! » « Félicitations Bruno ! ». « Bruno » ne boudes pas son plaisir. Pour le remercier, une de ses administrées lui offre quelques charcuteries de l'Aveyron, d'où elle revient de sa période d'exil forcé. On grignotera tout ça à l'apéro improvisé, un peu plus tard, pour fêter le retour de tout le monde. La dame, après ses remerciements, glisse quand même : « Monsieur le Maire, j'arrive chez moi et qu'est-ce que je vois : mes voisins de l'autre côté de la haie qui font un barbecue avec des flammes hautes comme ça ! Mais on ne va jamais s'en sortir ! » On soupire, il y a d'autres urgences.

« COUPE-FEU D'AU MOINS 100 MÈTRES »

Le maire sourit quand on lui demande la superficie de ses propres parcelles. « Vous savez, ici, il y a deux choses qu'on ne fait jamais : demander son âge à une femme, et la taille de ses parcelles à quelqu'un. » Sur la commune de Biganos se trouve Cellulose du pin (groupe Smurfit Westrock), une des usines de papier kraft les plus importantes d'Europe. Autour de la forêt, tout un tissu axé sur l'exploitation du bois : papeterie, scieries et sites destinés à la fabrication de palettes, papiers, parquets et multiples

dérivés du pin maritime. « En France, la plus grosse scierie est l'équivalent de la plus petite scierie d'Allemagne. Notre secteur est fragile. Si l'on ne veut pas tout perdre en ces temps de réveil des souverainetés dans tous les secteurs, il faut à tout prix prendre des mesures. »

Bruno Lafon plaide pour construire des protections ambitieuses contre les incendies. « Si vous survolez la forêt, à certains endroits, c'est une mer verte. Où sont les lignes [pistes destinées à la circulation des véhicules des pompiers], où sont les pare-feu [larges bandes défrichées destinées à bloquer la propagation des flammes par absence de combustible] ? Je le dis et le répète depuis des années à tous les sylviculteurs : il faut commencer par là. » De telles protections impliquent toutefois des coupes importantes, et donc des pertes de revenu.

Comment faire pour ne pas répliquer à l'infini le drame de Philippe Bligny, en opérant de force ? « Il va falloir se mettre autour d'une table et faire partager le risque collectivement. Faire des échanges de parcelles, trouver des mécanismes de compensation pour pouvoir entourer chaque carré d'environ 3 000 hectares par des coupe-feu d'au moins 100 mètres, bien entretenus, avec la terre à nu. Ça va coûter cher, mais si on ne le fait pas, on va perdre la forêt dans les prochains incendies », défend Bruno Lafon. Cette ambition a-t-elle une chance de voir le jour ? « Pas si l'on suit toutes les règles administratives qui nous pourrissent la vie », assure-t-il. « Attention, je n'appelle pas à la révolution. J'ai besoin que l'administration soit plus souple, pas qu'on soit hors la loi. »

Le maire (Horizons) de Sainte-Hélène, Lionel Montillaud, est sur la même longueur d'onde. Il est du genre jeune (47 ans) qui « fait bouger les choses », comme on dit parmi ses administrés. La commune est à 80 % occupée par des forêts mais déjà dans l'orbite de l'urbanisation et du tourisme, avec Lacanau toute proche. « Les vrais termes du débat, c'est la décentralisation, et la marge de manœuvre des territoires. L'exemple de ce feu est catastrophique, mais il reflète un sentiment global – l'impression de ne pas être écoutés, d'être méprisés – qui pousse la population à la radicalité. » Par avance, il s'avoue prudent, en attendant la suite : « En 2022, déjà, on en a eu à la pelle des "retex" [des retours d'expérience], des réunions, des passages de délégations, de politiques et d'autres. Mais, au bout du compte, rien n'a vraiment changé. L'Etat a pris ses décisions sans nous. Et, de toute évidence, ce n'étaient pas les bonnes, si l'on en juge par ces incendies. »

« SI VOUS
SURVOLEZ LA
FORÊT, À CERTAINS
ENDROITS,
C'EST UNE MER
VERTE. OÙ SONT
LES PARE-FEU ? »

BRUNO LAFON
maire (sans étiquette)
de Biganos (Gironde)

A une vingtaine de kilomètres de là, au Temple (Gironde), une commune de 600 habitants située en plein cœur des zones carbonisées, le combat contre les flammes a été mené en grande partie par les habitants, avec leurs propres moyens. Ils se sont même surnommés les « irréductibles Gaulois » pour se donner du cœur à l'ouvrage et signifier qu'ils se sentaient bien seuls face à l'adversité. Ici, on dit ne pas avoir vu beaucoup de pompiers aux moments les plus durs, et avoir, par conséquent, mal digéré les déclarations raides comme des coups de trique de la préfecture exigeant de contrôler les « volontaires » accusés de gêner des secours qu'au Temple on attendait vainement.

Dans cette commune aussi souffle un vent de colère face à cette administration vite qualifiée de « hors-sol ». Avec leurs citernes, leurs tracteurs et leurs lances, les agriculteurs et les forestiers – certains sont l'un et l'autre – ont sauvé ce qu'ils appellent une « bulle », au centre-ville, mais ont vu leurs arbres s'embraser sur des kilomètres, jour après jour, malgré leur combat acharné, et avaler même une dizaine de maisons à la périphérie, dont celle du propriétaire d'une petite compagnie de travaux forestiers, qui a tout perdu.

ATTAQUES MASSIVES DES CORNEILLES

Ici, la forêt de pins maritimes est une activité centrale. Michel Robert patrouille dans une zone morte. Celle où ses parcelles ont brûlé. Sur ses 500 hectares, 400 sont désormais réduits à de mornes étendues de troncs noircis et de vendues toujours brûlantes. « Et encore, je ne vous montre pas les 500 hectares de mon frère. Tout a brûlé, il n'y a plus rien. » Une chevrette (chevreuil femelle) et son petit, hargards, errent dans la forêt pétrifiée. Le sylviculteur tire du coffre de son vieux 4 × 4 dégingué par les chemins de sable de quoi donner un peu à boire aux animaux.

Il est d'autant plus désespéré qu'il avait pris très au sérieux les travaux pour se prémunir contre le risque d'incendie. Dans sa propriété, les parcelles étaient quadrillées par de larges pare-feu de 50 à 80 mètres, représentant un manque à gagner conséquent, mais supposés bloquer la propagation des incendies. Or, à de nombreuses reprises, le feu a « sauté », ces zones tampons pourtant irréprochables. « Preuve que cela ne suffit pas, constate Michel Robert. Peut-être un quart de mes pare-feu ont réussi à empêcher le passage du feu. Pas plus. Sans pompiers, sans moyens pour combattre les flammes, cela ne sert à rien, en réalité. »

Depuis plusieurs années, Michel Robert mène la fronde, à la tête de l'Association pour le maintien de l'activité forestière en

Médoc, contre un projet de pompage en profondeur des eaux de sa région pour l'amener vers les consommateurs de la métropole de Bordeaux. Si le projet voyait le jour, 10 millions de mètres cubes seraient pompés à 200 mètres de profondeur sur les communes de Saumos et du Temple pour alimenter un milieu urbain, situé à plusieurs dizaines de kilomètres. Les expertises sont en cours, mais Michel Robert, ingénieur de formation, anticipe que le niveau de la nappe superficielle sera affecté, augmentant plus lourdement la sécheresse, et donc le risque d'incendie.

Pour avoir un aperçu de ce à quoi pourrait ressembler la région après le feu, il faut se rendre un peu plus au sud, sous le bassin d'Arcachon, là où l'incendie de 2022, qui avait détruit 30 000 hectares, a fait des ravages vers La Teste-de-Buch (Gironde). Le spectacle, près de la dune du Pilat, le long de la route qui borde l'océan, traversant des zones réduites en cendres, n'est pas encore d'une folle gaieté. Certes, des arbustes couvrent le sol, parsemés ça et là des bras blanchis des troncs morts. Les parcelles de l'Office national des forêts (ONF) ont été en grande partie placées en régénération naturelle. Les graines, dans les cendres, ont germé, puis donné des pousses et résisté aux attaques massives des corneilles, mais ces arbustes n'ont pas encore atteint la taille d'un homme. L'ONF est chargée des forêts domaniales (propriété de l'Etat), et cela inclut l'entretien, l'étude et la surveillance des massifs, tout particulièrement ces jours-ci, où les forêts sont interdites au public pour éviter les départs de feu. « Je suis tenté de sortir mon carnet et de verbaliser », plaisante (à demi) Mathieu Brugère, technicien de l'ONF et vétéran de l'incendie de 2022, alors qu'un cycliste en vadrouille dans le massif interdit apparaît à un coin de chemin mais, ayant aperçu les uniformes verts, se défile prestement derrière les buissons.

Pour avoir vu la forêt brûler au sud de La Teste-de-Buch et garder en tête que l'écrasante majorité des départs d'incendie sont d'origine d'humaine, volontaires ou non, le technicien forestier, assermenté et armé, est légèrement exaspéré par l'insouciance des promeneurs. De son pied, il désigne un mégot par terre. « Je ne vous fais pas un dessin... Le problème, c'est ça aussi, pas juste les grands pare-feu. Et encore, depuis 2022, on voit des progrès. Il y a plus de discipline, on surprend moins de gens en train de faire des barbecues pile au milieu des massifs. On dirait qu'une prise de conscience est à l'œuvre. » ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

INCENDIES

Canicules et incendies pèsent sur les finances

Les conséquences des vagues de chaleur menacent l'objectif de réduction du déficit à 5 % pour 2026

Sébastien Lecornu n'avait vraiment pas besoin de cela. Déjà percuté par la guerre au Moyen-Orient et par le choc pétrolier qui a suivi, le budget que le premier ministre avait fait passer dans la douleur en février est désormais menacé par la chaleur historique en France. Les canicules et les incendies à répétition pourraient coûter quelques milliards d'euros au pays, et empêcher de réduire le déficit public, alors qu'il s'agit de l'objectif majeur sur lequel s'est engagé le chef du gouvernement.

Celui-ci s'était pourtant fixé pour 2026 un but minime : ramener le déficit de 5,1 % à 5 % du produit intérieur brut (PIB) en un an. Pour y arriver, malgré la crise pétrolière déclenchée à la fin de février, l'exécutif a déjà annoncé 9 milliards d'euros d'économies par rapport au budget initial. Il lui reste cependant à décider en grande partie dans quels crédits il va tailler. Et, à présent, les conséquences immédiates du réchauffement climatique risquent de rendre insuffisants ces premiers efforts.

« On va se battre jusqu'au bout, mais ça va être difficile » de cantonner le déficit à 5 % du PIB, a admis le ministre de l'économie, Roland Lescure, le 30 juillet, sur France Inter. Son ambition, restreinte, consiste dorénavant à être « aussi proche que possible » de la cible. Limiter le déficit malgré les incendies nécessite le vote d'un budget rectificatif au plus vite, afin de débloquent des crédits spécifiques et de dégager de nouvelles recettes, plaide, pour sa part, Eric Coquerel, le président (La France insoumise) de la commission des finances à l'Assemblée nationale. Il l'a demandé dans une lettre envoyée le 31 juillet au premier ministre.

Au bout du compte, le déficit de l'année sera-t-il en baisse, stable ou en hausse ? Cela dépendra avant tout de l'évolution de la guerre en Iran et des prix du pétrole, aujourd'hui toujours élevés. Mais aussi du coût exact des vagues de chaleur et des incendies. Une facture difficile à évaluer. « A ce stade, donner un chiffre précis relève plus de la sorcellerie que du calcul, car on entre dans un monde où l'on a peu de références historiques », admet l'économiste Anthony Morlet-Lavidalie, de Rexecode, un institut proche du patronat. Il avance néanmoins une fourchette : la sécheresse pourrait amputer le PIB annuel de 3 à 6 milliards d'euros, soit de 0,1 point à 0,2 point de PIB.



Le premier ministre, Sébastien Lecornu, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 7 juillet.
JULIEN MUGUET
POUR « LE MONDE »

LA RÉPÉTITION DES ÉPISODES DE CHALEUR POURRAIT AMPUTER LE PIB ANNUEL DE 3 À 6 MILLIARDS D'EUROS

Un chiffre assez cohérent avec la première estimation fournie par la ministre de la transition écologique, Monique Barbut. En 2022, la dernière grande sécheresse avait coûté à l'économie au moins 5,6 milliards d'euros, selon une étude du ministère, dont 3,5 milliards liés à la fragilisation des bâtiments : avec la contraction des sols argileux en période de sécheresse, puis le gonflement de ceux-ci quand il pleut, les maisons individuelles s'abîment, se fissurent, et nécessitent des travaux.

« Cette année, ces chiffres seront supérieurs à ce qu'ils étaient en 2022 », a affirmé Monique Barbut, le 27 juillet. Depuis mai,

les épisodes de très forte chaleur se sont en effet enchaînés. Plus précoces, plus fréquents et plus longs que lors de tous les étés précédents. Et doublés d'incendies ravageurs. En France, ceux-ci ont déjà brûlé plus de 116 000 hectares, selon le ministre de l'intérieur, soit à peu près dix fois plus que la moyenne des dix années précédentes. Le record de 1976 est déjà battu.

L'un des pays les plus exposés

Le coût direct de la sécheresse a donc de fortes chances de grimper. Les assureurs se préparent à payer pour les maisons brûlées ou abîmées. A cela s'ajoute l'impact sur l'agriculture et sur l'élevage, avec la baisse des rendements pour les céréales, pour les légumes et pour le lait, et la mort de millions de volailles et de porcs, tués par la chaleur. Selon Rexecode, la production agricole dans son ensemble pourrait reculer de 10 % en valeur.

L'électricité est aussi touchée. La nécessité de ne pas faire monter la température des fleuves en y re-

jetant une eau trop chaude a contraint EDF à mettre certains réacteurs à l'arrêt ou à baisser leur puissance. Le manque d'eau peut, en outre, limiter la production électrique des barrages.

Il faut également intégrer l'incidence spécifique des feux, surtout en Gironde et dans le Var : utilisation de moyens de lutte exceptionnels, évacuation de dizaines de milliers de personnes, coup d'arrêt au tourisme, aides d'urgence, paiement du chômage partiel pour les salariés des entreprises bloquées... Sans oublier la destruction de forêts qui participent à l'épuration de l'air, à l'approvisionnement en bois, et qui permettent des activités récréatives (randonnée, camping, etc.).

Toutefois, « l'impact des incendies reste localisé », et ne paralyse les activités que quelques jours, avec souvent un rattrapage ensuite, observe Marianne Picard, économiste au Crédit agricole. De plus, « les effets négatifs sur l'activité sont partiellement compensés par des effets positifs », note-t-elle. Les températures éle-

vées font les affaires des vendeurs de glaces, de boissons fraîches et de ventilateurs, des installateurs de climatisation, des distributeurs d'électricité, ou encore des fournisseurs de véhicules électriques. En juillet, les voitures électriques et hybrides ont ainsi bondi à 41 % du marché automobile français, un niveau encore jamais vu. Leur part n'était que de 24 % un an plus tôt.

Qui plus est, si les destructions physiques ne sont pas prises en compte dans la comptabilité nationale, la reconstruction, elle, viendra un peu plus tard « doper » l'activité des zones concernées, relève Marianne Picard. En France, de très fortes températures auraient même un effet global positif sur le PIB, « avec des gains de production dans le secteur manufacturier, la construction et les services », avancent de façon inattendue trois chercheurs dans une étude publiée en mars par la Banque centrale européenne.

« Non, au total, ces épisodes extrêmes représentent certainement un coût pour la société », juge Fé-

lix Rannou, l'auteur de l'étude ministérielle sur 2022. Un avis partagé par Anthony Morlet-Lavidalie : « Ces phénomènes sont globalement mauvais pour l'activité. » Et donc pour les finances publiques, même si une partie du fardeau est prise en charge par les assureurs, par les particuliers et par les entreprises.

Ce n'est sans doute qu'un début. Les économistes d'Allianz Trade ont imaginé un scénario noir, mais pas forcément irréaliste, où les années très chaudes se succéderaient sur la période 2026-2030. Résultat : la France serait l'un des pays les plus exposés financièrement, avec sur cinq ans une perte de PIB de l'ordre de 240 milliards de dollars, soit 208 milliards d'euros, et une baisse sensible des recettes fiscales. Au total, un tel choc thermique « pourrait aggraver le déficit public de 2,2 points de PIB supplémentaires », pour le porter de 4,9 % à 7,1 % du PIB en moyenne jusqu'en 2030. Vraiment pas le chemin visé par Sébastien Lecornu. ■

DENIS COSNARD

Le déficit de l'Etat repart à la hausse au premier semestre

Sur les six premiers mois de l'année, les dépenses ont dépassé les recettes de 106,8 milliards d'euros, selon les chiffres diffusés mardi 4 août

Le déficit est géant. Et, au premier semestre, il s'est de nouveau creusé. En six mois, du 1^{er} janvier au 30 juin, l'Etat a accumulé un déficit budgétaire de 106,8 milliards d'euros, selon les données diffusées par le ministère de l'action et des comptes publics, mardi 4 août. Ce déficit massif marque une aggravation de 6,4 milliards d'euros, soit 6,4 %, par rapport à celui enregistré durant la même période en 2025.

Après deux années de dérapage politiquement ravageuses pour les macronistes au pouvoir, les comptes publics avaient commencé à se redresser en 2025. En ce qui concerne le seul Etat, donc en excluant la Sécurité sociale et les collectivités locales, le déficit avait

diminué de 31,7 milliards d'euros, soit 20 %, en un an. Cette phase de correction sensible semble avoir pris fin, tendent à montrer les chiffres du premier semestre, sans être forcément représentatifs de l'évolution annuelle. Le gouvernement a d'ailleurs reconnu, ces dernières semaines, qu'il ne parviendrait peut-être pas à réduire le déficit public par rapport au produit intérieur brut (PIB) en 2026, malgré ses promesses.

Que se passe-t-il ? Les recettes de l'Etat paraissent plutôt au rendez-vous. A mi-année, les recettes du budget général, hors comptes spéciaux et budgets annexes, affichent une hausse de 2,8 %. Cette progression, un peu supérieure à l'inflation, s'explique en particu-

lier par les assez bonnes rentrées de la taxe sur la valeur ajoutée (+ 4,2 % à périmètre constant) et de l'impôt sur le revenu (+ 2,7 %). L'Etat s'est aussi vu restituer, en janvier, 6,9 milliards d'euros de dotations accordées à l'Agence nationale de la recherche, et arrivées à échéance. Le mouvement global est cependant atténué par un fléchissement des recettes tirées des taxes sur les énergies.

Dépenses militaires en hausse

Mais, côté dépenses, le gouvernement a beau afficher sa volonté de faire des économies, il peine visiblement à freiner la hausse. Sur six mois, les dépenses totales s'inscrivent en augmentation de 5,6 %. L'évolution est en particulier

SUR SIX MOIS, LES DÉPENSES S'INSCRIVENT EN AUGMENTATION DE 5,6 %, UNE ÉVOLUTION EN PARTICULIER TIRÉE PAR LES INTÉRÊTS DE LA DETTE

tirée par le paiement des intérêts de la dette. Entre l'endettement croissant et la hausse des taux d'intérêt imposés par les créanciers de la France, l'Etat a dû verser

à ceux-ci 34,5 milliards d'euros durant le semestre, soit presque 19 % de plus qu'un an auparavant. « La charge d'intérêt va s'alourdir de 0,3 point de PIB » en 2026, « et c'est parti pour durer pendant dix ans », commente l'économiste Bruno Cavalier, de la société financière Oddo, dans une note récente.

Autre élément notable, l'accroissement des dépenses militaires, « du fait de la programmation militaire et des surcoûts opérationnels », explique Bercy. Là aussi, une évolution appelée à durer. Face aux menaces croissantes, le Parlement a adopté, le 1^{er} juillet, une nouvelle loi de programmation militaire qui musclait le budget de la défense de 36 milliards d'euros sur la pé-

riode 2026-2030. Au premier semestre, les dépenses de l'Etat ont également été marquées par une hausse de 23 % du prélèvement au profit de l'Union européenne.

Au total, les six premiers mois de l'année montrent l'ampleur de la tâche encore à accomplir pour reprendre le contrôle des finances publiques. Hors comptes spéciaux et budgets annexes, l'Etat a encaissé 187,7 milliards d'euros et décaissé 276,8 milliards d'euros. Malgré les efforts annoncés de maîtrise des comptes et le gel de certains crédits, il a donc dépensé 47,5 % de plus que ce qu'il a recolté, notamment grâce à la fiscalité. Avec un tel déficit, la dette ne peut que continuer à croître. ■

DENIS COSNARD

Plusieurs suicides et tentatives de suicide au sein des services du premier ministre

Un signalement et une plainte visant des faits de « harcèlement moral » ont été déposés, en juin, auprès du parquet de Paris

C'est un dossier particulièrement sensible pour Matignon. Comme l'a révélé France Inter, lundi 3 août, une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris et confiée à la brigade de répression de la délinquance aux personnes, après le dépôt d'une plainte, le 25 juin, par Flore (son prénom a été modifié), une fonctionnaire du service de la correspondance du premier ministre, pour « harcèlement moral » contre quatre de ses supérieurs hiérarchiques. Deux mois plus tôt, Flore avait tenté de se jeter sur les voies ferrées d'une gare parisienne; elle avait été sauvée de justesse par un usager. Elle avait rédigé son testament.

Le jour du dépôt de sa plainte, un signalement a, par ailleurs, été fait à la justice par un représentant du personnel des services du premier ministre (SPM) pour « harcèlement moral » et « mise en danger d'autrui ». Ce signalement, dont *Le Monde* a pris connaissance, dénonce des « manquements de l'employeur à son obligation de protection ». Il détaille surtout une série macabre de suicides et de tentatives de suicide ainsi qu'une mort suspecte survenues en l'espace de quelques mois au sein des SPM, ces services chargés de coordonner l'action gouvernementale sous l'autorité du premier ministre, qui regroupent une cinquantaine d'administrations.

Le 6 octobre 2025, une agente des services de l'information légale et administrative a tenté de se suicider « sur son lieu de travail en se taillant la gorge avec un cutter »; le 24 mars de cette année, un agent du secrétariat général pour l'investissement, alors en télétravail, s'est suicidé à son domicile; deux jours plus tard, un agent du service courrier du secrétariat général du gouvernement s'est tué « en se jetant sous un train »; en avril, Flore a été hospitalisée pour « risque suicidaire » après sa tentative de suicide consécutive à « seize mois d'agissements répétés » de la part de sa hiérarchie (retrait progressif de responsabilités, humiliations publiques, affectation dans un bureau au sous-sol...); le 17 juin, enfin, le corps sans vie d'une jeune agente de la direction interministérielle de la transformation publique a été découvert dans les sanitaires des locaux gouvernementaux, situés dans le 7^e arrondissement de Paris.

« Un scandale d'Etat »

Le représentant du personnel des services du premier ministre à l'origine du signalement affirme au *Monde* avoir été « indigné par la passivité et l'inaction » de son employeur face à cette série noire. « J'ai décidé de dire stop. Il faut qu'il y ait une prise de conscience. L'employeur doit être renvoyé à ses responsabilités de prévention et de protection. Il y a un vrai retard en la matière dans la fonction publique d'Etat », assure-t-il.

Actuellement en « arrêt maladie », Flore, la plaignante, dénonce auprès du *Monde* « une inertie collective » face à un « phé-

Pour l'avocate Christelle Mazza, la dégradation des conditions de travail remonte à la dissolution de juin 2024

nomène de harcèlement entre fonctionnaires ». Dans un courrier au parquet accompagnant le signalement et sa plainte, son avocate, Christelle Mazza, fait remonter la dégradation des conditions de travail au sein des SPM à la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024 : « Il ressort des éléments du dossier que les services du premier ministre sont profondément déstabilisés depuis, notamment, la dissolution de l'Assemblée nationale, et la succession des premiers ministres et des cabinets ministériels, la situation ayant commencé à se dégrader à l'automne 2024 pour les personnels administratifs », souligne-t-elle.

« L'Etat est une fiction juridique supposée assurer la stabilité d'une nation. Quand on égrène autant de morts dans ses rangs, sur fond d'instabilité, pour ne pas dire d'effondrement institutionnel, il serait plus que temps d'interroger ses méthodes, développe M^e Mazza auprès du *Monde*. Ces suicides à répétition dans tout le service public sont un scandale d'Etat. »

Dans ce climat délétère, plusieurs enquêtes administratives ont été diligentées par les services du premier ministre, après réception des syndicats en juin. Le chef du gouvernement, Sébastien Lecornu, n'a pas souhaité réagir auprès du *Monde*. La direction des services administratifs et financiers (DSAF) du premier ministre répond, pour sa part, que « la prévention des risques psychosociaux est une préoccupation constante et de longue date dans les SPM » et elle estime « que les quatre situations qui ont été évoquées sont cependant très différentes ».

Concernant le cas de Flore, « une enquête administrative a été diligentée afin de vérifier les allégations rapportées sur un plan factuel, clarifier la situation et les responsabilités », indique la DSAF. La tentative de suicide d'octobre 2025 « a conduit à une expertise d'un cabinet spécialisé dans la prévention des risques psychosociaux et à une enquête administrative », développe cette administration centrale, qui précise que « le comité médical a, par ailleurs, écarté l'imputabilité au service des faits ».

« S'agissant des deux suicides, les enquêtes sont en cours et associent étroitement les organisations syndicales. Il convient de préciser qu'aucune de ces personnes ne travaillait directement auprès du premier ministre ou dans son cabinet, [mais] dans des directions et fonctions supports distincts, souligne la DSAF. Si ces situations, prises ensemble, interrogent légitimement, chacune individuellement a été traitée avec sérieux et suit son cours propre avec les garanties qui s'attachent aux procédures administratives et aux droits des agents, en particulier dans le cas de situations individuelles sensibles. » ■

MARIAMA DARAME
ET RÉMI DUPRÉ

Sénatoriales : Renaud Muselier pris dans une campagne agitée

A moins de deux mois du scrutin, le président du conseil régional de PACA se débat contre trois candidatures rivales et des accusations

MARSEILLE -correspondant

Renaud Muselier est « remonté comme un coucou ». Chemise blanche au col ouvert et teint bronzé, le président Renaissance de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), 67 ans, claironne sa motivation à la Brasserie de la Rotonde, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Jeudi 30 juillet, « avant de partir en vacances », il a tenu à orchestrer une démonstration de force politique. Une séquence qu'il veut « positive, après un mois difficile sur le plan médiatique et judiciaire ». Celui qui vise désormais un siège au Palais du Luxembourg dévoile les neuf colistiers qui l'accompagneront le 27 septembre aux élections sénatoriales.

Renaud Muselier ne s'est positionné qu'en deuxième position, derrière la sénatrice sortante Brigitte Devésa (UDI), mais personne n'est dupe. C'est bien lui qui mène la danse. Ses deux anciens directeurs de cabinet, toujours salariés du conseil régional PACA, ne sont-ils pas le directeur et le responsable presse de la campagne ? A la tribune, l'élue distribue la parole aux candidats et aux soutiens qui, l'un après l'autre, lui tressent des couronnes. « Aujourd'hui, je rends à Renaud ce qu'il m'a donné et a donné à nos territoires », salue le nouveau président de la métropole Aix-Marseille-Provence, Nicolas Isnard (Les Républicains, LR), qui copréside le comité de soutien à la liste.

La veille, Renaud Muselier a reçu une nouvelle qui l'a soulagé. Le parquet de Marseille a classé sans suite l'enquête préliminaire qui le visait ainsi qu'une de ses connaissances, le skieur de haut niveau Wadeck Gorak, pour, entre autres chefs, « détournement de fonds publics ». Une investigation ouverte, selon le communiqué du procureur de la République Nicolas Bessone, après la réception « d'un signalement anonyme accusant le président de région d'avoir fait prendre en charge par le biais de marchés publics la rémunération de Wadeck Gorak, présenté comme son homme à tout faire et gardien » de son chalet dans les Alpes-de-Haute-Provence. Des assertions « manifestement mensongères », tranche le procureur Nicolas Bessone, qui, dans le prolongement de cette décision, a ouvert une enquête pour « dénonciation calomnieuse ».

« Désaccords profonds »

Parallèlement à l'affaire du chalet, le site *Mediapart* a révélé que Renaud Muselier possédait une station de ski à proximité de Salt Lake City (Utah), futur site des Jeux olympiques d'hiver 2034, aux Etats-Unis. Une occasion immédiatement saisie par le maire Union des droites pour la République (UDR) de Nice, Eric Ciotti, pour demander à l'élue marseillais, avec qui il est en conflit ouvert, de démissionner du comité d'organisation des Jeux d'hiver 2030, évoquant un « possible conflit d'intérêts ». « Monsieur Ciotti va apprendre que tout n'est pas permis. (...) Je conduirai les auteurs de ces fake news devant les tribunaux », a riposté le président de région dans un communiqué diffusé le 18 juillet par sa collectivité.

Ragaillardi par la réactivité du parquet, Renaud Muselier montre à nouveau ses muscles. « J'ai pris des coups et je n'en sors pas indemne. La justice m'a donné raison et j'en suis heureux », se satisfait-il. A *Nice-Matin*, premier média à évoquer l'affaire du chalet, il réclame 2 millions d'euros pour

« diffamation ». A d'autres médias ayant relaté l'ouverture de l'enquête préliminaire, il fait adresser des mises en demeure leur demandant de retirer leurs écrits. Vendredi 31 juillet, il a fait publier la décision de justice dans une pleine page de *Nice-Matin* aux frais du conseil régional. « Les finances publiques n'ont pas à payer la promotion personnelle de M.Muselier », a réagi le groupe Rassemblement national à la région PACA. Une stratégie bulldozer aux allures de procédure-bâillon que le président de la région assume : « Je ne retire rien du tout. J'ai porté plainte et j'irai au bout. »

Si le front judiciaire apparaît sous contrôle, le combat électoral de Renaud Muselier l'est moins. En début de campagne, quelques coups de téléphone aux instances de Renaissance et un soutien public à la candidature présidentielle de Gabriel Attal ont désamorcé l'envie de la ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnelle et de l'apprentissage, Sabrina Roubaiche (Renaissance), de se présenter.

Mais, à un mois du dépôt des listes, trois candidats étiquetés LR, dont les deux sortants Valérie Boyer, qui a reçu le soutien du maire de Cannes, David Lisnard, dimanche 2 août, et Stéphane Le Rudulier, annoncent aussi se pré-

Le parquet de Marseille a classé sans suite, le 29 juillet, l'enquête préliminaire qui le visait

senter. « Ils ont peut-être besoin d'avoir un statut, une reconnaissance financière, du personnel ? », attaque Renaud Muselier, qui brandit comme preuve de sa légitimité le soutien officiel de la Commission nationale d'investiture (CNI) de LR et du président du Sénat, Gérard Larcher, à qui il a déjà promis de « rejoindre [sa] majorité ». « Je ne vais pas demander aux élus qui partagent mes valeurs de s'effacer derrière Renaissance alors que nos désaccords sont profonds », explique Valérie Boyer à *Valeurs actuelles*, fin juillet.

« En tant qu'adhérent fidèle à LR, j'ai du mal à comprendre pourquoi notre CNI investit Renaud Muselier, qui soutient Gabriel Attal et un gouvernement déconnecté de nos réalités », lance, de son côté, Hervé Granier. Le maire de Gardanne (Bouches-du-Rhône), 53 ans, est l'invité surprise de cette sénato-

riale. Il assure que sa candidature, en compagnie pour l'instant des maires de Paradou, Pascale Licari, et de Ceyreste, Patrick Ghigonetto (divers droite), n'est dirigée « ni contre le président de région, ni contre [son] propre parti ». « Ce n'est pas une liste de dissidence, c'est une liste qui veut porter la voix des maires au Sénat. Chez nous, il y en a trois en position éligible », poursuit-il.

Pour l'instant, il reconnaît que les soutiens à sa candidature se montrent discrets : « Quelques collègues nous disent qu'ils sont contents. Mais ils ne l'ont pas exprimé sur les réseaux sociaux. » La crainte d'une réaction d'un président de région que tous disent sanguin ? « Peut-être... Mais moi, je n'ai subi aucune pression. Seule Martine Vassal, ma présidente au département, m'a appelé pour me dire : "Tu es un grand garçon, si tu veux y aller, vas-y !" », raconte-t-il.

Le nouveau président de la fédération départementale LR, Ludovic Perney, n'entend pas plus demander des sanctions contre ces « dissidents ». Présent lors de la présentation de la liste Muselier, il se contente d'appeler les élus LR à soutenir les candidats validés par Paris. « Il n'y a pas de réussite individuelle dans un désastre collectif », prévient-il. ■

GILLES ROF

**RETROUVEZ EN PODCAST
5 RENCONTRES DU FESTIVAL MOT POUR MOTS**

Ovidie

Judith Godrèche

Séphora Pondi

Daniel Pennac

Riad Sattouf

Théo Grosjean

Charlotte Casiraghi

Chantal Thomas

Philippe Jaenada

**TOUS LES MERCREDIS
JUSQU'AU 19 AOÛT**

Le Monde

Télérama

Nouvel Obs

Handicap : des vacances pour « souffler » en famille

Réseau Passerelles propose aux parents d'enfants handicapés des séjours avec des encadrants spécialisés

ERDEVEN (MORBIHAN) -
envoyée spéciale

Il est 10 heures, ce mercredi de juillet, le soleil réchauffe déjà les allées du camping Kerzerho, à Erdeven (Morbihan). Yolane, 9 ans, arrive avec sa famille au club Passerelles, un mobile-home climatisé, aménagé en salle de jeux. Il est chaleureusement accueilli par les éducatrices qui l'aident à se lever de son fauteuil roulant et faire quelques pas pour rejoindre son activité favorite, un grand puzzle de félins. Après un rapide au revoir, les deux parents repartent avec sa sœur jumelle, Lexy, et la plus grande, Daisy, 11 ans. « *Yolane est dans une structure adaptée, et on peut faire des activités avec nos autres enfants* », apprécie Fabien Sarreau.

Le programme des vacances est bien calé. Aujourd'hui, avec les filles, c'est le labyrinthe Pop Corn, un parcours dans les champs de maïs qui n'est pas adapté aux personnes à mobilité réduite (PMR). Hier, Daisy, qui a aussi un handicap, moins prononcé, est restée au club avec son frère, pour que sa petite sœur fasse de l'Accrobranche. Demain, c'est à son tour d'aller seule au marché avec ses parents. Et ce soir, toute la fratrie participe à une veillée pizza-film organisée au club, pour que les parents profitent de « *quelques heures au resto tous les deux* », un moment « *rare et donc précieux* ».

C'est la troisième année que la famille bénéficie du club Passerelles. « *Avant, on n'était jamais partis. L'énergie physique et mentale qu'on déploie toute l'année, s'il faut faire la même chose en vacances, on n'a pas le courage*, explique Fabien Sarreau. *Toute notre vie est rythmée par Yolane, ici, c'est le seul moment où il ne prend pas toute la place.* » Une parenthèse dans un quotidien fait de rendez-vous médicaux, d'appels de l'école qui obligent à quitter le travail, de recours administratifs pour obtenir ses droits, de lieux inaccessibles en fauteuil... « *C'est un combat de tous les jours*, déplore la mère, Vanessa Gobin-Tobayas. *Ici, on souffle, on se vide la tête et on est vraiment en vacances.* »

Le trajet depuis la Charente-Maritime a demandé une « *grosse logistique* » : il a fallu louer un minivan, pour apporter le fauteuil roulant de Yolane et toutes ses affaires, car avec son handicap cognitif majeur, il a besoin de « *recréer ses repères* » dans le mobile home. La famille paie le tarif normal, environ 1 000 euros

« C'est un combat de tous les jours. Ici, on souffle, on se vide la tête »

VANESSA GOBIN-TOBAYAS
mère de Yolane

pour une semaine au camping, et bénéficie gratuitement de trente-cinq heures de prise en charge au club Passerelles, où trois enfants en situation de handicap sont encadrés par autant de professionnelles formées.

Le plus jeune, Iwan, a 6 ans. Atteint de troubles du spectre de l'autisme (TSA), il parle très peu mais déborde d'énergie, et fait rouler sa poussette sans relâche sur la terrasse du mobile home. Sa mère, Marion Genet, a découvert le dispositif par hasard sur Internet. « *Mon fils peut pousser des cris, a du mal à suivre les consignes, donc je cherchais un camping adapté.* » Le premier jour a été « *compliqué* » pour Iwan, qui s'est beaucoup réfugié dans l'igloo gonflable, mais « *ensuite, ça s'est mieux passé* ».

« On aime ce qu'on fait »

Aujourd'hui, elle laisse aussi sa fille Ciara, 9 ans, au club enfants du camping, pour visiter la ville de Concarneau (Finistère) et retrouver une amie. « *Je suis maman solo, donc les sorties, c'est compliqué.* » Pas question pour autant de renoncer aux vacances. « *Rester chez soi, c'est la facilité : il y a le regard des gens, le jugement... Comme l'autisme ne se voit pas, on est vite prise pour une mauvaise maman, avec un enfant mal élevé.* » Elle compte partager son expérience sur le fil WhatsApp des parents de l'unité d'enseignement maternelle autisme que fréquentait son fils, dans les Yvelines, car « *c'est dommage que personne ne connaisse* ».

Les parents du troisième enfant accueilli, Soly, 7 ans, ont découvert l'association Réseau Passerelles par la caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine, qui est partenaire de l'association. Le garçon calme et souriant a un trouble du neurodéveloppement. Il vient d'achever une année en CP, avec un éducateur spécialisé qui l'accompagne le matin dans sa classe, mais pas l'après-midi – il doit être gardé par sa mère, qui ne peut pas travailler. Les parents espèrent qu'il intégrera à la rentrée une unité locale d'inclusion scolaire. « *Je préfère qu'il soit à l'école*



Soly, au camping Kerzerho, à Erdeven (Morbihan), le 8 juillet.
JEAN-MARIE HEIDINGER/MIRAGE COLLECTIF POUR « LE MONDE »

plutôt qu'avec d'autres enfants handicapés », estime son père, Siaka Diarra, qui trouve qu'au club Passerelles, « *ça va, il n'y a que trois enfants, pas comme dans les grandes structures* ».

« *On fait des plannings d'activité, mais on passe notre temps à les adapter en fonction des enfants* », explique Marine Le Gall, 25 ans, responsable du séjour. Secouriste, elle s'occupe des médicaments et de la sécurité – elle vient d'annuler l'activité piscine pour cause de canicule. La dynamique

jeune femme commence son troisième été avec le Réseau Passerelles, après plusieurs expériences auprès d'enfants et d'adultes en situation de handicap. Le reste de l'année, elle est professeur des écoles. « *Ce n'est pas facile. On a parfois des enfants qui fuient, ils testent nos limites, ça nous arrive d'avoir des crises (...). Le soir, on est épuisés, mais on aime tellement ce qu'on fait !* » Sa collègue Kristell Lodého acquiesce. Accompagnante d'élèves en situation de handicap depuis

« Les vacances ne sont pas un luxe, c'est un temps d'émancipation nécessaire »

DOMINIQUE KTORZA
présidente du Réseau
Passerelles

douze ans, elle a multiplié les formations, y compris à la langue des signes française. Ce contrat complet le faible salaire de l'éducation nationale : « *Avant, je travaillais l'été dans une zone commerciale. Ici, c'est un cadre idyllique.* »

« Le répit des aidants »

La troisième membre de l'équipe, Loana Enderess, prépare un diplôme d'éducatrice spécialisée. Leur tee-shirt bleu clair les distingue des animateurs du club du camping, avec lesquels ils organisent parfois des activités communes. « *Cette semaine, c'est trop difficile, il y aurait trop de bruit* », considère Marine Le Gall. En revanche, elle a négocié que la mascotte du camping, un écu-reuil géant en peluche, vienne saluer les enfants – un grand moment de joie pour Soly. Fondée en 2010, l'association Réseau Passerelles est présente dans 72 campings ou villages de vacances, dont une quarantaine avec un club qui peut accueillir trois ou quatre enfants. D'autres séjours « *à la carte* » proposent un accompagnement individuel de trente-cinq heures pour une semaine, dans un camping ou sur n'importe quel lieu de vacances, et, si nécessaire, une aide en matière de soins (infirmière, kiné) ou du prêt de matériel spécifique. L'association contacte les familles pour évaluer leurs besoins et s'occupe du montage financier. Les surcoûts liés au handicap sont pris en charge par les 41 caisses d'allocations familiales partenaires, cinq groupes de protection sociale (AG2R, Malakoff, Klesia, Audiens et Agrica), ou l'Agence nationale des Chèques-Vacances.

En 2025, 480 familles ont bénéficié d'un séjour, dont 7 % avaient plusieurs enfants avec un handicap. Elles devraient être plus de 600 en 2026. L'association, qui s'est rapprochée de Vacances et familles, spécialiste du tourisme social, espère développer le nombre de bénéficiaires, de destinations et de CAF partenaires. Les principaux freins résident dans le recrutement de personnel qualifié ou le manque d'hébergements PMR.

« *Les vacances, ce n'est pas un luxe. Au-delà du repos, c'est un temps d'émancipation, nécessaire pour resserrer les liens familiaux, faire des découvertes...*, plaide la présidente du Réseau Passerelles, Dominique Ktorza. *Notre objectif, c'est le répit des aidants. Le public cible, ce sont les 400 000 familles qui bénéficient de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé.* » ■

ANNE-AËL DURAND

La difficile quête de lieux de séjour adaptés aux enfants handicapés

Le label Tourisme et handicap référence près de 4 000 hébergements, sites et activités accessibles, mais il reste encore peu connu

Comment s'assurer, quand on loue un gîte, qu'on pourra bien y accéder en fauteuil roulant ? Ce parc de loisirs est-il adapté aux personnes avec un handicap mental ? Peut-on aller aux toilettes dans ce restaurant ? Comment faire face aux coûts du séjour ? Le handicap, qui nécessite de s'adapter au quotidien, peut vite devenir un obstacle quand on part en vacances.

Selon une étude de la Drees, le service statistique du ministère de la santé, 44 % des 16-64 ans en situation de handicap ne sont pas en mesure de partir en vacances une semaine dans l'année, contre 20 % des personnes en général. Alors que la France est la première destination touristique mondiale, les lieux qui leur sont accessibles sont encore trop peu

nombreux et difficiles à repérer. Il existe pourtant un label officiel, Tourisme et handicap.

Créé en 2021 par une association et cogéré depuis 2024 par Atout France, il se présente sous la forme d'une maison stylisée sur fond bleu, avec quatre pictogrammes figurant les types de handicap, moteur, visuel, auditif ou mental. Il faut au moins satisfaire deux catégories pour l'obtenir – 70 % ont les quatre. « *Les professionnels pensent souvent aux fauteuils roulants et disent qu'ils sont accessibles, mais cela reste déclaratif, et ils oublient les handicaps invisibles. C'est important d'être égalitaire* », justifie la présidente de l'association Tourisme & handicaps, Annette Masson. Le label est délivré à environ 4 000 sites. La moitié sont des hébergements

(30 % privés, 19 % collectifs), le reste est constitué d'offices de tourisme (17 %), de lieux de visite (16 %) ou de loisirs (13 %) et de restaurants (5 %). Mais il souffre d'un déficit de notoriété : selon une étude sur le parcours d'achat des clientèles touristiques avec un handicap publiée en 2025, 64 % des personnes interrogées et 42 % de leurs aidants n'en avaient jamais entendu parler.

« Il y a un vrai business »

Ce questionnaire souligne plus globalement leur besoin d'informations fiables sur les sites Internet des prestataires. M^{me} Masson déplore l'absence d'un site national sur l'accessibilité touristique, comme le font le Royaume-Uni ou le Japon. Selon cette observatrice de longue date, la situation

s'est améliorée en vingt-cinq ans, mais « *on est au milieu du gué* » : « *Beaucoup de choses ont avancé dans les transports, les lieux de loisirs, les monuments. Là où nous sommes le plus déçus, c'est au niveau des hôteliers et des restaurateurs. Pourtant, il y a un vrai business, ce n'est pas une démarche sociale : l'accessibilité apporte du chiffre d'affaires.* »

L'association a noué des partenariats avec des groupes hôteliers comme Accor ou Best Western, des espaces aquatiques (Récréa, Vert Marine) ou le Centre des monuments nationaux. Mais le label, exigeant, peut décourager les plus petites structures. « *J'ai rencontré beaucoup de professionnels, offices de tourisme et prestataires qui ont envie de développer leurs offres, mais ne savent*

pas comment faire », constate Lucie Fontaine, autrice du guide Michelin *Vacances accessibles en France*, publié en 2024. S'appuyant sur sa propre expérience en fauteuil roulant, elle a répertorié 1 200 sites et activités adaptés aux personnes à mobilité réduite et a réalisé une déclinaison régionale pour Auvergne-Rhône-Alpes, en 2025.

« *Tous les sites n'ont pas le label, mais nous avons choisi de distinguer les lieux où on peut aller les yeux fermés, avec la même offre qu'une personne valide, comme le Louvre, et ceux qui le sont partiellement, comme les châteaux dont on ne peut visiter que le rez-de-chaussée* », ajoute M^{me} Fontaine, qui assume de « *donner des inspirations, des envies, des idées* » plutôt que des caractéristiques

techniques, et suggère aux personnes de vérifier par téléphone si certaines prestations sont accessibles. Son conseil aux voyageurs avec un handicap ? « *Anticiper, être conscient qu'il va falloir s'adapter encore plus que dans la vie quotidienne. Les logements, il faut les réserver. Improviser, c'est compliqué.* » Un autre éditeur, Le Petit Futé, publie aussi un guide *Handitourisme*, régulièrement actualisé, avec des conseils et des destinations accessibles à tous. La rédactrice de l'édition 2025-2026, Murielle Ribaudeau, constate que, pour l'accueil des personnes handicapées, « *la France s'assoit un peu sur ses acquis en termes de tourisme, et [que] c'est un public auquel on ne prête pas attention* ». ■

A.-A.D.

Les gigafactories du Nord en proie au doute

Inaugurées en grande pompe, les immenses usines de batteries électriques peinent à monter en cadence

LILLE - correspondante

Renault n'a pas mâché ses mots. « Verkor doit démontrer sa capacité à redresser sa trajectoire industrielle », a asséné, le 1^{er} juin, le constructeur automobile et unique client de la gigafactory de batteries inaugurée en décembre 2025, à Dunkerque. « Nous demandons à Verkor une feuille de route crédible et une gouvernance crédible, tenant compte du préjudice envers Renault. » En cause, le coût des batteries Verkor et les retards pris pour assurer leur production.

« On sait déjà que Renault ne nous confiera pas les batteries du futur Master et a dû faire appel au sud-coréen LG pour certains de ses modèles, à cause de nos retards », s'inquiète un salarié dunkerquois qui n'avait pas imaginé « que ça soit si dur à fabriquer ». « On savait que c'était compliqué aussi pour l'usine ACC [Automotive Cells Company] mais nos dirigeants se disaient très confiants dans leurs process, poursuit-il. Trop, sans doute. »

Une confiance que Verkor, à qui *Le Monde* a demandé comment rassurer Renault, son unique client et actionnaire (à 11,6 %), persiste à afficher dans sa réponse écrite : « Verkor a franchi en un temps record les principales étapes industrielles permettant aujourd'hui la production des premières cellules et la qualification des lignes en vue du démarrage de la production en série, en grande quantité, prévu au second semestre 2026. » Lors de l'inauguration, en décembre 2025, avec l'arrivée triomphante d'une Alpine A390 électrique, le président et cofondateur de Verkor, Benoît Lemaignan, soutenait que la technologie haut de gamme retenue pour leurs batteries – dites « NMC » (pour nickel, manganèse et cobalt) – était le bon choix. Même si elles sont 30 % plus chères en moyenne que celles de ses concurrents asiatiques, dites « LFP » (pour lithium, fer et phosphate).

Ce jour-là, tout ce que la région compte de décideurs économiques et politiques était rassemblé dans l'immense bâtiment en bordure du port de Dunkerque. Les espoirs portés par cette nouvelle filière industrielle étaient sur toutes les lèvres ou presque, même si on n'ignorait pas, déjà, les difficultés du pionnier ACC, à une heure de route de là. Presque dix ans plus tôt, la Commission européenne lançait l'« *European Battery Alliance* ». Objectif : bâtir une industrie européenne capable de soutenir l'industrie automobile du continent, alors que l'Europe était quasiment absente de la production de batteries, dominée par la Chine, la Corée du Sud et le Japon.

Les Hauts-de-France comprennent vite l'enjeu. A Douvrin (Pas-de-Calais), la Française de mécanique, créée en 1969 par Peugeot et Renault, a longtemps été la plus grosse usine de moteurs d'Europe. Mais, dès 2015, la production ralentit. Anticipant l'essor des véhicules électriques, ACC annonce en 2020 son intention de

produire, juste à côté, des batteries électriques. Un choix géographique porté par la proximité des usines automobiles des Hauts-de-France – françaises et européennes – et l'intérêt pour cette nouvelle filière porteuse et créatrice d'emplois. Son concurrent AESC Envision s'installe juste à côté de l'usine Renault de Douai (Nord), désormais le site de référence de Renault pour les véhicules électriques compacts en Europe.

A Dunkerque, Verkor bénéficie à la fois d'un foncier avantageux sur l'emprise du port et d'un environnement industriel, ainsi que de bonnes infrastructures de transport (port, autoroutes, réseau ferré). Tout pour réussir au cœur de ce qu'on appelle désormais « la vallée de la batterie » ?

Les espoirs seront vite douchés. « On a un taux de rebut énorme », se lamente aujourd'hui une jeune recrue, venue s'installer dans le Dunkerquois « en toute confiance ». « Quand on voit l'usine, la technologie, les salles blanches, on est épaté... et on ne pense pas que ce qu'on produit partira, en partie, à la benne », explique cette employée qui a été formée dans l'usine test de Verkor, à Grenoble, « où tout semblait OK ». « Mais entre le site test et la réalité ici... il y a un monde. »

ACC, la coentreprise fondée par Stellantis, TotalEnergies et Mercedes-Benz, qui a construit son immense usine à côté du site de la Française de mécanique, employant un petit tiers de ses anciens salariés (sur 1200 au total), a démarré fin 2023. Là aussi, la montée en puissance a été plus chaotique que prévu et l'usine ne tourne toujours pas à hauteur de ses capacités.

Yann Vincent, son directeur général, a quitté ACC fin avril, officiellement pour partir à la retraite. Il a été remplacé par l'Ecosais Allan Swan, passé par Panasonic. « Il a l'expérience d'avoir piloté des gigafactories de batteries au Nevada et au Kansas, qui produisaient pour Tesla, observe Matthieu Hubert, secrétaire général d'ACC. Il a un background

« Les Asiatiques ont vingt ans d'avance sur nous », estime Bruno Creton, un ancien de la CFDT

industriel très solide. » « Nous avons tous probablement sous-estimé la complexité de la montée en cadence », confesse-t-il, incluant dans ce constat Verkor, mais aussi AESC Envision, la troisième gigafactory nordiste, installée près de Douai.

Propriété du chinois Envision Group, elle a été inaugurée en juin 2025 et fournit les batteries des Renault 5 et Renault 4. « Ils montent en cadence plus vite qu'ACC et que Verkor, observe Olivier Durteste, directeur général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie Flandre-Artois, notamment parce qu'ils n'ont pas à assurer la première phase, la préparation du mélange de composés chimiques, qu'ils importent. »

Une étape « super sensible du process » avec cette matière, que Matthieu Hubert compare, pour simplifier, à « une pâte à crêpes qu'il faut étaler au micron près sur des feuilles de cuivre ou d'aluminium de l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes. » « Nous, on fait tout, de A à Z », se réjouit-il, avant de préciser le challenge que s'est fixé ACC : « multiplier par trois notre production d'ici à la fin de l'année. » Et, quand bien même ACC ne souhaite pas communiquer sur son taux de rebut, son secrétaire général reconnaît que « c'est la mère de toutes les batailles dans notre business ».

C'est ce qui a fait plonger le suédois Northvolt dont la faillite retentissante, en mars 2025, moins de quatre ans après son lancement, a ébranlé la confiance dans la capacité des gigafactories nordistes à passer à la vitesse su-

périeure, condition sine qua non de leur rentabilité. « Et puis, en mai, c'est le norvégien *Morrow* qui s'est effondré : comme pour Northvolt, il n'a jamais réussi à fabriquer », note ce cadre d'ACC qui, sous couvert d'anonymat, évoque la difficulté « pour les gars qui viennent de la Française de mécanique, habitués à des process mécaniques très maîtrisés, à se faire à cette nouvelle industrie. Pas en compétences : ils les ont acquises. Mais en termes de confiance dans l'avenir ».

Bruno Creton, ancien de la CFDT qui a suivi le dossier ACC, estime que « les Asiatiques ont vingt ans d'avance sur nous. Nous, on essaie encore de maîtriser les process, eux sont déjà en train de faire évoluer leurs prochaines batteries ». Il regrette un « management trop vertical, issu de la culture de l'automobile, alors que tout le monde découvre un nouveau métier. Or, souvent, l'opérateur en sait plus que le superviseur ». Ce qu'Olivier Durteste résume de façon un peu lapidaire : « Quand il y a un problème sur la production, c'est au 7^e étage, dans les bureaux de la direction, que ça se discute. Chez Toyota, c'est au pied de la machine que ça se règle. »

Cathédrales industrielles

Chez Verkor, c'est encore un autre monde. « On tutoie le patron et la DRH », apprécie Jérôme Dupont, délégué CFDT, qui est loin de vouloir bousculer le fonctionnement maison. « On est focus sur l'objectif, le dialogue social est constructif, apaisé et respectueux », dit-il, avant d'évoquer, concernant les retards à la production, « quelques ajustements de planning sur la période de construction, notamment dus aux aléas du chantier ».

Dans un café près du port où *Le Monde* a rencontré des salariés de Verkor, la confiance est plus fragile. « Nos dirigeants ont l'esprit start-up. C'est jeune et sympa mais, dans l'industrie lourde, c'est risqué », estime ce cadre, qui se dit « inquiet, mais pas catastrophiste ». Un de ses collègues avoue avoir été « séduit par le côté inno-

vant du projet ». Il a lâché un bon poste dans la maintenance industrielle « parce qu'ils insistaient sur le côté innovant de Verkor, sur le fait que les batteries, c'est l'avenir. J'ai eu envie d'en être ». Il ne regrette pas son choix, même si, selon lui, « l'emballage était beau, mais ce qu'il y a à l'intérieur l'est quand même moins ».

« On a l'impression que Verkor ne cesse de quémander des subventions publiques, mais c'est un peu toujours comme ça avec les start-up, non ? Sans ces aides, c'est impossible ? Pas très rassurant », avance un troisième employé qui commence sa vie professionnelle chez Verkor. Selon lui, « les usines de batteries, c'est vorace en capitaux. Les actionnaires d'ACC et AESC sont des industriels. Le capital de Verkor, c'est surtout des fonds d'investissement qui n'auront sans doute pas la même patience ». La concurrence asiatique inquiète ces salariés, qui ajoutent que « CATL et BYD, deux chinois, concentrent la moitié de la production mondiale de batteries et seront toujours moins chers que nous. Pas sûr que l'argent public demandé par Verkor et ACC suffira pour compenser les retards et notre manque de compétitivité ».

En septembre 2025, dans un communiqué commun, ACC, Verkor et PowerCo, qui exploite une usine en Espagne, ont appelé l'Union européenne à l'aide, arguant que « sans un soutien immédiat et ciblé à la production locale, l'Europe court le risque de perdre son autonomie sur une tech-

Le 9 juin, la Commission européenne a annoncé un nouveau dispositif d'aide à la production de cellules de batterie

nologie-clé du XXI^e siècle », et rappelant que les États-Unis et la Chine soutiennent massivement leurs usines de batteries.

Le 9 juin, la Commission européenne a annoncé un nouveau dispositif d'aide à la production de cellules de batteries « mobilisant jusqu'à 1,5 milliard d'euros », et promis que « ce dispositif permettra aux fabricants de cellules de batteries d'accroître leur production en Europe. Pour la première fois, la Commission apportera un soutien direct sous forme de prêts sans intérêt ».

Wopke Hoekstra, commissaire européen chargé du climat, assure que « l'industrie européenne des batteries a réalisé des progrès considérables mais se trouve aujourd'hui à un tournant décisif. Le moment est venu de l'accompagner vers la réussite commerciale ». Les premières attributions sont attendues pour fin 2026. La direction de Verkor, qui parle d'une « avancée concrète et bienvenue », réclame davantage : « Avec l'ensemble de la filière européenne, nous continuons à demander un soutien direct à la production de cellules en Europe : la filière a besoin de stabilité, de visibilité et d'un accompagnement public durable pour atteindre sa pleine compétitivité. »

Frédéric Motte, l'ancien patron du Medef dans le Nord, aujourd'hui conseiller régional, chargé du programme Rev3 (pour troisième révolution industrielle), se veut rassurant dans une région où les gigafactories sont très surveillées. Il relativise, plaide « pour une amélioration de la compétitivité française », son cheval de bataille, et insiste sur la difficulté de réussir ce pari industriel : « On n'avait pas construit des cathédrales industrielles comme ça depuis des dizaines d'années. L'industrie automobile a mis cent ans pour devenir ce qu'elle est. Là, on crée tout ex nihilo. C'est audacieux. » Il rappelle que « les batteries, c'est 2500 emplois dans la région ». De quoi veiller à ce que l'audace soit payante. ■

FLORENCE TRAULLÉ



La gigafactory d'AESC, l'usine de batteries pour véhicules électriques de Verkor, à Bourbourg (Nord), le 10 décembre 2025. FRANÇOIS LO PRESTI/AFP

La faillite du suédois Northvolt, en mars 2025, a ébranlé la confiance dans la capacité des gigafactories nordistes

A Tarascon, les salariés de Fibre Excellence espèrent un « miracle »

Les 270 employés de l’usine de pâte à papier mise en liquidation multiplient les actions pour pousser les pouvoirs publics à sauver leur site

TARASCON (BOUCHES-DU-RHÔNE) -
envoyé spécial

Les accès au pont suspendu qui enjambe le Rhône entre Tarascon (Bouches-du-Rhône) et Beaucaire (Gard) sont bloqués sur les deux rives. Lundi 3 août, une centaine de salariés de l’usine Fibre Excellence Provence filtre la circulation à l’aide de palettes de bois. Une action de terrain en forme de cri de désespoir pour les 270 employés – CDI, CDD et alternants – de ce site de pâte à papier dont le tribunal de commerce de Toulouse a prononcé la liquidation judiciaire mercredi 29 juillet. L’ambiance est calme, mais la colère affleure. « Nos dirigeants sont des menteurs », clame une banderole, traduisant la rancœur de salariés qui se disent « abandonnés par l’Etat » et par celui qu’ils surnomment « le voyou de l’Elysée », Emmanuel Macron, cible principale de leurs critiques. « Avec son ministre de l’économie, Roland Lescure, ils ont refusé le petit coup de pouce qui nous aurait sauvés », gronde Martine Barbier, 60 ans en novembre, dont la chasuble jaune est siglée « Fibre Excel-

« En 2025, on a fait des chiffres de production record, on pensait que tout allait bien »

FLORÉAL BEDOT
salarié

lence ». « Le président Macron veut réindustrialiser la France et il laisse couler une des deux dernières usines qui produisent de la pâte à papier dans ce pays ? C’est incompréhensible », s’insurge Frédéric Sanchez, délégué CFDT.

Dans le pays d’Arles, la silhouette massive de l’usine, installée depuis soixante-quinze ans sur la rive gauche du Rhône, est incontournable. Et chacun connaît la menace qui plane sur ce dernier grand site industriel du territoire, classé Seveso, principal employeur privé d’une ville où, selon l’Insee, le chômage des 15-64 ans culmine à 16,2 %.

« Nationalisation temporaire »
« Les gens sont solidaires mais ne se mobilisent pas vraiment », constate pourtant Martine Barbier. Comme ses camarades, elle attend sa lettre de licenciement « pour la fin de la semaine ». Les salariés ont été payés en juillet et, selon l’inter-syndicale, ils devraient l’être en août. « On se sent seuls, abasourdis », abonde Floréal Bedot, 29 ans ; il avait été embauché comme grutier en 2021 après trois ans en sous-traitance. Son épouse doit mettre au monde ce mois-ci leur deuxième enfant et il prévoit déjà, comme nombre de ses collègues, de quitter le secteur de la pâte à papier pour trouver un autre emploi. « En 2025, on a fait des chiffres de production record, on pensait que tout allait bien. Et aujourd’hui, on se retrouve sur ce rond-point à espérer un miracle », lance-t-il.

L’usine, régulièrement ciblée par les associations de défense de l’environnement, est à l’arrêt depuis le printemps, quand son propriétaire, l’Indonésien Jack-

« Les gens sont solidaires, mais ne se mobilisent pas vraiment »

MARTINE BARBIER
salariée

son Wijaya, dont le groupe est le deuxième producteur mondial de pâte à papier, a annoncé qu’il abandonnait définitivement ses deux sites français rachetés en 2010, trop déficitaires à ses yeux : Saint-Gaudens en Haute-Garonne, le plus grand, et Tarascon. Mais alors que son « usine sœur » bénéficie d’un sursis d’un mois pour l’étude d’une offre de reprise déposée par la société alsacienne Soprema, le site provençal – aux pertes cumulées depuis 2010 estimées à 105 millions d’euros par le tribunal – est condamné.

La proposition de relance de Matthieu Pigasse (membre du conseil de surveillance du Groupe Le Monde), qui souhaitait reprendre l’ensemble du groupe, a été jugée trop fragile. « Une décision politique », estime le délégué CGT Jean-Michel Bulinge, qui assure que le gouvernement a refusé de soutenir un entrepreneur qui a révélé ses ambitions présidentielles. « Les salariés, les milliers d’emplois indirects et indirects, la question de la souveraineté industrielle sont passés au second plan », estime-t-il.

Vendredi 31 juillet, les mandataires du cabinet Egide, nommé pour liquider le site, étaient à Tarascon pour une première prise

de contact. La réunion s’est tenue dans une salle prêtée par la mairie, loin de l’usine aux entrées verrouillées par les salariés. « On ne veut pas que le site soit revendu pièce par pièce, ce qui empêcherait tout redémarrage », explique le délégué CGT. Dans le tract distribué aux automobilistes, l’inter-syndicale CFDT-CGT-FO demande une « nationalisation temporaire de l’usine » et assure avoir des projets de relance. Mais, consciente que l’avenir est sombre, elle revendique aussi des conditions de départ « meilleures qu’une simple prime de licenciement ».

Dans son bureau de la mairie de Tarascon, le nouveau maire (Rassemblement national), Alexandre Ducouret, dit « ne pas comprendre pourquoi l’Etat n’a pas donné une chance au plan Pigasse ». Même s’il a été sèchement éconduit par les syndicats qui lui ont refusé l’accès à l’usine en juin, l’élu se dit prêt à participer à une table ronde et assure soutenir l’idée d’une nationalisation. « Si l’usine ferme, la ville perdra 200 000 euros de taxes annuelles et l’agglomération, 600 000 euros », calcule-t-il.

Lundi, le blocage des routes, levé en milieu de matinée, a produit un premier effet : une délégation de salariés a été reçue dans l’après-midi à Marseille par le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, Romain Delmon. Ce dernier leur a annoncé que des salariés licenciés pourraient être bientôt réquisitionnés pour surveiller le site classé Seveso. « On attendait autre chose des autorités », déplore le délégué CGT Jean-Michel Bulinge en quittant les lieux. ■

GILLES ROF

Les faisselles Rians en passe d’être rachetées par Lactalis

Le géant mondial vise une cession totale du capital de l’entreprise familiale Triballat

Lorsque, le 1^{er} avril, en marge d’une visite du pré-fet du Cher à la laiterie Triballat de Rians, la confiance avait filtré entre deux tables de moulage et d’égouttage de fromages, des regards convenus s’étaient échangés. « Il était question d’investissements mis en suspens. Nous avons compris qu’un virage se négociait et que les choses n’allaient peut-être pas aussi bien que cela », se souvient Christophe Drunat, maire (sans étiquette) de ce village berrichon de 962 habitants niché à l’ombre de la célèbre laiterie.

Il ne s’agissait là que de prémices. Des salariés se souviennent ensuite du ballet de véhicules immatriculés dans la Mayenne avant que ne survienne cette annonce, le 23 juillet : Triballat, 17 sites de production, 1600 salariés, s’apprête à quitter le giron familial pour être racheté par le groupe Lactalis (31,2 milliards d’euros de chiffre d’affaires en 2025), qui commercialise les marques Lactel, Président ou Galbani.

Cette décision est « le fruit d’un long cheminement entrepris avec mes enfants. Nous faisons le constat d’une grande distribution [dominée par quatre grandes centrales d’achat] qui se concentre et écrase chaque année un peu plus les entreprises intermédiaires familiales comme la nôtre, explique Hugues Triballat, président des laiteries du même nom. Le rapport de force a toujours été déséquilibré, mais les conditions de prix sont devenues intenable. »

Autour de la modeste ferme de Pétereau, une bâtisse désormais cernée par un site industriel de 24 hectares, à la fenêtre de laquelle s’égouttaient les premières faissel-

les moulées à la louche par la pionnière, Francine Triballat, au tout début du XX^e siècle, l’annonce du rapprochement avec le géant de l’agroalimentaire n’a, semble-t-il, pas suscité le cataclysme redouté. Dans ce bourg rural planté à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Bourges, la dépendance à Triballat relève de l’évidence : 800 salariés y embauchent chaque jour. Le geste ancestral a traversé les décennies, mais la faisselle a perdu des parts de marché. La diversification, sur le segment du dessert lacté ultra-frais, a néanmoins apporté un nouveau souffle. Des dizaines de milliers de tonnes de fromage blanc au lait cru égoutté et autant de crèmes brûlées sortent chaque année de l’usine de la route de Malvette. Deux best-sellers qui font figure de piliers sur lesquels repose le modèle Rians.

Risque d’abandon de produits
L’industriel aux 365 millions d’euros de chiffre d’affaires réalisé en 2025, dont un tiers à l’international, s’appuie également sur un portefeuille garni d’une dizaine de fromages d’appellations, comme le crottin de Chavignol, le rocamadour ou le sainte-maure-de-Touraine.

La cession totale reste soumise aux procédures réglementaires de l’Autorité de la concurrence et à l’avis des représentants du personnel. Passé ces formalités, une question pourrait cristalliser les tensions : celle du prix du lait payé aux producteurs, alors que Triballat valorise aujourd’hui la tonne une cinquantaine d’euros au-dessus des tarifs pratiqués par Lactalis. ■

VICTOR RIALLAIS

Dans le Nord, Toyota capitalise sur le succès de sa Yaris hybride

Le constructeur japonais assume de ne pas prendre le virage du tout-électrique en France et réserve celui-ci à la République tchèque

LILLE - correspondant

Cela s’est joué entre la France et la République tchèque. Plus précisément, entre Onnaing, près de Valenciennes (Nord) et Kolin, à une soixantaine de kilomètres de Prague où, finalement, Toyota investit 680 millions d’euros pour produire un nouveau modèle de voiture 100 % électrique. Le site, ouvert, en 2005, devient son laboratoire européen dans sa transition vers le véhicule électrique.

Et Onnaing ? Le premier site européen du leader mondial de l’automobile, porté par le succès incontesté de la Yaris, puis de son petit SUV, la Yaris Cross, continuera à fabriquer exclusivement des modèles hybrides. Un choix assumé par Florian Aragon, PDG de Toyota France. Il rappelle la stratégie du groupe, en rupture avec celle des nombreux constructeurs ayant fait le choix de la transition vers le tout-électrique : « Nous sommes convaincus que la multitechnologie est la bonne stratégie pour décarboner l’automobile. Nous nous basons sur les usages de nos clients, sur les infrastructures existantes et les différences de modes de mobilité. » Et ce, même si les immatriculations de voitures électriques ont atteint 30 % des ventes en France, en juin, selon la Plateforme automobile, organisation qui regroupe les principales

entreprises du secteur. Du jamais-vu, et un point de bascule.

Jusqu’ici, les choix stratégiques de Toyota ont réussi à l’usine d’Onnaing. En 1998, l’annonce de l’implantation d’une usine automobile dans cette partie du Nord, ravagée par la fermeture des mines, l’agonie de sa sidérurgie et sa désindustrialisation massive, avait provoqué autant d’enthousiasme que de scepticisme. Alors maire de Valenciennes, Jean-Louis Borloo n’en démentait pas : l’automobile pouvait devenir le nouveau poumon industriel du territoire, et même au-delà.

« Le sens de l’histoire »

Les esprits chagrins promettaient au mieux une voilure moyenne pour Onnaing, estimant que le constructeur japonais arrivait trop tard sur le marché français, alors dominé par Renault et PSA. Les plus alarmistes anticipaient même une fermeture à moyen terme, persuadés que Toyota avait flairé l’aubaine des subventions publiques. Ils ont eu tort. 1900 salariés et une capacité de production de 150 000 voitures à l’ouverture en 2001, désormais 4 800 personnes sur le site qui fête, en 2026, ses 25 ans et 283 000 voitures produites. Au total, Toyota y a investi 1,5 milliard d’euros. L’usine est également la première du groupe japonais à être passée en trois équipes, dès 2004. Alors que, face à un

marché automobile en retrait, de nombreux constructeurs européens ont décidé de réduire leur production, le site d’Onnaing maintient la cadence.

Toyota, qui disait vouloir une usine pour une petite voiture destinée au marché européen, a réussi son pari. Mais le choix totalement assumé de ne pas passer au 100 % électrique sur une partie de sa production à Onnaing soulève des interrogations.

« Notre technologie hybride est devenue notre atout principal », assume Benoît Chambon, vice-président corporate affairs de Toyota France, rappelant que toutes les Yaris sortant d’Onnaing sont conçues autour de cette technologie sur laquelle « [la société a] le leadership en Europe ».

Cet été, les chaînes commenceront à produire la Yaris Cross restylisée ; les premières livraisons sont attendues pour septembre. Depuis son lancement en 2021, elle est devenue le modèle Toyota le plus vendu en Europe (200 000 véhicules en 2025, et 1 million, au total, d’ici à octobre 2026) et la voiture la plus produite en France. Un succès qui ne se dément pas, et c’est sans doute aussi l’une des raisons du choix de Kolin, en République tchèque pour sa voiture entièrement électrique. Une Yaris ? Rien n’est confirmé pour l’instant. ■

FLORENCE TRAULLÉ

« L’Odyssée » dope les ventes en librairie du classique d’Homère

Avant même la sortie du film *L’Odyssée*, de Christopher Nolan, le 15 juillet, la librairie Mollat, à Bordeaux avait consacré une table entière à la présentation de l’ouvrage d’Homère dont il est tiré. Pariant sur un effet boomerang lié à ce blockbuster porté par Matt Damon (Ulysse), Anne Hathaway (Pénélope) et Tom Holland (qui joue leur fils, Télémaque), les éditeurs s’en sont donné à cœur joie et ont multiplié, depuis mai, les rééditions et nouvelles versions de l’épopée du roi d’Ithaque.

Selon Box-Office Mojo, le film de Nolan a engrangé 696,8 millions de dollars (607,6 millions d’euros) dans le monde depuis sa sortie mi-juillet, et avait déjà fédéré 3,45 millions de spectateurs en France le 28 juillet. S’il est difficile d’avoir des chiffres globaux concernant les ventes du livre en France, car l’institut Nielsen IQ ne publie pas de statistiques sur le sujet dans l’Hexagone, celui-ci communique en revanche celles des ventes au Royaume-Uni, où elles ont explosé de 1400 % sur les quatre premières semaines de juillet.

Les libraires que nous avons interrogés espèrent profiter eux aussi de cet engouement. Chez Coiffard, à Nantes, chez Gibert à Marseille, ou encore chez Millepages, à Vincennes (Val-de-Marne), nombre d’entre eux ont, comme leur confrère bordelais, réservé une grande table aux dizaines d’ouvrages consacrés à l’épopée d’Homère. On y trouve les nouveautés comme les ouvrages de fonds de catalogue de tous les éditeurs, et qui sont notamment traduits par Philippe Brunet, Jeanne Raison, Philippe Jaccottet ou Médéric Dufour.

En poches, grands formats ou beaux livres, Les Belles Lettres, Flammarion, Albin Michel, La Découverte, les éditions Callidor, les éditions Victoria ou encore Usborne viennent aussi de sortir leur *Odyssée*, souvent traduite par Victor Bérard. Cet helléniste, qui s’est attaché à démontrer que les poèmes homériques n’étaient pas de la pure fiction en cartogra-

phiant lui-même les péripéties des marins phéniciens, est mort en 1931. Ce qui signifie très prosaïquement, pour les éditeurs, que ses traductions sont libres de droits. Tout comme l’œuvre d’Homère, vraisemblablement composée au milieu du VIII^e siècle avant J.-C.

« L’Odyssée fait partie des classiques que tout le monde a lus sans le lire, et là, c’est le moment de se rattraper », ajoute Pierre Coutelle, directeur du livre chez Mollat, l’une des principales librairies indépendantes de l’Hexagone. Alors que la librairie vendait trois ou quatre exemplaires de l’édition Folio en juillet 2025, elle en a déjà écoulé une trentaine en 2026. « La synergie entre le film et les livres existe. La dernière fois que nous avions constaté un tel phénomène, c’était pour Le Comte de Monte-Cristo », rappelle Pierre Coutelle. Le succès du film de Matthieu Delaporte et Alexandre de La Patellière, en 2024, avait dopé lui aussi les ventes en librairie du roman d’Alexandre Dumas.

Le phénomène se reproduit, et alors que toutes les éditions en profitent, les ouvrages qui se penchent sur le classique en tirent aussi parti. *L’Odyssée de l’“Odyssée”*. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les aventures d’Ulysse sans avoir jamais lu Homère, de Christophe Ono-dit-Biot (Grasset, 366 pages, 23 euros), était ainsi en tête des ventes des essais du classement GFK/Livres Hebdo au cours de la semaine du 20 au 26 juillet. « Comme le film, le livre s’adresse à un public varié, de tous les âges. C’est pile ce dont on rêve : un film sur un élément de patrimoine qui renvoie vers un livre au moment où l’on constate une atonie du marché du livre », se réjouit Pierre Coutelle. ■

NICOLE VULSER

Il y a un an, Florent (dont le prénom a été modifié, comme celui de toutes les autres personnes interrogées) décroche une place de manager dans un restaurant festif du centre de Paris. Cet étudiant d'une vingtaine d'années espère alors se former aux bonnes pratiques... et découvre que la consommation de drogue est devenue un rouage indispensable au fonctionnement de l'établissement.

« Nous étions parfois dix ou quinze à nous poser dans le restaurant pour fumer de l'herbe, se souvient-il. Les jeunes de ma génération prenaient plutôt de la weed, plus accessible. Mais les quadras et la direction, des cadors du milieu, étaient tous de grands cocaïnomanes. » Cela alors que les consommateurs de cocaïne, une drogue illégale dangereuse pour la santé, encourrent jusqu'à un an d'emprisonnement et 3750 euros d'amende.

Rapidement, le nouveau venu comprend que la prise de drogue est banalisée, pas seulement chez les employés. Des traces de cocaïne zèbrent les toilettes. Des clients en font de petites pyramides sur les tables, près des shots de tequila, sans se cacher. « En qualité de manager, j'étais censé les virer, mais j'aurais été sanctionné par ma direction : on ne refuse rien à une clientèle qui compte des hommes d'affaires, des cinéastes, des politiques de premier plan et qui peut dépenser 1000 ou 2000 euros dans une soirée, remarque-t-il. La boîte devait assurer son chiffre d'affaires, jusqu'à 12 millions d'euros par an. »

Les serveurs de ce restaurant ne ferment pas seulement les yeux, ils se chargent de fournir la drogue. Dans la minute, si besoin. « C'est en quelque sorte inclus dans la prestation, précise Florent. Et le meilleur moyen de toucher un bon pourboire. » Qu'ils soient témoins, dealers ou consommateurs, les employés jouent forcément un rôle dans la circulation de cocaïne au sein de l'établissement, que le jeune homme quitte finalement au bout d'un an pour monter son propre restaurant. Il tente aujourd'hui de sensibiliser ses équipes aux méfaits de ces produits, « contre-productifs », sans juger ses anciens confrères. « Le secteur de la restauration est très hypocrite, on a tous des contrats de 35 heures à 39 heures qu'on pulvérise, il fait 45 °C en cuisine, on n'a pas de reconnaissance salariale... Il ne faut pas s'étonner que les fins de service se terminent par des séances de shoot. »

LE PRIX À PAYER

Si les drogues, progressivement devenues moins chères et plus faciles à se procurer, ont envahi la vie des Français, elles sont particulièrement répandues en cuisine et en salle. La dernière enquête chiffrée s'intéressant à la consommation de substances psychoactives en milieu professionnel a été réalisée en 2017 par l'agence Santé publique France, auprès d'un échantillon représentatif de 25319 adultes. Elle a révélé que l'hébergement et la restauration représentent le deuxième secteur où l'on consomme le plus de cocaïne, juste derrière le milieu des arts et spectacles : près d'une personne sur dix affirmait en avoir pris, soit un taux trois fois supérieur à la moyenne nationale d'alors, avec 16 % d'initiés parmi les hommes et 7 % chez les femmes. Des données qui ont sans doute augmenté en même temps que la moyenne nationale a bondi, avec 9,4 % de consommateurs de cocaïne en 2023, selon le dernier rapport de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives.

La drogue n'est pas réservée à quelques lieux branchés de la capitale ; elle s'est infiltrée dans tous les types d'établissements, et dans tout le pays. Romane, une trentenaire qui a été responsable de salle d'un restaurant saisonnier du centre de la France, est entrée dans cet engrenage en 2020. « Avant, j'aimais bien faire la fête, et ça passait par du cannabis, de la MDMA, de la coke, du LSD... toujours en dehors du travail, raconte-t-elle. Mais un après-midi, pendant une coupure, on s'est autorisé un rail avec une collègue pour se donner du courage. Très vite, j'ai consommé quotidiennement. Prendre une trace était la première chose que je faisais le matin avant d'aller bosser. Puis j'en prenais une autre avant le service du midi, et une ou deux avant le service du soir, cachée dans les toilettes. »

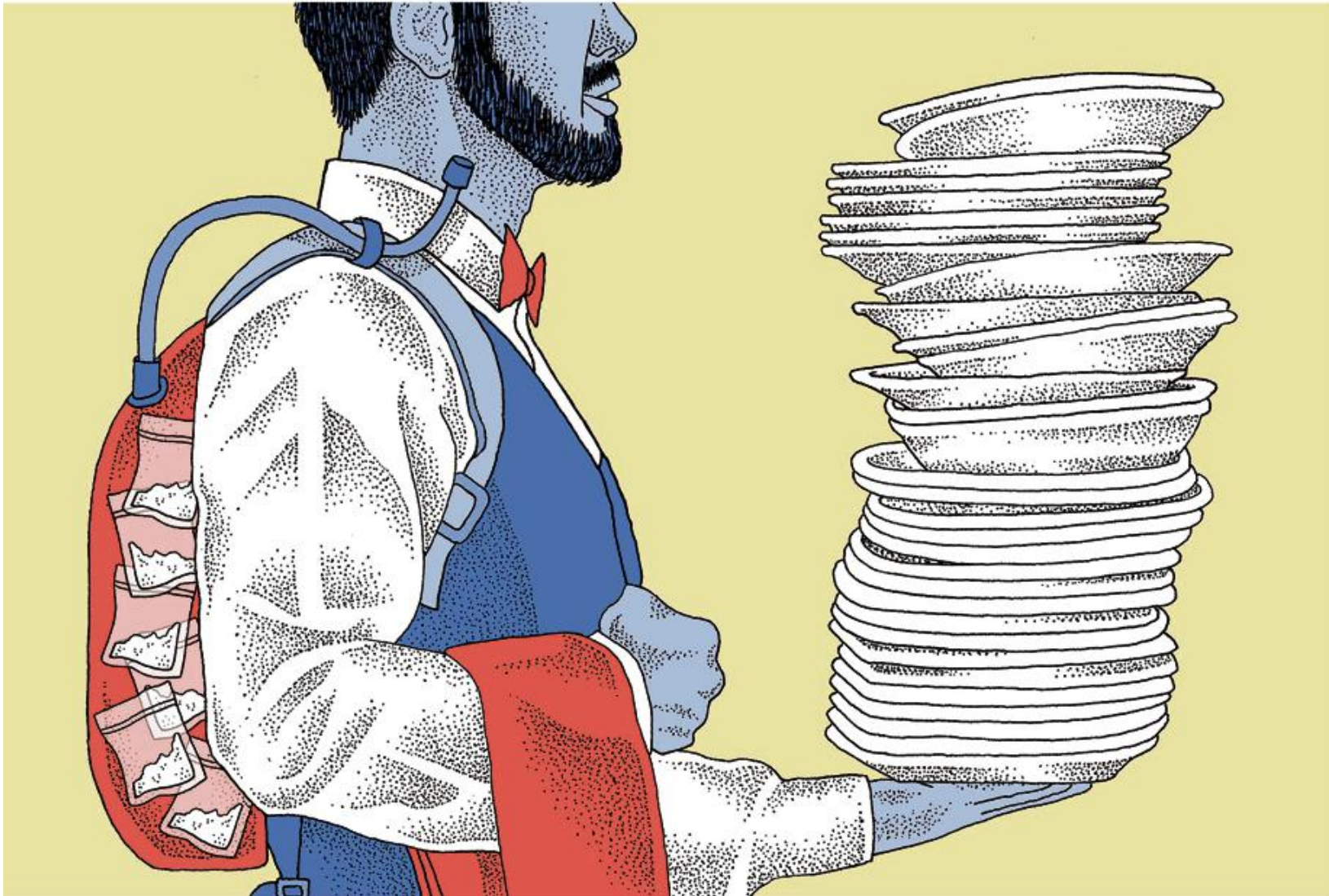
Romane explique que la drogue lui donnait le sentiment d'être « performante », d'avoir de l'entrain et de la « tchatche ». « Les cuisiniers peuvent se taire toute la journée s'ils veulent, nous, il faut constamment qu'on ait le sourire », compare-t-elle. Mais elle ne tarde pas à découvrir le prix à payer, littéralement. Elle consomme trois à quatre grammes par semaine, à 70 euros le gramme, soit un bud-

get mensuel avoisinant 1000 euros. Et au bout de deux ans, son corps ne suit plus : « Je me suis mise à éternuer en permanence, à saigner du nez devant les clients, à m'énerver si je n'avais pas le temps de prendre ma dose. Je ne gérais plus du tout. Et quand je faisais des pauses, je passais mon temps à dormir. J'avais des bugs, des oublis. » Inquiète, elle décide de tout arrêter. Et un projet d'enfant l'aide à atteindre son objectif. « Aujourd'hui, je me suis reconvertie dans l'administratif. C'est beaucoup moins funky, mais il y a moins de tentations. Je ne regrette rien ! »

Pourquoi les addictions sont-elles si répandues dans le secteur ? A cette question, tous les témoins répondent en évoquant la dureté des conditions de travail. « On vit les uns sur les autres, avec une masse de travail à réaliser rapidement, dans des moments de concentration intenses, décrit Romain, un chef étoilé de 56 ans installé dans un petit village de l'ouest de la France. Tu dois lâcher prise à un moment pour avoir le sentiment de vivre. Ma génération avait plutôt tendance à picoler, puis il y a eu l'herbe, aujourd'hui c'est la coke. » Selon lui, la quête de la performance conduit même des célébrités trois-étoiles à se doper, en fournissant leurs « vitamines » à leur garde rapprochée.

Le cuisinier insiste sur une autre spécificité du secteur. « Dans la restauration, tu peux commencer comme apprenti à 15 ans, sans avoir de repères, et tu te retrouves au milieu d'adultes à qui tu veux ressembler », souligne-t-il. Le restaurateur a dû affronter plusieurs cas problématiques ces dernières années : des employés addicts tombés dans la dépression avant leurs 18 ans ; un ancien maître d'hôtel qui fabriquait sa propre ecstasy et demandait au personnel de livrer ses colis à ses clients ; un veilleur de nuit qui dealait dans un parking en se faisant aider par les stagiaires...

Mais dans la restauration, très liée au monde de la nuit, la drogue est aussi vue – au moins au départ – comme le petit « plus » des moments de brigue. « Ça aide à faire la fête après le travail, puis ça aide à faire la fête en travaillant », résume Florian. Ce Parisien est



CÉLIA CALLOIS

De la cocaïne au menu

TRAVAIL SOUS COCAÏNE 213 Des fast-foods aux tables étoilées, la consommation de drogue est devenue aussi banale qu'inquiétante dans un secteur régi par la quête de performance et des conditions de travail éprouvantes

QU'ILS SOIENT
TÉMOINS,
DEALEURS OU
CONSUMMATEURS,
LES EMPLOYÉS
JOUENT FORCÉMENT
UN RÔLE DANS LA
CIRCULATION DE LA
COCAÏNE AU SEIN DE
L'ÉTABLISSEMENT

l'une des figures de « Top Chef » que le phénomène n'a pas épargnées. « Un tiers des candidats de mon édition était dans la zipette (la cocaïne), affirme-t-il. On ne consommait pas pendant l'émission, mais durant les fêtes qui suivaient... On ne dormait pas beaucoup, et on n'était pas frais pour revenir face aux caméras. J'aurais pu gratter des places, je me suis fatigué bêtement. » Contactée par Le Monde, la production garantit qu'elle n'a jamais eu connaissance de consommation de drogue par des candidats, et ce depuis le début du concours, en 2010. « Si tel avait été le cas, le candidat ou les candidats incriminés auraient été immédiatement renvoyés de l'émission », garantit Jérémy Guyot, directeur de la communication des programmes du groupe M6.

CERCLE VICIEUX

« Clean » depuis qu'il est devenu père, il y a quelques années, Florian estime que la drogue lui a fait rater des opportunités. « Sur le moment, tu as l'impression de faire quelque chose de cool, d'être bon, et puis tu te rends compte que tu loupes des choses », glisse-t-il. Passé par des établissements étoilés, il a dû quitter une bonne place au bout de quelques mois, parce que la cocaïne le mettait dans un état de tension chronique. « Tu finis par te fermer, par être sur la défensive... Je m'embrouillais en permanence avec le directeur de salle. » Il teste aussi avec des fortunes diverses le cocktail « Calvin Klein », le C renvoyant à la coke, et le K à la kétamine, un psychotrope utilisé par les vétérinaires, parfois décrit comme la « drogue des chevaux ». « Tu alternes entre phases euphoriques et moments où tu penses que ton boulot est nul, que tu n'as aucune perspective pour la suite, se rappelle-t-il. La coke te met des bâtons dans les roues, la kétamine, des bâches ! »

Ces humeurs en montagnes russes, l'agressivité de chefs ou de managers toxicomanes conduisent certains à s'alcooliser ou à se droguer à leur tour. Et c'est un cercle vicieux de l'addiction qui s'enclenche au sein des restaurants. Nabil, un étudiant qui a pris l'année dernière un petit boulot dans une célèbre chaîne

de fast-food à Tours (Indre-et-Loire), raconte avoir intensifié sa consommation de cannabis pour faire face au comportement toxique de managers cocaïnomanes : « Avant mon embauche, je fumais deux ou trois fois par mois, après c'était deux ou trois fois par semaine. Je m'organisais pour rentrer chez moi me rouler un joint autour de 16 heures et commencer le taf à 19 heures, dans un état où j'étais capable de travailler, mais sans l'anxiété. »

Un de ses managers l'a insulté et bousculé plusieurs fois au comptoir, le traitant de « connard » devant les clients. Une autre lui fait subir des sautes d'humeur permanentes. « Elle peut nous injurier, nous demander de "fermer nos gueules", et la minute d'après, partir en fou rire, raconte Nabil. C'est la réaction d'une camée qui a besoin d'aide. Elle prend des rails dans son bureau. » Pour ce vingtenaire, c'est la pression, à tous les niveaux, qui entraîne la prise de produits stupéfiants. « Le rythme est particulièrement intense dans un fast-food, et les chefs d'équipe sont encore plus tendus que nous, ils doivent rendre des comptes à la direction, observe-t-il. Quand je suis en congé, je peux me sevrer sans problème... Mais après deux jours de taf, je reprends les joints. »

Du snack à l'étoilé, les drogues n'épargnent aucun lieu de bouche. Ce qui n'étonne pas Matthieu, un quadragénaire patron de plusieurs restaurants parisiens. Ancien consommateur de drogues dures – uniquement lors de moments festifs –, il a tout arrêté il y a six ans, mais reste vigilant avec ses employés, car, selon lui, le lien du secteur aux addictions est structurel. « Déjà, on travaille au contact permanent de l'alcool, pointe-t-il. J'ai vu certains de mes gars, à 25 ans, arriver au taf avec les mains qui tremblent ! Mais lorsque la profession s'est starisée, des types considérés jusque-là comme des cancrs ont perdu les pédales. La consommation de "C" a été glamourisée, particulièrement dans le microcosme de la bistronomie parisienne et du vin nature. On pouvait même te reprocher de ne pas en prendre ! Tu te retrouvais avec des mâles alpha qui se permettaient tout verbalement et sexuellement. »

Rachelle, une cuisinière parisienne de 34 ans, rejoint ce constat. « La drogue dure est associée au harcèlement, estime-t-elle. Tu finis désinhibé, à tout mélanger : boulot, fête, alcool, drogue, cul... J'ai eu un chef qui alternait coke et Xanax, qui menaçait ses équipes front contre front, qui mettait des mains aux fesses et demandait aux apprenties si elles aimaient "bouffer des chattes". » La médiatisation de quelques affaires de harcèlement commence à changer la donne. Et une prise de conscience, lente, est à l'œuvre, portée par les nouvelles générations. ■

LÉO PAJON

Prochain article Des ravages dans les métiers physiques

Une écolière face à la sauvagerie quotidienne

L’actrice taïwanaise Shu Qi passe à la réalisation avec un film sensible et mélancolique, inspiré de son enfance

GIRL
■■■■■

Deux jeunes filles déambulent nonchalamment sur un pont couvert. Pas n’importe lequel. Les cinéphiles avertis reconnaîtront dès l’ouverture de *Girl*, premier long-métrage de l’actrice taïwanaise Shu Qi comme réalisatrice, le clin d’œil à un des rôles les plus emblématiques de sa longue carrière mêlant cinéma d’auteur et populaire. Dans *Millennium Mambo* (2001), de Hou Hsiao-hsien, son personnage apparaissait une cigarette à la main traversant le pont Zhongshan de Keelung et ses néons bleus la nuit, sur fond de musique électronique. Un peu plus loin dans *Girl*, un ballon rouge sortira comme par magie d’un cartable avant de s’envoler, hommage onirique cette fois au *Voyage du ballon rouge* (2008), également réalisé par son mentor. L’ombre de Hou Hsiao-hsien plane sur certains détails narratifs ou de mise en scène, sans occulter la singularité du travail de Shu Qi. C’est ce qui frappe en premier lieu devant *Girl*.

Ambition d’universalité
Avec ce premier essai baigné d’une profonde mélancolie, la comédienne taïwanaise de 50 ans fait preuve d’une impressionnante maturité, aussi bien dans la manière de tenir son récit que de déployer son univers visuel. Car si le film est inspiré de son enfance au sein d’un foyer marqué par la violence, du père notamment, *Girl* s’attache à rendre compte de quelque chose de plus large, qui tient d’un rapport au monde. D’une condition. Féminine, bien sûr, reliant les destins d’une fille et de sa mère prises au piège des attentes posées sur elles. Dans cette scène d’ouverture sur le pont, les deux sœurs, écolières, baignent dans l’éclat jaune du soleil. Plus que la présentation des personnages, ces premières images valent surtout pour l’atmosphère créée par la mise en scène : la caméra flottante, le jeu avec le flou et le net, la concentration sur des détails, l’attention accordée aux visages, l’enfermement symbolisé par les grilles et l’importance de la lumière qui apporte une chaleur réconfortante... Le film est marqué par l’injonction intériorisée faite aux femmes de se tenir sages, ne pas se salir, ne pas traîner dehors. « Une



« Girl », de Shu Qi. MANDARIN VISION CO. LTD/AD VITAM

Le film est marqué par l’injonction intériorisée faite aux femmes de se tenir sages

filles, ça reste à la maison », rappelle dans la scène suivante un père à celle qui lui demande la permission d’aller réviser chez une camarade. Le personnage principal, Lin (Xiao-Ying Bai), adolescente renfermée, dégage au début du film tous les signes d’un effacement. Sa sœur lui demande de parler plus fort. Elle a le regard baissé ou fuyant, fait la moue tout le temps. Par sa simplicité, le titre du film, *Girl* énonce à la fois une forme d’humilité et une ambition d’universalité. Plus qu’à une dramaturgie purement conflictuelle, Shu Qi s’intéresse d’abord aux scènes anodines. Elle prend le temps de filmer le quotidien dans sa banalité, accorde une grande importance aux silences dans lesquels les personnages de cette famille dysfonctionnelle sont enfermés.

Par son aspect immersif, *Girl* rend compte de la vie féminine, rangée autour de l’école ou du travail puis du foyer. Des existences qui laissent peu de place au jeu, à la légèreté, au rire. Qui comptent moins que celles de leur équivalent masculin. Les femmes ne doivent pas être une charge, aussi bien d’un point de vue économique que de la morale. Elles sont là

pour prendre soin de l’espace domestique. Cet enfermement dans la répétition, cette forme de vide presque vertigineux, se traduit aussi dans la forme, par le recours aux surcadrages qui les emprisonnent dans leur environnement, ou par tout un travail sur les reflets.

Echappées oniriques
Le souci de raconter le côté morne du quotidien donne d’autant plus de force au surgissement de la violence. Chiang (Roy Chiu), le père alcoolique, fait régner la terreur dans des accès brutaux qui s’abattent sur Chuan, la mère (incarnée par la chanteuse 9m88). Celle-ci la répercute ensuite sur ses enfants, dans les paroles et les gestes. Shu Qi filme la sauvagerie sans fard, de manière frontale. Mais la réalisatrice ne se contente pas de rendre compte de la vio-

lence subie, elle tente d’en comprendre les racines et la circulation. De rendre aux humains leur part de libre arbitre autant que de conditionnement social. Par ces thématiques, on pourrait s’attendre à ce que *Girl* s’inscrive dans une veine réaliste. Mais la caméra de Shu Qi ne cherche pas à saisir des existences objectives. Au contraire, la cinéaste tente par sa mise en scène de partager le ressenti de ses personnages dans leur subjectivité. Grâce notamment à un important travail sur le son. Elle s’autorise des échappées poétiques ou oniriques, des allers-retours soudains faisant la jonction du passé et du présent. Par moments, le film a des allures presque impressionnistes, dans des scènes où la couleur, la lumière, un simple détail ou encore la beauté de la compo-

sition offrent une respiration au récit sombre. Surtout, Shu Qi n’enferme pas son personnage dans sa seule souffrance. La rencontre de Lin avec une nouvelle camarade de classe, Li-li (Pin-Tung Lin), la sort soudainement de sa zone de confort, lui ouvrant les portes de nouveaux horizons aussi dangereux qu’excitants. En résultent notamment de belles scènes de confessions intimes ou à l’air libre avec un groupe de garçons plus âgés. Un lâcher-prise qui accompagne l’héroïne de sa sortie de l’enfance à l’adolescence, et fait écho à ce goût effronté de la liberté qui irrigue *Girl* de manière émuevante. ■

BORIS BASTIDE
Film taïwanais et chinois de Shu Qi. Avec Xiao-Ying Bai, Roy Chiu, 9m88 et Pin-Tung Lin (2 h 04)

« Pour moi, qui n’étais pas cinéaste, tout était compliqué »

Pour son premier long-métrage, « Girl », Shu Qi évoque ses jeunes années sans tomber dans un récit purement autobiographique

La mue a été longue et douloureuse. Il a fallu plus d’une dizaine d’années à Shu Qi pour mener à terme son premier long-métrage comme réalisatrice. L’actrice taïwanaise, connue notamment en Occident pour ses rôles dans les films de son mentor, Hou Hsiao-hsien (*Millennium Mambo*, 2001 ; *Three Times*, 2005 ; *The Assassin*, 2015), avait été persuadée par ce dernier de s’essayer à passer derrière la caméra. Encore lui fallait-il trouver un sujet et écrire un scénario, exercice auquel elle ne s’était jamais livrée jusqu’alors. « A l’époque, j’en ai beaucoup parlé avec lui. Je lui ai demandé des conseils pour me guider, se souvient Shu Qi, 50 ans, quand on l’interviewe à distance, début juillet. Il m’a dit d’écrire sur un sujet qui me touchait, quelque chose qui me serait familier. Lui pensait que j’en étais tout à fait capable. »

Shu Qi a tout de même pris le temps de la réflexion. « Pour moi, qui n’étais pas réalisatrice, tout était compliqué. Chaque étape représentait un nouveau défi. » Elle s’est alors appuyée sur les recommandations que lui donnait Hou Hsiao-hsien en tant qu’actrice : « Quand tu es face à un personnage que tu vas devoir jouer, oublie tout, jette tout ce qui t’appartient et essaie de te considérer comme une page blanche. » Plutôt que de se lancer dans un récit linéaire, Shu Qi a posé les différentes pièces d’un puzzle qu’il lui faudrait ensuite recomposer. Une fois l’histoire en place, c’est surtout trouver la fin du film qui a posé à l’apprentie réalisatrice le plus de difficultés. Shu Qi ne cessait de changer d’idées, l’obligeant à chaque fois à faire d’autres modifications en amont. L’expérience d’être jurée à la Mostra de Venise, en 2023, a alors eu

un rôle décisif. Après avoir passé une dizaine de jours à regarder des films d’auteurs internationaux, la Taïwanaise a ressenti l’urgence de finir son scénario. Elle s’est enfermée quelques jours dans un hôtel à Milan (Italie) et est allée au bout de l’écriture. Conformément aux conseils prodigués par Hou Hsiao-hsien, *Girl* est inspiré par la propre enfance de la cinéaste auprès d’un père alcoolique et violent. Mais Shu Qi ne voulait pas se contenter d’un simple récit autobiographique. « Au-delà de ce qui m’est arrivé, je voulais soulever un problème social plus large », dit-elle.

Réception positive à Venise
Le défi consistait ensuite à reconstituer le Taïwan des années 1980, si différent de celui d’aujourd’hui. « Avec mon équipe technique, on n’avait pas envie d’aller chercher des artifices pour

reconstituer cette époque. On s’est appuyés sur quelques détails extérieurs et quelques accessoires. On a aussi beaucoup travaillé les lumières. Pour moi, Taïwan, à la fin des années 1980, c’est comme s’il y avait une texture, un grain très particulier que je voulais retrouver pour mon film. » Autre exercice particulier pour Shu Qi, diriger d’autres comédiens. Là encore, elle s’est appuyée sur sa propre expérience. La réalisatrice revient sur sa relation avec l’actrice et chanteuse 9m88 qui interprète sa mère dans le film : « Elle avait une façon de concevoir ce personnage très différente de la mienne. En tant que chanteuse, c’est une personne libre, ouverte, très enthousiaste. Et quand elle a lu cette histoire, elle avait du mal à comprendre pourquoi une mère comme celle-ci ne divorce pas tout de suite, se souvient-elle. Je ne voulais pas la contraindre à se plier à

ma vision. Je me souviens lui avoir donné à lire des romans que je trouvais intéressants pour comprendre le personnage. Sur le plateau, tout était fait pour qu’elle soit libre dans sa manière d’arpenter l’espace et d’exprimer ses émotions. On a dû trouver ce fil conducteur ensemble sans pression. » Aujourd’hui, Shu Qi est particulièrement fière de *Girl* et heureuse de la réception positive du film, après une première projection en 2025 en compétition à la Mostra de Venise. La réalisatrice ressent même l’attente qui pèse désormais sur ses épaules pour qu’elle en fasse un deuxième, qu’elle imagine peut-être inspiré par son expérience en tant que femme. Mais pas question pour elle de s’inquiéter pour l’avenir : « Ma philosophie de vie, c’est de me dire que j’ai connu des choses très dures dans mon passé. Ça me donne une force. Je crois que peu

importe ce qui m’arrive désormais, rien ne pourra être pire que ce que j’ai vécu autrefois. Je vois toujours le côté positif des choses à l’envers de ma mère qui, elle, est toujours dans un état d’inquiétude. » Elle ne pense pas que le film changera quoi que ce soit à sa relation avec ses parents. « Mon père a toujours vécu dans son monde. Encore maintenant, il a recours à l’alcool pour anesthésier sa vie, dans une sorte de fuite en avant. » Et ne peut pas compter non plus sur le retour de son mentor. Shu Qi ne sait pas si Hou Hsiao-hsien a vu son film, l’hypothèse lui paraît même peu probable. Souffrant depuis des années d’une maladie dégénérative, il se tient à l’écart de toute vie publique. Une conclusion d’autant plus triste que *Girl* confirme de manière éclatante tous les espoirs que le maître avait placés dans Shu Qi. ■

Au Soudan, le cri de résistance de deux générations de femmes

Le film mêle accents poétiques et réalités documentaires

COTTON QUEEN

Après *Tommy Guns*, de Carlos Conceição, sorti fin juillet, arrive dans les salles un second film qui explore l'héritage de la violence coloniale en Afrique. Cette fois, en adoptant une perspective écoféministe.

Cotton Queen nous emmène au Soudan, au cœur de la relation singulière qui unit Al-Sit (Rabha Mohamed Mahmoud), une grand-mère propriétaire d'un champ de coton, et sa petite-fille, Nafisa (Mihad Murtada), qui, avec d'autres jeunes femmes de son âge, travaille à la cueillette de cette production traditionnelle. Celle-ci rêve de partager sa vie avec Babiker (Talaat Farid), un villageois propriétaire d'un bateau, afin de mener une existence heureuse et peut-être quitter son village.

Mais son aïeule a d'autres plans pour elle. Al-Sit voudrait offrir la main de Nafisa à un homme d'affaires, Nadir Tajini (Hassan Kasala), qui a fait ses classes et trouvé la prospérité en Europe. Bien que les médias lui prêtent une histoire avec une femme blanche, lui voudrait épouser une fille du pays. Une façon d'asseoir son intégration dans la communauté au moment où il tente d'imposer le monopole de graines de coton génétiquement modifiées.

Cotton Queen, qui mêle approche poétique et réalités documentaires, met en mouvement les désirs contrariés de deux générations de femmes qui tentent

de garder la maîtrise de leur destin. Pour Al-Sit, et son visage scarifié, cette reprise en main passe par une réécriture de son passé. Elle élève au rang de mythe local sa résistance face aux colons britanniques dont elle aurait défié le joug. Sa volonté de contrôle s'étend alors à Nafisa, qu'elle essaie de préserver des épreuves qu'elle a subies.

Espaces de liberté

Pour la petite-fille, face aux interdictions sociales qui régissent la vie des femmes, il s'agit de trouver des espaces de liberté où pouvoir être pleinement soi-même. Ainsi, avec les autres travailleuses du champ de coton, elle va se baigner et rire à la rivière, au risque de subir l'opprobre public.

Mais chacun de ces endroits où s'affirmer est peu à peu menacé par la mainmise d'hommes puissants prêts à déposséder ces femmes du peu qu'elles ont. Suzannah Mirghani fait alors de son film un cri de résistance contre un ordre du monde où la violence, moins visible qu'à l'époque coloniale, est tout aussi destructrice. Sa mise en scène d'une grande douceur exacerbe la beauté solaire de ses personnages, sans jamais rien céder à la rage qui les anime. ■

BORIS BASTIDE

Film allemand, français, palestinien, égyptien, qatari et soudanais de Suzannah Mirghani. Avec Mihad Murtada, Rabha Mohamed Mahmoud, Talaat Farid (1 h 33).

REPRISE

Bien avisés sont Les Films du Camélia, qui poursuivent leur exploration des classiques mexicains avec le flamboyant *Enamorada* (1946), d'Emilio Fernandez, variation libre sur le motif de *La Mégère apprivoisée*, servi dans une restauration dernier cri supervisée par The Film Foundation de Martin Scorsese. Durant l'âge d'or des studios, Mexico fut une sorte de pendant à Hollywood, une industrie-miroir calquée sur le même modèle, mais au style de production plus ardent, moins puritain.

De ce système, Emilio Fernandez (1904-1986) fut l'un des piliers, un cinéaste au tempérament de feu, surnommé « El Indio » pour ses origines indigènes kickapoo du côté de sa mère. Sa notoriété a même voyagé jusqu'en Europe, grâce au Grand Prix décroché à Cannes pour *Maria Candelaria* (1944), son quatrième long-métrage.

Fils d'un général de Pancho Villa, devenu capitaine de cavalerie à 19 ans, Emilio Fernandez fut lui-même pris dans les soubresauts de la révolution mexicaine, participant en 1923 à la révolte armée du général Adolfo de la Huerta. Condamné à la prison, il s'évade vers les Etats-Unis, devient cascadeur et figurant de westerns à Hollywood, et donne même de sa plastique comme modèle pour la statuette des Oscars. Amnistié en 1930, il revient au pays avec la ferme intention d'en filmer l'histoire.

Le flamboyant « Enamorada », sorti en 1946, revient en salle

La comédie épique et romantique du cinéaste Emilio Fernandez met en scène un amour pris dans les soubresauts de la révolution mexicaine

Durant l'âge d'or des studios, Mexico fut une sorte de pendant à Hollywood, une industrie calquée sur le même modèle

s'humanise, se pomponne, infléchit ses principes.

Tout du long, Fernandez fait explorer le cadre de la comédie romantique, en lui insufflant une dimension épique. Dès l'entame, un majestueux travelling digne d'un western ranchero accompagne la cavalcade inaugurale du général Reyes et de ses troupes. Le génial chef-opérateur Gabriel Figueroa (1907-1997) sculpte les figures fortes au modelé puissant, dans la lignée du muralisme mexicain. Lors de la visite d'une église baroque par Reyes, des contre-plongées vertigineuses creusent la monumentalité des lieux. Par ses compositions obliques, son goût des diagonales, le cinéaste appuie la dissymétrie entre ses personnages. Ainsi d'une splendide scène de sérénade, où la caméra vogue entre les visages, multiplie les angles entre la rue et le balcon, le haut et le bas.

Ici, le contexte de la révolution mexicaine ne se résume pas à une simple toile de fond. Il s'agit bien plutôt de montrer à quel point les

positions sont moins tranchées, plus fragiles, dès lors que l'affect s'insère dans le jeu politique. Fernandez ne craint pas de le formuler explicitement par des dialogues nourris, comme la joute passionnante qui oppose le général au curé de la ville sur la vie du Christ. Cette mosaïque d'oppositions ne fait que préparer le grand renversement final, qui rejoue comme un clin d'œil *Cœurs brûlés* (1930), de Josef von Sternberg, dans lequel Marlène Dietrich plaquait tout pour suivre son beau légionnaire dans le désert.

Maria Félix, qu'on retrouvera plus tard chez Jean Renoir (*French Cancan*, 1954) ou Luis Buñuel (*La Fièvre monte à El Pao*, 1959), joue à plein sur son statut de diva mexicaine. L'actrice prend un plaisir communicatif à ruer dans les brancards, avec ses regards foudroyants ou les tombereaux d'injures qu'elle déverse joyeusement sur son partenaire. Fernandez lui réserve une série de gros plans éblouissants. Dans l'un des plus beaux, ses grands yeux noirs remplissent toute l'oblique du cadre, ses pupilles pétillant de reflets lumineux. Sa fureur mêlée de désir se convertit alors en pure cinégénie. Rarement l'énergie d'une actrice aura produit un tel événement de cinéma, à marquer d'une pierre blanche. ■

MATHIEU MACHERET

« *Enamorada* », film mexicain d'Emilio Fernandez (1946). Avec Maria Félix, Pedro Armendariz, Fernando Fernandez (1 h 38).

Retrouvailles amères dans le dédale de la capitale japonaise

Yuiga Danzuka met en scène un frère et une sœur confrontés à l'absence de leur père

DES FLEURS POUR TOKYO

Présenté à la Quinzaine des cinéastes en 2025, *Des Fleurs pour Tokyo* est le premier long-métrage du japonais Yuiga Danzuka, réalisé à l'âge de 26 ans (il en a aujourd'hui 28). Le film, « à la mémoire de [sa mère et de la ville] », se présente comme un drame familial, doublé d'un portrait intime de la capitale nippone. Ren (Kodai Kurosaki) et sa grande sœur, Emi (Mai Kiryu) ont grandi en l'absence de leur père, Hajime (Kenichi Endo), architecte-paysagiste de renom qui a toujours préféré sa carrière à sa famille. Devenus adultes, les deux restent hantés par la séparation parentale, comme par la mort de leur mère. Ren végète dans un emploi de livreur de fleurs, Emi s'apprête à se marier sans conviction. Lors d'une course, Ren retombe nez à nez avec ce paternel oublieux : l'heure des explications a sonné.

Cadres larges

Plutôt que les effusions du mélodrame, le film privilégie un certain laconisme d'atmosphère : ce sont ici les ellipses, les silences, qui disent les blessures des personnages. Yuiga Danzuka procède par décalages successifs, passant de conversations douloureuses (la séparation des parents en préambule) en déambulations cocasses (Ren traversant la ville chargé de

d'énormes bouquets d'orchidées), d'inserts documentaires (un complexe commercial désigné comme le « projet signature » d'Hajime) en délicates bouffées fantastiques.

Si l'articulation de ces différents registres ne va pas toujours de soi, une douce ironie cimente le tout. Mais malgré tout, *Des Fleurs pour Tokyo* peine à embrasser la dimension du temps, qui devrait être inscrite dans ce tableau de la perte. Ses ellipses sont trop étales pour créer des gouffres, sa ronde de personnages trop étroite pour faire sentir le hasard, son style trop imperturbable pour créer de véritables décrochages. Là où le film convainc le plus, c'est néanmoins dans sa façon d'aller chercher les émotions des personnages dans les formes mouvantes de la ville.

Aux recompositions familiales correspondent en effet celles du décor urbain, qui crée autant de nouveauté que d'oubli. Par l'usage de cadres larges, Yuiga Danzuka inscrit ses personnages dans le dédale de la métropole. Encore mieux : il trouve dans les lignes et les géométries urbaines la traduction de leurs humeurs en demi-teinte et de leurs sentiments mêlés. Dévoiler l'intérieur par le jeu des apparences extérieures, c'est le début de la mise en scène. ■

MA. MT.

Film japonais de Yuiga Danzuka. Avec Kodai Kurosaki, Kenichi Endo, Mai Kiryu (1 h 55).

Deux cantiques de la racaille japonaise en Blu-ray

L'intégrale de la saga du « Vaurien » est présentée pour la première fois en France, ainsi que l'explosif « Guerre des gangs à Okinawa »

DVD

Un jeune éditeur nommé « Roboto » fait des merveilles en exhumant des pans méconnus du cinéma japonais. Deux sorties récentes plongent dans le cinéma de yakuzas, peinture des sociétés criminelles, de leurs rivalités, de leurs règlements de comptes. La saga du « Vaurien » (1968-1969), œuvre collective, puis l'explosif *Guerre des gangs à Okinawa* (1971), du grand Kinji Fukasaku (1930-2003), ont marqué deux étapes importantes dans l'évolution du genre, depuis ses origines chevaleresques (baptisé *ninkyō-eiga*), axé sur les conflits de loyauté, vers un gangstérisme moderne de plus en plus rapace et décomplexé.

Produit par la société Nikkatsu, qui n'avait pas son pareil pour flâner l'air du temps, « Le Vaurien », série de six films sortis en l'espace d'un an, entre 1968 et 1969, croise le traditionnel *ninkyō-eiga* aux représentations plus modernes de la jeunesse délinquante, en une nouvelle veine baptisée « New Action ».

Inspiré de l'autobiographie de Goro Fujita (1931-1993), ancien membre de la mafia japonaise reconverti dans le journalisme, le personnage est un yakuza au grand cœur mais au bras inflexible, enfant de l'après-guerre poussé par la faim et la pauvreté dans les bras de la marginalité. Popularisé par *Le Vagabond de Tokyo* (Seijun Suzuki, 1966), le jeune Tet-

suya Watari (1941-2020) lui prête son minois poupin et renfrogné, et sa façon très iconique de jeter son blouson en cuir sur l'épaule.

Chaque film remet en scène le même tiraillement. Homme de main dévoué, Goro est confronté à l'avidité galopante des clans. Il voudrait embrasser une vie normale, mais à chaque fois est rattrapé par le milieu. La sérialité est ici l'expression d'un inflexible déterminisme social, qui se confond avec la loi du genre. Mais l'ensemble se renouvelle en changeant à chaque fois de décor, partant de l'urbanité tokyoïte vers les provinces du Nord ou du littoral, dressant au passage une cartographie des lieux interlopes – salles de jeu ou de strip-tease, quartiers rouges, maisons de prostitutions, voies ferrées, etc.

Poésie du désastre

Confié à la fine fleur des artisans maison (Toshio Masuda, Keiichi Ozawa et Mio Ezaki), « Le Vaurien » oscille entre romantisme et brutalité, entre passages obligés et pures fulgurances. Les combats, d'une violence prononcée pour l'époque, se font à coups de dague, dans la boue des terrains vagues ou du caniveau.

A la fin de l'épisode 3 (*Le Vaurien se déchaîne*), on s'affronte dans une remise de pots de peinture, les combattants pataugent dans des taches de couleur. Dans le chaos des corps, on trouve l'essence du genre : l'individu n'y est plus qu'un rouage d'une grande ma-

chine de destruction, où les adversaires sont broyés.

Avec *Guerre des gangs à Okinawa*, Kinji Fukasaku – popularisé en France pour son tout dernier film, *Battle Royale* (2000), peu avant sa mort en 2003 – pousse encore plus loin cette poésie du désastre. Un chef yakuza sorti de dix années de prison (Koji Tsuruta abrité derrière d'éternelles lunettes noires), réunit les débris de son ancien gang, pour s'exiler sur l'île d'Okinawa, où les anciens codes sont encore en vigueur. A ce territoire où sont implantées les bases américaines, et qui accueille une grande mixité ethnique, Fukasaku frotte sa caméra au poing hâlante, entre virées urbaines et descentes dans des clubs afro-funk à l'ambiance survoltée.

Entre deux fusillades, ses contre-plongées furieuses exaltent le charisme de ces frères d'armes poursuivis par les holdings du crime. Leur démarche devient une révolte contre l'état des choses, peut-être contre le temps lui-même. Le final ahurissant sous forme de mission-suicide vaut comme baroud d'honneur du genre tout entier : en finir avec le romantisme, pour que s'ouvre l'ère du nihilisme et de l'amoralité. Et faire du film de yakuza une hécatombe presque absurde. ■

MA. MT.

Coffret « Le Vaurien », Roboto, 6 Blu-ray, 69,90 euros. « Guerre des gangs à Okinawa », Roboto, 1 Blu-ray, 35 euros.

Sept jours sur sept, à 7h,

la Matinale du Monde

www.lcmonde.fr/la-matinalac/



L E S A U T R E S F I L M S

■■■■□□ À VOIR
Les Silences de Riyad
Film saoudien d’Haifaa Al-Mansour (1 h 39)
Nawal, employée dans un commissariat, se bat pour faire avancer l’enquête sur la mort d’une femme. Mais en cherchant à mettre un nom sur la victime, elle se confronte à un mur. Nawal retourne les moyens de surveillance et de coercition bâtis pour contraindre les femmes en Arabie saoudite, trouvant par là un sursaut de prise sur la réalité. Ce thriller, finement écrit, parvient à ménager son suspense jusqu’au bout. C’est en ne sacrifiant pas les codes du genre à son propos politique que la réalisatrice trouve le juste équilibre. ■ **BORIS BASTIDE**

■■□□□ POURQUOI PAS
Jour de chasse
Film canadien d’Annick Blanc (1 h 20)
Voulant fuir une situation toxique dans laquelle elle s’était empêtrée, Nina trouve refuge auprès d’une bande de chasseurs dans un chalet isolé dans la forêt. D’abord regardée avec méfiance, elle est finalement accueillie à bras ouverts après avoir fait le serment de vivre en plein accord avec la meute et ses règles. L’arrivée inopinée d’un étranger va peu à peu déstabiliser le fragile équilibre du groupe. Sur un scénario quelque peu attendu, Annick Blanc interroge les contours d’une fraternité masculine prompte à écraser ceux qui sont différents. Le film, tout en tension, doit beaucoup à l’interprétation magnétique de Nahéma Ricci. ■ **BO. B.**

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (*)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
<i>Spider-Man. Brand New...</i>	1	2 550 113	665		2 550 113
<i>L'Odyssée</i>	3	915 596	905	↓ - 27%	4 374 927
<i>Vaiana, la légende...</i>	4	185 963	1 101	↓ - 30%	1 724 689
<i>De la Comédie-Française</i>	2	167 493	439	↓ - 42%	527 319
<i>Toy Story 5</i>	7	148 480	900	↓ - 29%	4 013 201
<i>La Bataille de Gaulle 2</i>	6	143 426	845	↓ - 21%	1 889 051
<i>Des minions et des...</i>	6	122 161	1 029	↓ - 31%	2 596 038
<i>La Bataille de Gaulle 1</i>	9	109 678	661	↓ - 15%	2 417 092
<i>Charlie et les kangourous</i>	2	41 191	447	↓ - 22%	112 827
<i>Obsession</i>	12	36 640	257	↓ - 27%	1 661 388

AP : Avant-première
Source : «Ecran total»

* Estimation
Période du 29 juillet au 2 août inclus

Cet été,
vos livres vous
suivent partout



Nous remercions la Ville de Paris et la piscine Yvonne Godard

La collection pensée
pour lire ici et ailleurs

Le Monde des Livres
A découvrir
boutique.lemonde.fr

Ariane Ascaride restitue avec talent le génie de Marcel Pagnol

Pour France Inter, la comédienne brosse le portrait de son compatriote

PODCAST

C'est sans doute l'un des meilleurs sons de l'été, et entendre Ariane Ascaride est un cadeau. Pas seulement pour son accent chantant, mais aussi parce qu'elle a un talent fou pour restituer le génie de Marcel Pagnol (1895-1974). Pour France Inter, elle dresse un portrait généreux de l'auteur de *La Gloire de mon père*. En parlant de lui, elle parle d'elle, de son lien à ce Sud qui lui manque tant que, quand Paris lui donne le cafard, elle avoue qu'il lui suffit de regarder un film du cinéaste de *Marius*, d'*Angèle* ou de *Nais* pour supporter son exil volontaire.

Entre les deux, c'est une longue histoire, comme la comédienne le confie dans le premier épisode de ce podcast qui en compte 15. Elle découvre Pagnol quand, à la fin du CP, elle reçoit comme prix d'excellence un livre illustré avec des extraits de *La Gloire de mon père*. Pour Ariane Ascaride, il est à la fois « *la générosité et l'humanité tout entière* » et l'écrivain qui sait mieux que beaucoup restituer l'oralité de la langue. C'est ce qu'elle réussit à faire entendre, dépoussiérant au passage Pagnol et cette étiquette qui lui colle à la peau, comme elle sa Jeannette (du film de Robert Guédiguian, *Marius et Jeannette*, sorti

en 1997) : celle de l'auteur sympathique et provençal.

Elle le dit d'ailleurs au *Monde* : « *Je ne veux pas qu'on considère l'œuvre de Pagnol comme le flyer du syndicat d'initiative de Marseille*. » C'est une façon de boucler la boucle, d'assumer enfin pleinement l'accent souvent moqué et patiemment gommé lorsqu'elle est arrivée au conservatoire de Paris, où elle ne ressemblait pas tout à fait aux jeunes premières du théâtre classique.

Série pour l'été

Tout commence à l'automne 2025 quand Perrine Malinge, chargée de programme à France Inter, lui demande de réfléchir à des textes pour la case « Admirations littéraires » dans laquelle une personnalité choisit, lit et commente des extraits d'œuvres de ses auteurs fétiches. Ariane Ascaride pense alors à l'Américaine Joyce Carol Oates et à Balzac – elle dit d'ailleurs sur l'antenne tout le bien qu'elle pense de l'auteur de *La Femme de trente ans* (1842). Avant de se souvenir combien, en 2007, la lecture par Michel Galabru et Philippe Caubère de la correspondance entre Pagnol et Raimu (1883-1946) l'avait enthousiasmée : « *D'un coup, c'est comme si j'avais pris le métro et que je m'étais retrouvé chez ma mère*. »

Ariane Ascaride se souvient aussi combien elle avait aimé lire des sermons de Marcel Pagnol dans certaines églises de la cité phocéenne sur une proposition du directeur de théâtre Dominique Bluzet. « *C'était jubilatoire* », se rappelle-t-elle avec son accent qui, comme elle le dit et s'en amuse, est revenu « *fifre et tambourin* ». Le succès de ses « Admirations » pour Pagnol fait le reste : la chaîne lui demande alors de réfléchir à une série pour l'été. « *Je n'avais jamais vraiment fait de*

En parlant de l'auteur de « La Gloire de mon père », l'actrice parle d'elle, de son lien à ce Sud qui lui manque tant

radio, même si j'adore ça, mais j'ai dit oui. Je me suis jetée dedans. »

Elle commence par se documenter, « *à lire un nombre incroyable de bouquins : sur le rire, le cinéma, des tas de trucs qu'il a écrits mais dont on ne parle pas beaucoup* ». Elle écrit ensuite, épaulée par Perrine Malinge et Audrey Ripoull. La série est enrichie de larges extraits d'archives – entretiens avec Marcel Pagnol et extraits de films devenus des classiques. Cerise sur le gâteau, pour donner du relief à certaines lectures et lui donner la réplique, France Inter suggère Laurent Stocker, de la Comédie-Française. « *C'est un stradivarius qui, en plus, porte en lui une charge d'humanité incroyable. Ça m'a beaucoup touché qu'il ait accepté* », dit-elle avec une reconnaissance pleine de pudeur. C'est d'ailleurs l'une des qualités qu'elle aime tant chez Pagnol. Et qui lui fait penser à son père : « *Il ne disait pas "je t'aime", mais il vous prenait la main et tout était dans ce geste-là*. »

Tout comme les valeurs de fidélité et d'amitié lui font songer à la façon de travailler de son compagnon, le réalisateur Robert Guédiguian. Elle rappelle aussi le refus de Pagnol de travailler avec l'Allemagne nazie : « *Il a vendu ses studios de production et réemployé le personnel comme ouvriers pour la culture d'œillets afin de leur évi-*

ter le service du travail obligatoire. » Reconversion spectaculaire qui fit dire à son acteur fétiche, Raimu : « *Si Marcel devient fleuriste, alors moi, je n'ai plus qu'à aller vendre des rascasses !* »

Dans l'épisode 6, il est d'ailleurs question de sa rencontre avec Jules Raimu (1883-1946), acteur de boulevard à l'époque où Pagnol le fait jouer dans *Marius*, en 1929. « *C'est un immense acteur. J'ai pour lui une admiration sans borne. Quand je le vois jouer, je vois l'humanité en marche* », raconte Ariane Ascaride qui ne manque pas de souligner, à l'épisode suivant, la mauvaise foi gigantesque de l'acteur et son comportement de prima donna. Merveilleuse boutade et merveilleuse langue.

C'est cela surtout qu'elle parvient à restituer : la langue de Pagnol, incroyablement inventive et d'une force d'évocation telle qu'il suffit de fermer les yeux pour voir surgir tout un monde. Et de rappeler cette formule, attribuée à Anton Tchekhov : « *Si tu veux parler du monde, parle de ton village*. » « *Pagnol parle le langage de l'humanité au-delà de la Provence, et moi, le temps passant, il n'y a plus que ça qui m'intéresse. Je pense que, par les temps qui courent et face à la violence du monde, la grande résistance, c'est la bonté et la gentillesse. Il ne faut pas avoir honte d'être gentil, et Pagnol, c'est ça aussi*. » ■

ÉMILIE GRANGERAY

L'Odyssée de Marcel Pagnol par Ariane Ascaride, une série réalisée par Audrey Ripoull et Claire Destacamp sur proposition de Perrine Malinge (Fr., 2026, 15 × 20 min). Du lundi au vendredi à 13 h 20 sur France Inter et en podcast sur le site de Radio France et toutes les plateformes d'écoute habituelles.

Le Demi Festival de Sète fête dix ans de succès avec un concert gratuit

La manifestation consacrée au rap français, qui se tient du 5 au 9 août, mêle groupes des années 1990 et jeunes pousses

RENCONTRE

C'est devenu le rendez-vous des passionnés de rap français. Créé en 2016 par le rappeur sétois Demi Portion, le Demi Festival affiche complet, au Théâtre de la Mer. Pour fêter ce succès et cet anniversaire, le rappeur et son équipe organisent un concert gratuit le 5 août. Assassin, pionnier du rap français, y jouera avec le collectif de reggae stéphanois l'Entourloop et le rappeur Souffrance, de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Un avant-goût de l'ambiance de ce festival bon enfant qui rassemble une dizaine d'artistes par soir.

Demi Portion, de son vrai nom Rachid Daïf, avait d'abord créé ce festival pour pouvoir jouer en tête d'affiche dans sa ville natale : « *Je rappais depuis mes 12 ans, mais à 32 ans, je n'avais fait que des premières parties au Théâtre de la Mer, celle d'IAM, de Sinik et de Psy4 de la Rime ou dans des festivals*, raconte-t-il au *Monde*. *Je n'avais jamais été programmé dans ce lieu sur mon seul nom*. » Originaire de la cité de l'Île de Thau, fils d'un peintre en bâtiment et d'une mère au foyer, tous deux Marocains, il doit son nom d'artiste au groupe de rap qui animait des ateliers d'écriture dans la structure de son quartier,

La Passerelle, et qui l'avait surnommé « demi-portion ».

Pour gérer la partie financière et technique du festival, il prend attache avec une société de production de spectacle vivant, Hook Up, gérée par Eliel Jougla. Pour la programmation, il appelle tous ses collègues rappeurs. Afin de les accueillir, il s'entoure de son manager Mehdi, de son DJ Rolxx et du maître de cérémonie MC R-Can. Ce dernier veille à ce que toutes les soirées du Demi Festival se passent dans l'esprit hip-hop. « *En dix ans, on n'a jamais eu de bagarre* », souligne Demi Portion.

JoeyStarr, Ossem...

JoeyStarr y jouera cette année pour la première fois, tandis que Rim-K, du 113, ou Oxmo Puccino viennent quasiment tous les ans. Et puis il y a les artistes indépendants, les jeunes pousses repérées par Demi Portion tout au long de l'année : « *Ossem, une rappeuse et comédienne de Nîmes encore confidentielle, va jouer avec des légendes comme Lino, d'Ârsenik. Les artistes viennent d'horizons différents. Par exemple, La Fondation de Grenoble est un groupe qui s'est presque créé à Sète. Ce sont d'anciens SDF, qui avaient été accueillis par la Fondation Abbé Pierre dans l'auberge du Lazaret, à Sète*. »

Son autre obsession ? Programmer des groupes : « *Il y a beaucoup de rappeurs solos en France. Ça me tient à cœur de maintenir le collectif dans le rap*. » Le succès du festival se trouve dans cet équilibre entre artistes confirmés, rappeurs inconnus et groupes des années 1990 : « *C'est grâce à cette programmation qu'on ne retrouve pas dans les festivals "mainstream" que le festival réussit à faire la différence, analyse Rachid Daïf. En tant qu'artiste, je suis souvent programmé avec les mêmes collègues, et ce sont les mêmes plateaux d'un festival à l'autre...* »

Comme tous les festivals, le Demi reçoit une subvention de la ville, employée pour organiser un concert gratuit, avec des scènes flottantes pour accueillir le maximum de public sur les quais. « *L'argent public, on le rend au public* », résume Demi Portion, qui se refuse à l'utiliser pour attirer des têtes d'affiche : « *Je ne me vois pas donner 50 000 euros à un artiste et 1 000 à d'autres. Ici, personne n'est plus haut que l'autre, tout le monde est accueilli pareil*. » Le public, comme les artistes. ■

STÉPHANIE BINET

Le Demi Festival, Théâtre de la Mer, à Sète (Hérault), du 5 au 9 août.

A Mancos Canyon, les Indiens ne faisaient pas de quartier

Sept nuances de cannibalisme – 4/7 – Il y a 900 ans, dans un village anasazi du sud-ouest du Colorado, une trentaine d'individus ont été traités comme des animaux de boucherie

En 1981, le paléoanthropologue Tim White, jeune enseignant à l'université de Californie, à Berkeley, est invité à examiner Bodo, au Musée national d'Éthiopie, à Addis-Abeba. Ce crâne vieux de 600 000 à 700 000 ans avait été trouvé en 1976 dans la vallée de l'Awash. « J'ai aussitôt remarqué des marques de découpes à l'intérieur de l'orbite, et sur l'os de la joue », se souvient-il. Étaient-ce des traces de cannibalisme ? Deux ans auparavant, un ouvrage de l'anthropologue William Arens (université Stony Brook, New York), intitulé *The Man-Eating Myth* (« le mythe du mangeur d'homme », Oxford University Press, non traduit), avait fait grand bruit dans les cercles ethnographiques. Arens prétendait que, en dehors de circonstances liées à la survie (famines, accidents), le cannibalisme « culturel », c'est-à-dire socialement accepté pour des raisons guerrières et/ou rituelles, n'avait jamais existé. Comment trancher cette question ?

« J'ai décidé de relever le gant », nous raconte Tim White, depuis Burgos (Espagne), où il vit aujourd'hui. Cette plongée dans le cannibalisme l'a conduit loin de ses terrains habituels d'Afrique, mais plus près de son alma mater. En 1973, des fouilles dans un ancien village anasazi, à Mancos Canyon, dans le sud-ouest du Colorado, avaient mis au jour une trentaine d'individus suspectés d'avoir été victimes de cannibalisme, vers 1100 après J.-C. La scène du crime était quasiment intacte. Entre 1985 et 1990, Tim White, qui avait obtenu de la tribu de Ute Mountain la permission d'étudier ces 2106 os provenant d'hommes, de femmes et d'enfants, a patiemment examiné chacun d'entre eux à la recherche de marques de découpe, de raclage, de désarticulation, de scalpage, de cuisson, etc. Dans son ouvrage *Prehistoric Cannibalism at Mancos 5MTUMR-2346*, paru en 1992 chez Princeton University Press (« cannibalisme préhistorique à Mancos 5MTUMR-2346 » [le nom du site], non traduit), il apportait les résultats les plus complets à ce jour sur des actes de cannibalisme anciens.

Myoglobine humaine

Avant Tim White, Paola Villa (1939-2024) et ses collègues estimaient avoir « prouvé sans doute possible » que des humains dont les restes avaient été jetés il y a environ 6000 ans dans des dépotoirs de la grotte de Fontbrégoua, dans le Var, avaient été cannibalisés. La chercheuse italienne proposait quatre critères : que les ossements humains portent des traces de boucherie similaires à celles laissées sur les animaux ; que les cassures pour extraire la moelle soient identi-



OLIVIER BALEZ

LA CUISSON DANS
LES RÉCIPIENTS
EN CÉRAMIQUE
LAISSE DES TRACES
SPÉCIFIQUES DE
POLISSAGE SUR LES
EXTRÉMITÉS DES OS

ques ; que l'on s'en soit débarrassé de la même manière que des restes animaux ; que l'on y retrouve des traces de cuisson.

Tim White va s'ingénier à raffiner encore ces critères. Pour lui, la disparition de la partie spongieuse des ossements – « l'extrémité arrondie des os figurant sur le drapeau pirate », dit-il – constitue un indice supplémentaire d'extraction de nutriments. Il importe aussi que les coups portés marquent une intention alimentaire, et que les traces visibles au microscope électronique soient différentes de celles laissées par d'autres processus dits taphonomiques – transport naturel, piétinement, crocs d'animaux, etc. Enfin et surtout, Tim White a établi que la cuisson dans les récipients en céramique laisse des traces spécifiques de polissage sur les extrémités des os.

« Personne n'avait auparavant décrit le "pot polish", note Tim White. C'est ce qui arrive quand vous cuisinez avec des os pour faire apparaître le gras à la surface de la soupe. » Pour l'anthropologue Shannon Novak (Syracuse University), c'est là un des apports majeurs. Elle-même a confirmé le phénomène du « pot polish » avec des ustensiles en métal, pour un cas plus récent de cannibalisme présumé (nous y reviendrons dans l'épisode suivant). Mais à Mancos Canyon, les sceptiques du cannibalisme exigeaient toujours plus de preuves, arguant qu'il aurait pu s'agir de rituels funéraires. Une réponse imparable est venue en 2000 d'un site proche, appelé Cowboy Wash. Richard Marlar (université du Colorado) et ses collègues ont pu extraire de la myoglobine humaine, une molécule issue du cœur et des mus-

cles, de la surface d'ustensiles de cuisson. Autre indice : des excréments humains fossilisés comportaient aussi des traces de myoglobine. La boucle était bouclée !

Aux États-Unis, la question du cannibalisme paléo-indien a pris un tour politique. En 1999, l'anthropologue Christy Turner (université d'État de l'Arizona) publie une étude archéologique du sud-ouest des États-Unis. Son livre a pour titre *Man Corn* (University of Utah Press, non traduit), une expression inspirée de la langue nahuatl des Aztèques désignant « un repas sacré de viande humaine sacrifiée, cuite avec du maïs ». L'image des Amérindiens en fermiers pacifiques était selon lui un mythe, leur monde violent laissant libre cours à de nombreux épisodes de cannibalisme, dont la pratique aurait été importée de Mésoamérique.

« Respect des ancêtres »

C'est peu dire que les descendants putatifs des Anasazis ont pris la chose à cœur. « Ils se sont sentis aliénés, primitivisés, après des siècles de colonialisme, alors même qu'ils se battaient pour le respect de leurs ancêtres », se souvient Shannon Novak. Depuis 1990, une loi fédérale sur la protection et la restitution des restes humains des peuples autochtones leur permettait en effet de récupérer les ossements détenus dans des collections publiques. Mais nombre de chercheurs, dont Tim White, longtemps responsable de l'ostéothèque de Berkeley, résistaient farouchement à ce mouvement, au nom de la science.

« Il est impossible aujourd'hui pour un professeur d'université de disposer des ossements d'Amérindiens pour l'enseignement », se désole-t-il. Lors de ces batailles procédurales, il estime avoir été « un bouc émissaire » pour des collections constituées par ses lointains prédécesseurs. Aucune des techniques nouvelles – analyse ADN, isotopes, protéomique – qui auraient permis d'en savoir plus sur l'origine des sacrifiés de Mancos Canyon n'a depuis été mise en œuvre sur leurs ossements. « Si cela arrive un jour, cela prendra du temps, prédit Shannon Novak. Il y a encore beaucoup de rancœur à ce sujet. Parfois la curiosité scientifique doit s'effacer, il faut se souvenir que ces restes humains sont liés à des personnes, à une histoire collective. » En attendant, Bodo a-t-il lui-même été cannibalisé ? « Je n'en sais rien, répond Tim White. Mon travail m'a rendu très prudent, même si, en science, il existe généralement un moyen de déterminer si un événement a eu lieu ou non. La question principale est celle du pourquoi. » ■

HERVÉ MORIN

Prochain épisode Quand la conquête de l'Ouest tourne au cauchemar

Quand des rêves en série empiètent sur le réel

Etranges nuits – 4/7 – L'hyperonirisme, peu documenté, engendre un sommeil non réparateur et une fatigue diurne

D' aussi loin qu'elle se souvient, M^{me} W., 40 ans, a rêvé sept nuits par semaine.

« J'ai l'impression que mon cerveau ne s'arrête jamais la nuit, ce qui me laisse épuisée dans la journée », résume-t-elle. Ses rêves n'ont rien de bizarre, ils incluent souvent des actes de la vie quotidienne, qui échouent systématiquement. M^{me} R., 38 ans, décrit elle aussi une activité onirique excessive, qui s'est aggravée depuis sa seconde dépression post-partum. « Mes rêves me marquent profondément, parfois pendant des jours, voire des semaines, au point que je peux les confondre avec des souvenirs réels », raconte-t-elle. Ces deux témoignages sont issus de l'étude de quatre patients (deux hommes, deux femmes) atteints d'hyperonirisme, publiée en juin dans

L'Encéphale par des chercheurs de Paris et de Strasbourg. Dans cet article, titré « La tyrannie des rêves », le professeur de psychiatrie et médecin du sommeil Pierre Alexis Geoffroy (hôpital Bichat, AP-HP) et ses collègues explorent ce phénomène peu connu, caractérisé par l'association de rêves intenses et continus, d'un sommeil non réparateur et de fatigue pendant la journée. C'est d'ailleurs la fatigue et une somnolence dans l'après-midi qui avaient amené M^{me} W. à consulter.

La première patiente hyperonirique dont se souvient le professeur Geoffroy était venue le voir pour des cauchemars. « En l'interrogeant, je me suis aperçu que ce n'étaient pas des cauchemars, c'est-à-dire des mauvais rêves qui réveillent, mais des rêves si intenses et si réalistes qu'elle se levait épuisée, détaille le médecin, auteur

de *La nuit vous appartient* (Robert Laffont, 342 pages, 21 euros). Par exemple, elle s'était mise à rêver des Rolling Stones, qu'elle devait aller voir en concert. Dans ses nuits, elle les connaissait très bien, vivait des tas d'aventures avec eux. Elle en avait tellement marre qu'elle n'avait même plus envie d'aller les écouter chanter ! »

Souffrance émotionnelle

Ni cauchemars, ni rêves lucides (dans lesquels le dormeur a conscience de rêver), ni troubles du comportement en sommeil paradoxal, ni anomalies du sommeil en lien avec des prises médicamenteuses, ces rêves en excès ont été décrits pour la première fois en 1995 par les médecins américains Mark Mahowald et Carlos Schenck, qui les avaient baptisés « rêves épiques ». Depuis, le sujet reste peu docu-

menté et n'apparaît pas dans les classifications internationales des maladies psychiatriques (DSM-5) ou du sommeil (ICSD-3). Les quatre cas étudiés ont tous été évalués dans des centres de référence de médecine du sommeil et en psychiatrie. Outre le débordement onirique, le sommeil non réparateur et la fatigue diurne, ces patients de 38 ans à 74 ans décrivent des symptômes comme des troubles de l'attention, de la mémoire ou une souffrance émotionnelle. Un contexte de dépression, d'anxiété ou d'insomnie est retrouvé chez certains. Le bilan somnographique est globalement normal, soulignent les auteurs, qui estiment que l'hyperonirisme pourrait être une entité particulière, à l'interface de la médecine du sommeil et de la psychiatrie. Ils proposent des critères de diagnostic. Objectifs :

faire rentrer ce trouble dans les classifications internationales pour stimuler la recherche et améliorer la prise en charge des patients, dont la qualité de vie peut être altérée. « L'hyperonirisme est méconnu, mais n'est sans doute pas si exceptionnel », ajoute Pierre Alexis Geoffroy, qui invite les personnes concernées à répondre à un questionnaire en ligne. Pour l'heure, les options thérapeutiques sont limitées. Celles utilisées dans la maladie des cauchemars comme la répétition d'imagerie mentale, certaines psychothérapies ou encore la prazosine pourraient être évaluées, tout comme les médicaments modulant le sommeil paradoxal. ■

SANDRINE CABUT

Prochain épisode L'Hyperonirisme idiopathique, un sommeil interminable

La Chine cache la mort d'une enfant après une thérapie génique

MÉDECINE - Atteinte d'une maladie génétique rare, la fillette de 6 ans avait eu une injection d'un traitement expérimental en 2025, révèle une enquête de la revue « Science ». De nombreuses règles d'éthique et de sécurité ont été transgressées, selon la communauté scientifique

PÉKIN - correspondant

Elle avait 6 ans, était atteinte d'une maladie génétique rare, mais aurait pu vivre bien plus longtemps. Une enquête de la revue *Science* et du site spécialisé *Retraction Watch*, publiée le 23 juillet, révèle que cette petite fille, surnommée « Mei », est morte en mars 2025 des suites d'une thérapie génique menée en Chine. Un essai clinique qui a transgressé de nombreuses règles d'éthique et de sécurité.

Baptisée « syndrome de Snijders Blok-Campeau », la pathologie de Mei est connue chez moins de 300 patients dans le monde. Elle est due à une mutation qui perturbe le fonctionnement d'une protéine-clé de la machinerie de l'ADN cellulaire, provoquant des atteintes physiques et cognitives pouvant évoquer un trouble autistique. Chez Mei, le responsable est un changement infime, une seule « lettre » – appelée « base » – à la place d'une autre. En 2023, après le diagnostic, les parents de Mei entrent en contact avec Qiu Zilong, un neuroscientifique affilié à l'hôpital Xinhua et à l'université Jiaotong de Shanghai, en quête d'un traitement. Le chercheur chinois vient alors de déposer un brevet pour une thérapie génique appliquée au syndrome de Rett, une affection proche de celle de Mei.

Conséquences imprévues

Pour corriger ce genre de mutation, les scientifiques auront besoin d'un outil moléculaire capable d'éditer une seule des bases du génome, ainsi que d'un virus modifié pour le transporter jusque dans les cellules. Une biotechnologie de pointe au développement coûteux, financé par les parents à hauteur de 756 000 euros par le biais de versements à des fondations et entreprises impliquées. Fin 2024, l'équipe de Qiu Zilong obtient des premiers résultats intéressants. Après avoir reproduit la mutation et le syndrome de Mei chez des souris, les chercheurs parviennent à les « guérir » grâce à une injection dans le sang. Chez le singe, les données concluent qu'un autre vecteur viral, celui qui sera finalement utilisé chez Mei, permet de toucher efficacement les cellules cibles du cerveau.

DES ESSAIS SUR QUATRE SINGES MONTRAIENT DES DOMMAGES AU FOIE, ET POUR L'UN AUX REINS

Cette phase préclinique, résumée dans un article soumis à la revue *Nature* en décembre 2024, a manifestement convaincu le comité d'éthique de l'hôpital Xinhua d'approuver le passage à l'essai clinique : l'injection du traitement à Mei. Un élément n'a cependant pas été évalué par le comité : une étude toxicologique de PriMed, l'entreprise chargée des essais sur les singes, montrant que les quatre primates étudiés présentaient des dommages au foie, et l'un d'eux aux reins.

En mars 2025, Mei meurt une semaine après l'injection du traitement dans le liquide céphalo-rachidien, qui circule dans la colonne vertébrale et le cerveau. Comme l'un des singes, elle présentait des signes d'atteinte rénale. Le comité d'éthique de l'hôpital estime que la mort est « sans aucun doute » liée à la thérapie, qui aurait provoqué des amas de plaquettes sur les parois de très petits vaisseaux sanguins (une microangiopathie thrombotique). Avant les révélations de *Science*, le drame n'avait pas été rendu public.

Après l'accident, les parents de Mei auraient demandé à Qiu Zilong de retirer l'article pour éviter de faux espoirs de traitements. Alors que la première version, accessible depuis janvier 2025, mentionne que la mutation étudiée avait été identifiée dans « le génome d'un enfant [présentant le syndrome] et de parents non affectés obtenus à l'hôpital Xinhua », et remerciait « les familles de patients pour leur participation et soutien à l'étude », ces deux éléments ont disparu de la version finale parue en février 2026.

Les scientifiques interrogés par *Le Monde* émettent de sévères critiques. « On a vraiment l'exemple d'un groupe de chercheurs très ambitieux, qui connaissent leur travail, mais qui, pour être à tout prix



Le neuroscientifique Qiu Zilong, à Chengdu (Chine), le 17 octobre 2015. LI YIBO/XINHUA VIA AFP

les premiers, ont ignoré plein de sonnettes d'alarme », déplore Bana Jabri, directrice de l'Institut Imagine à Paris, spécialisé dans les maladies génétiques. « Leur approche globale était logique », reconnaît la chercheuse. Qu'il s'agisse de l'édition de base, des vecteurs utilisés, ou de l'injection visant le cerveau, chacune de ces techniques avait déjà connu de « grands succès » thérapeutiques, souligne-t-elle. Mais l'essai d'un nouveau traitement chez l'humain n'a jamais rien d'anodin. D'autant plus que le contexte appelait à la prudence. La nature de la mutation et du gène touché rendait sa correction difficile et les conséquences imprévues potentiellement très graves.

Les jours de Mei n'étant pas en danger à court terme, de tels risques ont de quoi remettre en cause la précipitation. « Ce n'était pas du tout une thérapie qui allait de soi. Il aurait dû y avoir un arrêt total de l'expérience après les

lésions observées chez les singes, avec une investigation et une réanalyse des résultats. Ne pas tenir compte de ces complications est totalement inacceptable », martèle Bana Jabri. Tout comme l'absence d'une autorisation et d'une supervision de l'essai par une instance nationale indépendante.

Argent et passe-droits

« Quand il y a des morts dans un essai clinique, c'est toujours la même chose : un manque de prudence, notamment dans la prise en compte des signes à bas bruit », ajoute Hervé Chneiweiss, neurobiologiste et directeur du comité d'éthique de l'Inserm. L'accident lui-même aurait dû être rendu public. « C'est un principe d'éthique et d'intégrité basique », selon lui. L'encrement des pratiques hospitalières et de la recherche médicale est un problème de longue date en Chine. L'argent et les passe-droits sont la règle à l'hôpital pour accé-

der à un service premium. Les chercheurs interrogés par *Science* appellent à une réévaluation totale des données publiées et soumises à *Nature*, ainsi qu'à une transparence totale des financements. « Aucune information à propos d'un essai humain prévu ou en cours ne nous a été transmise », indique Victoria Aranda, l'une des rédactrices en chef de *Nature*, contactée par *Le Monde*. Elle ajoute qu'une enquête a été ouverte au sujet des préoccupations soulevées par l'article, qui affiche désormais une « note de l'éditeur ».

Qiu Zilong n'a pas donné suite aux e-mails du *Monde*, mais a affirmé au *South China Morning Post* que « toutes les réponses seront données par la direction » de la faculté de médecine de l'université. Dans un communiqué partagé le 26 juillet, l'université dit prendre « très au sérieux les récents articles en ligne concernant les recherches médicales publiées

par un chercheur de [son] institution dénommé Qiu, ainsi que les études cliniques menées à l'hôpital Xinhua qui [lui] est affilié ».

Ce cas n'est pas sans évoquer les graves dérives constatées dans l'affaire dite « du docteur Frankenstein chinois » et des trois « bébés Crispr ». En 2018, le chercheur He Jiankui révélait avoir modifié en secret l'ADN d'embryons humains pour essayer de les rendre résistants au VIH. Condamné à trois ans de prison, il avait vu son expérience unanimement dénoncée par la communauté scientifique mondiale. Dans une lettre ouverte d'une centaine de professionnels chinois dénonçant ces pratiques se trouvait un certain Qiu Zilong. Malgré cette mise en lumière du manque de garde-fous en la matière en Chine, les révélations de *Science* soulignent la persistance de pratiques problématiques. ■

AXEL FAVROT (À PARIS)
ET HAROLD THIBAUT

Derrière les chants d'oiseaux, huit motifs de base combinés

ZOOLOGIE - En s'appuyant sur plus de 116 000 enregistrements, des chercheurs ont identifié la grammaire de 3 160 espèces de passereau

C'est assurément une des merveilles de la nature. Un éblouissement quotidien qui saisit les artistes, fascine les scientifiques et invite chacun de nous à l'humilité. Un mystère, également, tant le concert de l'aube semble infiniment varié. Pourtant, dans un article publié jeudi 23 juillet dans la revue *Science*, une équipe internationale conduite par des chercheurs de l'université de Saint-Etienne et de l'Ecole pratique des hautes études-PSL vient de révéler la structure cachée derrière ces gazouillis. En analysant plus de 116 000 chants d'oiseaux, ils en ont dégagé les « briques élémentaires » et mis ainsi au jour une organisation étonnamment simple, basée sur seulement huit motifs.

Voilà plus de trente ans que l'équipe de Nicolas Mathevon tente de décrypter les communications acoustiques des animaux,

pour « comprendre comment ils codent et décodent les informations dans les signaux », détaille le bioacousticien. Au sommet de la pyramide, graal des bioacousticiens, le chant des oiseaux. « Pas seulement en raison de leur beauté », souligne-t-il. Ils constituent aussi un modèle d'étude de l'apprentissage de la parole chez les humains. » Comme l'enfant, l'oisillon naît avec un potentiel vocal, mais c'est au contact de ses parents, ou de tuteurs, qu'il développe son langage.

Traditionnellement, les scientifiques ont, comme souvent, concentré leur énergie sur une espèce : le diamant mandarin. Soit une parmi les quelque 6 500 passereaux répertoriés. « Depuis longtemps, je rêvais de pouvoir étudier un espace acoustique beaucoup plus large, confie le chercheur. L'évolution technique l'a rendu possible. »

L'équipe a ainsi pu s'appuyer sur les centaines de milliers d'enregistrements rassemblés dans la base Xeno-canto. Des amateurs du monde entier y déposent leurs captations. Leur qualité est très variable, mais Quentin Bacqué, premier auteur de l'article, a mis au point un traitement automatisé afin d'extraire les enregistrements véritablement exploitables. Ce sont finalement plus de 116 000 chants, représentant 3160 espèces de passereaux, que les chercheurs ont pu étudier.

Cinq briques en moyenne

Cette analyse a permis de dégager huit motifs : trois types de trille (court, rapide, ultrarapide), trois types de sifflement (plat, faiblement modulé, très modulé), des successions de notes qu'ils qualifient de « chaotiques » et enfin des séries « harmoniques ». « C'est vraiment impressionnant

si l'on songe à la quantité incroyable de sons et à la diversité des chants produits par les oiseaux », salue Coen Elemans, bioacousticien à l'université du Danemark du sud.

Chaque espèce pioche dans cette petite boîte à outils pour se construire son propre vocabulaire. En moyenne, ce sont cinq briques qui sont utilisées pour construire un chant.

Mais lesquelles, et pourquoi ? « C'est là que l'étude est véritablement marquante », s'enthousiasme Coen Elemans. L'article met en évidence des traits directement associés aux caractéristiques biologiques de chaque espèce. « Quand les individus vivent éloignés les uns des autres, leur chant doit porter, ils vont donc privilégier des motifs simples, détaille Nicolas Mathevon. Même chose s'ils sont affublés d'un gros bec, qui ne permet pas de chant virtuose.

Ou encore pour les espèces monogames : les mâles ne doivent pas constamment séduire les femelles, donc n'ont pas besoin d'investir dans un chant trop complexe. »

Car tout ici est affaire de compromis. Un chant complexe permet de coder davantage d'informations, faire savoir à quelle espèce on appartient mais aussi d'avancer son identité personnelle, d'affirmer ses qualités... Autant de subtilités qui risquent de disparaître avec la distance ou dans un environnement défavorable à la propagation du signal. « L'hypothèse de l'adaptation acoustique », comme l'appellent les bioacousticiens faisait l'objet d'intenses controverses. « Je crois que nos analyses vont mettre tout le monde d'accord », estime Nicolas Mathevon. Les modélisations montrent en effet comment les chants complexes perdent en information à mesure que la den-

sité de la végétation, la température et l'humidité augmentent.

La distribution géographique des motifs se révèle éclairante. Aux forêts tropicales humides, où la densité végétale fait obstacle à la circulation sonore, les trilles lents et les sifflements plats ; aux forêts tempérées les sifflements modulés et les trilles rapides.

Ce « tableau périodique » des chants d'oiseaux, l'équipe entend l'étendre et l'utiliser. « Nous savons que les oiseaux subissent une disparition vertigineuse, rappelle Nicolas Mathevon. Quel rôle peut jouer la nature du chant et quelle conséquence cela peut avoir sur le répertoire vocal ? Une population moins dense va-t-elle simplifier son chant ? De premiers résultats en Australie semblent l'indiquer. »

Les chercheurs entendent aussi étendre leurs travaux aux grenouilles et aux mammifères. ■

NATHANIEL HERZBERG

EN SÉRIES

Spielberg impose son style au sein du Nouvel Hollywood

Spielberg, le spectacle d’une vie – 2/6 – Avec Francis Ford Coppola, Martin Scorsese, George Lucas et Brian De Palma, le réalisateur fait partie d’un groupe informel de cinéastes qui, au début des années 1970, révolutionne l’usine à rêves

Cette première fois, Francis Ford Coppola ne tient surtout pas à l’effacer. En 2019, assis sur sa chaise de jardin vert bouteille, face à ses vignobles de la Napa Valley, à une centaine de kilomètres de San Francisco, le réalisateur d’*Apocalypse Now* (1979) garde un souvenir photographique de sa première rencontre avec Steven Spielberg. Ce souvenir date de juin 1967. Coppola tourne son troisième film, *La Vallée du bonheur* (1968), une improbable comédie musicale avec Fred Astaire et Petula Clark, sur un plateau de la Warner Bros. Il vient de fêter ses 28 ans, et il possède déjà une aura hors du commun auprès des aspirants réalisateurs. Il impressionne par ses projets grandioses, d’une ambition démesurée. Comme celui de bâtir un studio de cinéma où les artistes prendraient l’ascendant sur les financiers.

« La porte de mon bureau restait ouverte à n’importe quel étudiant en cinéma, nous raconte le cinéaste. Il suffisait de la pousser pour me parler. » Entre un jour dans son bureau un étudiant de l’université californienne de Long Beach State, 21 ans à peine. Coppola est frappé par son accoutrement : un jean en toile grise, une chemise à moitié boutonnée, des baskets usées. Il zozote légèrement. Sa peau conserve des traces d’acné juvénile. Quand nous demandons à Coppola quelle impression lui a fait le jeune Spielberg, au-delà de l’apparence vestimentaire, et en faisant abstraction de la suite de sa carrière, le réalisateur américain demande d’abord à se refaire un expresso. Après le second café, il trouve la formule : « Le gamin donnait l’impression d’avoir toujours une longueur d’avance. Ce n’est pas courant. »

Cette rencontre préfigure un mouvement informel, nommé Nouvel Hollywood par les historiens du cinéma, qui réunit cinq cinéastes majeurs : Francis Ford Coppola, Brian De Palma, George Lucas, Martin Scorsese et Steven Spielberg. Parce qu’il est l’aîné, Coppola est le parrain du mouvement, un statut confirmé par *The Godfather* (*Le Parrain*, 1972), film d’une exceptionnelle qualité. Ce qui les réunit tient moins d’une esthétique que d’une attitude, un « look », une insolence, des certitudes tranchées, une camaraderie aussi, le désir d’échanger et de partager des projets, d’être soudés pour devenir plus forts, la volonté d’affirmer un statut d’auteur. Pas de Nouvelle Vague en eux, même s’ils en connaissent la filmographie sur le bout des doigts. Toujours est-il que leurs œuvres réunies révolutionnent et dominent le cinéma américain pendant au moins vingt ans.

En 1967, le nom de Spielberg résonne vaguement aux oreilles de Coppola. Il vient d’en entendre parler par l’un de ses protégés, George Lucas. Quelques jours plus tôt, à l’Université de Californie, campus de Los Angeles (UCLA), sont présentés les courts-métrages de fin d’année des étudiants du département de cinéma ainsi que ceux de l’école concurrente de la ville, l’université de Californie du Sud (USC). Depuis le milieu des années 1960, ces deux établissements sont un marchepied pour travailler à Hollywood. Elles incarnent deux facettes de l’industrie du cinéma. D’un côté, la très conventionnelle USC, dont George Lucas est l’élève ; de l’autre, l’excentrique UCLA – « *Funky UCLA* » comme elle est surnommée. John Milius, le scénariste d’*Apocalypse Now*, ancien élève de l’USC, y voit des différences : « Nous donnions le meilleur de nous-mêmes pour se rendre désirable aux yeux d’Hollywood. En face [à l’UCLA], c’était autre chose. C’était le genre à filmer des filles nues en train de courir dans un cimetière. Ils étaient... comment dire ? Plus à gauche, un peu plus haut perchés aussi. Ils forçaient sur les substances chimiques et fumaient des trucs bien plus forts. »

L’ART DE L’IMPOSTURE

Steven Spielberg n’est d’aucune école. Mais, passé maître dans l’art de l’imposture, il se faufile à l’UCLA. Il franchit par exemple les contrôles de sécurité des studios Universal grâce à un ami de son père, employé dans la multinationale, ce qui lui permet de circuler d’un plateau de tournage à une salle de mixage puis de montage. « Que fout ce gamin ici ? », devient une phrase rituelle parmi les employés d’Universal, jusqu’à ce que ledit gamin s’inscrive dans le paysage.

C’est dans l’auditorium de l’UCLA que Spielberg découvre le court-métrage d’un certain George Lucas, *THX 1138 4EB* (*Electronic Labyrinth*) (1967), qui deviendra son premier film, *THX 1138* (1971) : dans une société futuriste, la population, enfermée dans des cités souterraines, est contrôlée par une police androïde. Les mots de Lucas à l’issue de la projection l’électrifient. Ce film lui apparaît bien supérieur à la quinzaine de ses propres courts-métrages. Spielberg, qui n’a que deux ans de moins que Lucas, serre son bras pour ne plus le relâcher afin de lui témoigner son admiration. « Nom d’un chien, qui est ce



Coppola, Scorsese, Spielberg et Lucas, à Los Angeles, en février 2007. JEFF KRAVITZ/FILMMAGIC, INC./GETTY IMAGES

SPIELBERG N'ARBORE
AUCUN TRAIT DE LA
JEUNESSE DE CES
ANNÉES-LÀ : IL IGNORE
TOUT DE LA CONTRE-
CULTURE, NE BOIT PAS,
NE FUME PAS...

comme Michael Curtiz et *Les Aventures de Robin des bois* (1938) ou David Lean et *Lawrence d'Arabie* (1962). Spielberg a des goûts conventionnels, constate le cinéaste. Sauf que son comportement ne l'est pas.

Une autre chose frappe Francis Ford Coppola. Ce post-ado étudie à Long Beach State, une université de seconde zone. Pourquoi ne s'est-il pas inscrit à l'USC ou à l'UCLA, où il a lui-même étudié ? La réalité est que Spielberg n'y arrive pas, même s'il envoie chaque année un dossier pour tenter d'être transféré dans l'un ou l'autre de ces établissements. Ses notes sont insuffisantes. Un professeur d'USC lui explique même qu'il finira de toute façon par être envoyé au Vietnam.

Calé dans sa chaise de jardin, en 2019, Coppola nous raconte un autre épisode gravé dans sa mémoire concernant le jeune Spielberg. Le 14 novembre 1971, il organise une soirée chez lui, à San Francisco. Il vient d'achever le tournage du *Parrain*, qui sera un triomphe planétaire. George Lucas lui glisse que, le même soir, la chaîne ABC diffuse *Duel*, un téléfilm – qui deviendra un film distribué en salle en Europe – précédé d'une réputation formidable. L'histoire ? Sur une route américaine déserte, un camion-citerne poursuit un représentant de commerce qui roule tranquillement en voiture. L'auteur est ce gamin venu cogner quatre ans plus tôt à sa porte. A 24 ans, Spielberg a fait du chemin. Il est le plus jeune réalisateur engagé par Universal, où il met en scène depuis deux ans des épisodes de séries télévisées. C'est sous l'égide de ce studio qu'il signera ses films les plus marquants : *Sugarland Express*, *Les Dents de la mer*, *E.T.*, *Jurassic Park*, *La Liste de Schindler*, jusqu'à son plus récent opus, *Disclosure Day*.

LE MONARQUE EXPÉRIMENTÉ

A 20 h 30, lors de la soirée chez Coppola, George Lucas s'éclipse à l'étagé et allume la télévision. Il découvre, avec *Duel*, un film presque sans dialogue, à l'intrigue minimale. Il n'existe pas de solitude plus grande que celle de cet homme poursuivi sans raison, incapable de discerner le visage de son agresseur, jamais en mesure d'expliquer à son entourage la nature de son cauchemar. Lucas est bouleversé. Il arrache Coppola à ses invités durant la pause publicitaire et lui demande de venir jeter un œil. Ce dernier reste rivé à l'écran avant de rejoindre ses invités. « Quand je vous dis que ce gamin avait une longueur d'avance, conclut Coppola, je voyais juste. »

Toujours en 1971, le scénariste Matthew Robbins rencontre Steven Spielberg. Un rendez-vous fructueux, qui débouchera sur une collaboration au long cours. Robbins écrira le scénario du premier long-métrage de cinéma de Spielberg, *Sugarland Express* (1974), puis ceux de *Rencontres du troisième type* (1977) et d'*E.T.* (1982). A la sortie du rendez-vous, il est frappé par le véhicule de ce réalisateur débutant : une Mercedes rouge vif. « Personne, dans notre génération, ne conduisait une voiture pareille, se demande encore Matthew Robbins. Elle était aussi hors de prix. Nom d'un chien, comment avait-il fait pour se l'offrir ? »

Robbins s'étonne aussi que le jeune Spielberg n'arbore aucun trait de la jeunesse de ces années-là : naïf, inexpérimenté, il est loin des combats politiques de l'époque. Il ignore tout de la contre-culture, ne boit pas, ne fume pas, ne se montre guère intéressé par les filles, se révèle très à l'aise avec l'argent, n'hésite pas à montrer qu'il en gagne. « La guerre du Vietnam, Nixon, l'assassinat de Martin Luther King et de Robert Kennedy, tout cela lui passait au-dessus. Dans mon école de cinéma à USC, personne ne pouvait passer à côté de ces questions. Mais Spielberg sortait de Long Beach State... Qui va étudier là-bas ? »

Matthew Robbins retrouve Spielberg quelques jours plus tard aux studios Universal. Il a à peine l'âge d'un prince mais se transforme en monarque expérimenté. « Je vois ce gamin déambuler avec naturel d'un plateau à l'autre, comme s'il était là depuis vingt ans, raconte le scénariste. Un accessoiriste lui expose son problème, Spielberg lui donne rendez-vous dans son bureau à 14 heures. Il déploie une autorité naturelle. Je n'ai jamais

mec qui s'accroche ainsi à moi ? », se demande le futur réalisateur de *La Guerre des étoiles* (1977). Lucas rapporte cet épisode à Coppola. « Du coup, souligne ce dernier, je me demandais si ce gamin, une fois entré dans mon bureau, accepterait d'en ressortir. »

Dans le bureau de Francis Ford Coppola, Steven Spielberg ne peut masquer son appréhension. Le voici pour la première fois, et peut-être la dernière, face à un réalisateur déjà en vue, qui plus est dans les prestigieux studios Warner. La barbe de Coppola intimide le jeune homme. Auparavant, les réalisateurs étaient glabres. La barbe deviendra le signe distinctif capillaire des réalisateurs du Nouvel Hollywood. Mais, cette année-là, elle relève du sacrilège. Le futur réalisateur du *Parrain*, de son côté, est frappé par la tignasse de Spielberg. Ses cheveux longs n'ont rien d'un effet de mode, en pleine période du Flower Power. Chez ce gamin, ils semblent à l'abandon.

La discussion qui s'engage étonne encore plus Coppola. Steven Spielberg, cinéophile avisé, ne se montre guère fasciné par les réalisateurs européens alors à la mode, François Truffaut et Jean-Luc Godard en tête. Il préfère l'Hollywood de l'âge classique, les orfèvres du grand spectacle qu'il est de bon ton de décrier,



George Lucas, sur le tournage de « Star Wars », en 1977. SUNSET BOULEVARD/CORBIS VIA GETTY IMAGES



Steven Spielberg, sur le tournage de « Disclosure Day », en 2025. NIKO TAVERNISE/UNIVERSAL PICTURES AND AMBLIN ENTERTAINMENT VIA AP

vu une chose pareille chez une personne aussi jeune. » Robbins laisse passer quelques secondes et ajoute : « Il lui manquait une chose cependant : des amis, un groupe, un écosystème où il pourrait s'épanouir. »

Steven Spielberg ne reste pas longtemps seul. En 1972, lorsque Brian De Palma frappe à sa porte, au St. Regis, un grand hôtel new-yorkais, il est d'abord surpris de découvrir un lieu d'un tel standing. Avec six films à son actif, la plupart expérimentaux, De Palma vit encore modestement. S'il est là, c'est parce que sa compagne, Margot Kidder (1948-2018), une actrice canadienne – elle incarnera Lois Lane dans *Superman* (1978), de Richard Donner –, l'incite à rencontrer Steven Spielberg, qu'elle a croisé chez Universal. « Tu verras, promet Margot Kidder, ce mec va te plaire. »

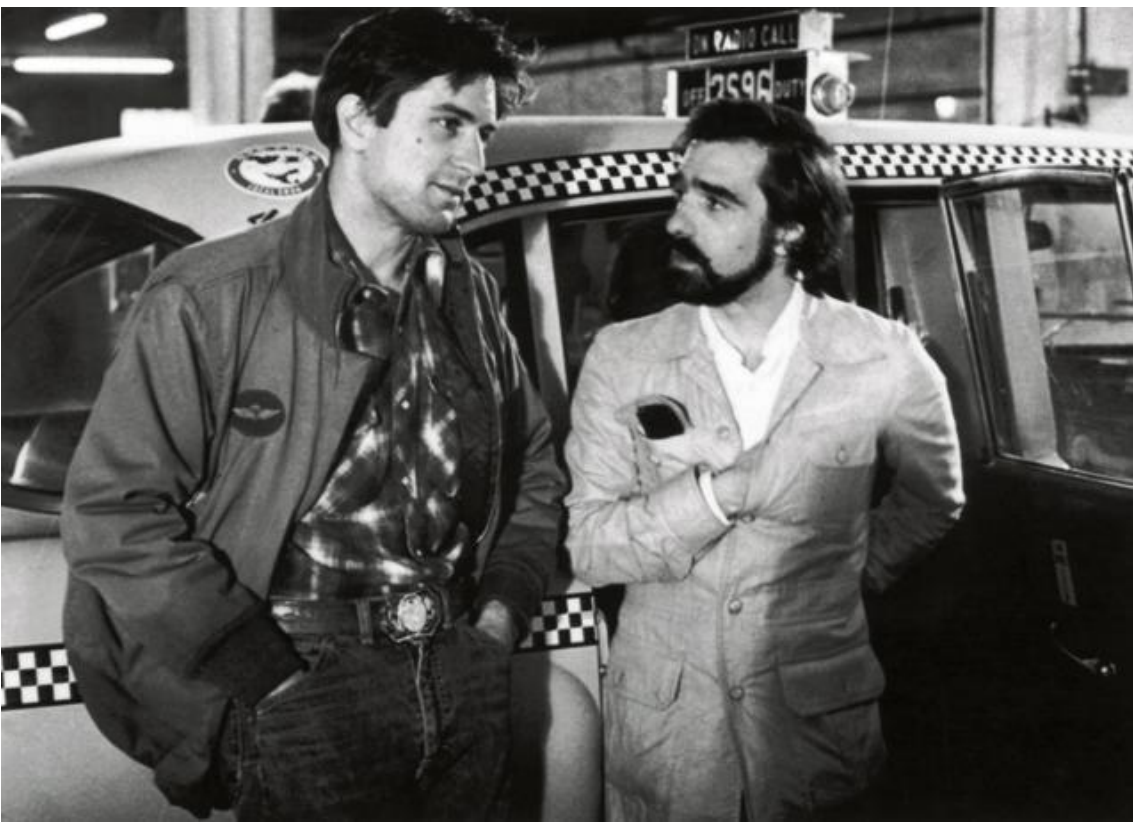
Spielberg est à New York pour les repérages de ce qui doit devenir son premier film pour le grand écran, *Cruising*, dans lequel un tueur en série sévit dans les milieux gay SM. C'est finalement William Friedkin qui tournera le film, avec Al Pacino dans le rôle du flic chargé de l'enquête. Spielberg demande au New-Yorkais De Palma de l'accompagner. « Voilà comment nous nous sommes retrouvés dans un sauna homo, nous raconte, amusé, le réalisateur de *Carrie au bal du diable* (1976) et de *Blow Out* (1981). J'imagine que sa carrière aurait pris un tour différent s'il avait fait le film. »

Constatant que sa carrière stagne à New York, Brian De Palma tente sa chance à Los Angeles. Il s'installe dans une maison louée à Trancas Beach par Margot Kidder et une autre actrice cherchant à se faire un nom, Jennifer Salt. Trancas Beach se trouve à Malibu, mais pas le Malibu en contrebas de Santa Monica qui symbolise de l'art de vivre californien, et où se doit d'habiter tout acteur, réalisateur ou producteur hollywoodien après avoir rencontré le succès. Un autre Malibu, plus au nord, désaffecté, où échouent les plus modestes.

Dans la première moitié des années 1970, les rejetés d'Hollywood ou ceux qui tentent de s'y frayer un chemin résident dans la maison de Trancas Beach ou viennent y passer le week-end : George Lucas après l'échec de *THX 1138* ; Martin Scorsese, que De Palma a rencontré à la fin des années 1960 sur les bancs de la New York University ; John Milius, auteur du scénario de *L'Inspecteur Harry* (1971) avec Clint Eastwood, et dont le nom a été retiré du générique par les producteurs ; Paul Schrader, qui y écrira le scénario de *Taxi Driver* (1976) et la première version de *Rencontres du troisième type* ; Michael et Julia Phillips, futurs producteurs de ces deux films ; et Steven Spielberg.

Au fil des mois, Trancas Beach est « le » lieu où il faut être. Et le refuge du Nouvel Hollywood. Margot Kidder et Jennifer Salt cuisinent, bronzent seins nus et apprécient la fête qu'elles veulent monstre. Presque tout le monde fume de l'herbe ou consomme des champignons hallucinogènes. John Milius surfe – il réalisera le plus beau film jamais tourné sur ce sport, *Graffiti Party* (1978). Mais Scorsese, Lucas et Spielberg restent en retrait, assis sur le sable en habit de ville, jamais en short ou en maillot de bain. Scorsese garde ses chaussettes. Spielberg refuse de toucher à la moindre substance. Il n'a pas le goût du risque et il a passé trop de temps aux urgences à accompagner plusieurs camarades de son université après une overdose de LSD.

L'éducation de Steven Spielberg se poursuit dans d'autres domaines. Son professeur de vie est John Milius, un personnage romanesque haut en couleur, qui dispose d'un ascendant sur ses camarades en raison de son machisme exacerbé. « Steven, ou plutôt Steve, car c'est



Robert De Niro et Martin Scorsese, sur le tournage de « Taxi Driver », en 1976. COLUMBIA PICTURES/GETTY IMAGES

ainsi qu'on l'appelait alors, raconte Matthew Robbins, était fasciné par Milius. » Ce dernier est un passionné d'armes à feu au point de se constituer un arsenal de premier ordre : armes de poing, fusils, pistolets de gros calibre, souvent des pièces de collection. C'est aussi un tireur d'élite, qui emmène Spielberg le week-end à des séances de ball-trap. « Steve s'est mis à acheter des fusils de chasse de collection, des trucs assemblés à la main qui pouvaient valoir jusqu'à 40 000 dollars pièce, confie Matthew Robbins. Après les armes, il s'est mis au vin. Je vous assure qu'avant de rencontrer Milius il n'avait jamais bu un verre de sa vie. Du jour au lendemain, il s'est acheté une cave à vin alors qu'il n'y connaissait rien. »

DE L'ANTI-HOLLYWOOD À HOLLYWOOD

Côté relations amoureuses, Spielberg affiche aussi un sacré retard. « Je l'ai vu avec des filles toujours superficielles, jamais rien de sérieux, se souvient Matthew Robbins. Vous sentiez qu'il n'était pas à l'aise. » Son conseiller, cette fois, c'est l'« expert » Brian De Palma, diplômé du Sarah Lawrence College, une prestigieuse université de la Côte essentiellement fréquentée par des jeunes femmes. C'est aussi Margot Kidder, qui racontera, en 1993, ce conseil qu'elle lui donne alors : « Pour le dégrossir, je lui ai dit : "Tu ne vas pas au lit avec tes chaussettes, tu offres autre chose que des cookies à la fille et tu évites les poèmes de Dylan Thomas !" »

Sinon, avec Scorsese et Schrader, Spielberg passe une grande partie de son temps à voir des films rares, muets, en noir et blanc dans la plus improbable salle de cinéma de Los Angeles – un terrain où il se montre autrement plus à l'aise. L'enjeu n'est pas théorique ou cinéphilique : se nourrir du passé pour trouver la manière dont chacun parviendra à révolutionner le cinéma ou, plus prosaïquement, à se faire sa place au soleil à Hollywood. La maison de Malibu joue ici un rôle central : pas seulement un lieu de formation à la vie, mais plutôt la rampe de lancement d'une nouvelle façon de faire des films grâce aux échanges collectifs. C'est là

LE GROUPE DU NOUVEL HOLLYWOOD SE DISLOQUE TRÈS VITE, AU BOUT DE CINQ ANS À PEINE, À LA FIN DES ANNÉES 1970

que des liens se nouent, que des conseils se donnent, que des projets prennent vie.

« La plupart des scénaristes et des réalisateurs à Trancas Beach cherchaient à s'entraider, confirme aujourd'hui Paul Schrader. On se montrait nos projets, nous échangeons nos scénarios, projections le premier montage de nos films. Nous n'étions pas grand-chose, pour la plupart des inconnus, et pourtant nous avions tous le sentiment que nous détiendrions le monde dans la paume de notre main. » Et le scénariste de *Taxi Driver* de conclure : « Trancas Beach se voulait l'anti-Hollywood. Nous l'étions, à notre manière. Puis, au milieu des années 1970, nous sommes devenus Hollywood. »

En quelques années, ces marginaux de Malibu se voient remettre les clés du royaume hollywoodien. Martin Scorsese réalise *Mean Streets* (1973), *Alice n'est plus ici* (1974) puis *Taxi Driver*. John Milius met en scène en scène trois films et s'impose comme un scénariste de très grand talent avec, entre autres, *Les Dents de la mer* et *Apocalypse Now*. Brian De Palma révèle son style baroque avec *Phantom of the Paradise* (1974) et *Carrie au bal du diable*. Steven Spielberg réalise *Sugarland Express* puis *Les Dents de la mer*, premier film de l'histoire du box-office à atteindre la barre jugée impossible des 100 millions de dollars de recettes.

En 1977, George Lucas et son space opéra *La Guerre des étoiles* frôlera les 200 millions de dollars de recettes. En moins de cinq ans, Trancas Beach supplante Hollywood.

La solidarité entre les membres du clan, qui favorise leur prise de pouvoir, se vérifie maintes fois. En 1976, Spielberg reçoit à son bureau un coup de téléphone affolé de Martin Scorsese qui lui explique que la Columbia, le studio qui finance *Taxi Driver*, veut couper tout le sang de la scène de carnage de la fin, en particulier la séquence où un gars perd ses doigts. Fou de rage, Scorsese veut tuer l'un des responsables de la Columbia. Spielberg, plus diplomate, l'en dissuade et lui propose d'atténuer les couleurs, de les rendre plus granuleuses afin que le rouge ressemble à du brun. Les financiers donneront leur accord, évitant à *Taxi Driver* d'être défiguré.

« RATTRAPÉS PAR NOS VIES »

En janvier 1977, George Lucas montre à ses proches le premier montage de *La Guerre des étoiles*. Une partie du collectif de Trancas Beach est présente : Steven Spielberg, John Milius, Brian De Palma, mais aussi Matthew Robbins et Jay Cocks, le critique cinéma du magazine *Time*. Martin Scorsese devait être présent mais a manqué son avion. Les invités s'enfoncent dans les fauteuils moelleux. A la fin de la projection règne un silence de mort. *La Guerre des étoiles* ne convainc pas grand monde. Chacun prend sa voiture pour se retrouver dans un restaurant chinois afin de débriefier.

Brian De Palma dit ne rien comprendre au film. « J'avais un gros problème avec la Force, reconnaît-il aujourd'hui, ce champ d'énergie qui donne du pouvoir. C'est quoi ce truc ? Qu'est-ce que ça signifie ? » Il se chargera d'écrire le carton introductif de *La Guerre des étoiles*, permettant au spectateur de comprendre ce qui se joue. Mais surtout De Palma, suivi par une majorité des convives, exprime avec une ironie mordante ses doutes quant au potentiel commercial du film. Spielberg l'interrompt. L'œuvre de Lucas fait preuve de naïveté, diagnostique-t-il, oui, mais c'est une énorme qualité à ses yeux – cette naïveté sera le moteur de nombreux personnages dans les futurs succès de Spielberg. *La Guerre des étoiles*, prédit-il, dépassera tous les records au box-office. L'histoire lui donnera raison.

Le groupe du Nouvel Hollywood se disloque très vite, au bout de cinq ans à peine, à la fin des années 1970. « C'était inévitable, explique, avec un brin de regret Brian De Palma, qui aime tant les groupes. Nous nous sommes mariés. Nous avons fondé une famille. Nous avons été rattrapés par nos vies. » Sans doute. Le fait de développer chacun des univers très différents à l'écran, qui plus est avec succès, a également contribué à la séparation.

Jamais, pourtant, un groupe de réalisateurs de talent n'est apparu aussi soudé dans l'histoire d'Hollywood. Au gré des occasions, Brian De Palma cherche toujours à revoir ses ex-compagnons. « Coppola, c'est compliqué, déplore-t-il. Il sort peu de ses vignobles à Napa Valley. George Lucas est devenu impossible à voir, il ne quitte plus sa maison de San Francisco, j'ai laissé tomber. Marty Scorsese, à la rigueur, il y a moyen de le voir dans ses bureaux à New York, en franchissant le barrage de ses secrétaires. » Spielberg, c'est infiniment facile. De Palma lui envoie un SMS, il répond dans la seconde. Son ami siffle, il arrive. « Steven est toujours prêt à courir. » ■

SAMUEL BLUMENFELD

Prochain article « Les Dents de la mer », blockbuster estival

Nettoyeurs de pistes à la base militaire de Villacoublay

Animaux-soldats – 2/6 – Dans les Yvelines, une buse de Harris et quatre autres rapaces diurnes font fuir les volatiles afin d’éviter les collisions avec les avions. Les fauconniers de l’armée de l’air perpétuent un art ancien originaire d’Asie



Eren, une buse de Harris, à Vélizy-Villacoublay (Yvelines), le 26 mai. GUILLAUME HERBAUT POUR «LE MONDE»

Quatre ans de service seulement et déjà un beau palmarès ! Eren peut se vanter d’avoir protégé le Falcon du président de la République, Emmanuel Macron, l’avion de Felipe VI, le roi d’Espagne, reçu en janvier à l’Elysée, ainsi que les neuf Alpha Jet de la Patrouille de France. Avec Django, Chronos, Soka et Guinness, ses copains de volière, Eren veille à ce que chaque aéronef circule en toute sécurité sur la base 107 de l’armée de l’air et de l’espace, située à Villacoublay (Yvelines), à proximité de Paris, où les 2 600 militaires et civils présents sont habitués à la rotation d’appareils VIP. Les cinq rapaces chassent les impertinents à plumes qui osent s’aventurer sur les pistes, menaçant alors d’entrer en collision avec les avions prêts à décoller ou à atterrir.

Les experts aéronautiques alertent régulièrement sur ce risque aviaire responsable de nombreux accidents parfois très graves. Comment oublier ainsi le spectaculaire amerrissage du vol US Airways 1549 ? Le 15 janvier 2009, trois minutes après son départ de l’aéroport de LaGuardia, à New York, l’Airbus A320 percute une formation de bernaches du Canada. Des flammes jaillissent des deux moteurs rapidement en panne. Seuls le sang-froid et l’habileté du commandant, Chesley Sullenberger, et de son copilote, Jeffrey Skiles, permettent d’échapper au pire. Le duo réussit à poser l’appareil sur le

fleuve Hudson, à la hauteur de Manhattan. Tous les passagers et les membres d’équipage en sortent indemnes, un miracle. Mais dans les ciels du monde entier, le danger persiste, les équipages le savent bien.

A Villacoublay, pour minimiser ce péril, les aviateurs comptent sur l’équipe de la fauconnerie composée, côté humain, de quatre militaires et d’un civil de la défense, et côté oisellerie, d’une petite troupe – quatre buses et un faucon sacre – à laquelle appartient Eren, le benjamin de la bande, né le 21 avril 2022, à Nantes. Le voici, porté au poing sur le gant épais de son binôme en treillis, le caporal Tom – les militaires ne déclinent plus leur identité complète par mesure de sécurité, sauf ceux dont la nomination est publique. De même, nous ne connaissons pas le numéro de la ba-

LA JOURNÉE D’EREN DÉBUTE AUTOUR DE 7 HEURES PAR LA PESÉE, UNE ÉTAPE-CLÉ. « S’IL N’A PAS FAIM, EREN NE PARTIRA PAS EN CHASSE »

gue du rapace. Il ne nous est pas communiqué afin d’éviter qu’il soit utilisé par des trafiquants pour régulariser un oiseau de proie élevé ou capturé illégalement.

Eren, cette arme fatale contre les crashes aériens, pèse 700 grammes, un poids plume, mais son œil perçant en dit long toutefois sur sa détermination. « Il est jeune et motivé, c’est un super gars », s’enthousiasme le soldat de 24 ans, ravi de nous le présenter. S’appeler Eren, c’est de toute façon une gageure, comme le confie son équipier. Dans le manga *L’Attaque des Titans*, imaginé en 2009 par le Japonais Hajime Isayama, Eren, le héros, est un adolescent qui a juré de châtier les Titans, des créatures monstrueuses qui ont dévoré sa mère. Le garçon poursuit ses ennemis sans relâche.

En cet après-midi d’été étouffant, l’oiseau au nom vengeur est, lui, au repos et se laisse aimablement photographier. Eren est une magnifique buse de Harris. Originaire d’Amérique centrale, ce rapace diurne au port royal est aussi connu sous le nom de « petit aigle du Mexique ». Plumage brun, épaulettes et cuisses d’un roux éclatant, bout de queue et croupion blancs, Eren de Villacoublay est de la digne lignée de ses congénères d’outre-Atlantique.

A gauche, à droite, devant, derrière, sa tête tourne à 270 degrés et scanne l’environnement. Aucun son ne lui échappe, et surtout pas la voix familière de Louis, le fauconnier civil de 29 ans employé par le ministère des armées. C’est lui qui l’a affaîté (dressé), établissant ce lien de confiance qui incite le rapace, une fois lâché, à revenir vers l’homme pour se nourrir, chaque déplacement donant lieu à une récompense.

Louis, dont le père est ornithologue, l’a ensuite confié au caporal Tom, attiré par la fauconnerie depuis l’adolescence. Sa description du caractère de la buse de Harris – sous-entendu de son petit Eren – vire à un émouvant panégyrique : « Elle est intelligente, perspicace, polyvalente, accommodante et surtout sociable, énonce-t-il. C’est rare pour un rapace de chasser en meute, eh bien, c’est le cas de cette espèce ! » Eren est arrivé à l’âge de 3 mois sur la base 107 et en « une trentaine de jours d’entraînement », précise fièrement Louis, elle a pu intégrer l’équipe aérienne, remplit son office entre le lever et le coucher du soleil. La nuit, quand les aéroports se mettent en sommeil, l’escadrille à plumes dort.

Un test fitness

L’été, plus de 10 000 oiseaux, des pigeons en grande majorité mais aussi des corneilles et des pies, font des allers-retours quotidiens entre le plateau céréaliier de Saclay et la forêt de Meudon. Le premier les nourrit, la seconde leur sert de dortoir. Ces brigades survolent Villacoublay et s’y arrêtent parfois. Pour Eren, Django, Chronos, Soka et Guinness, l’été est la saison la plus chargée. Après la migration des pigeons ramiers vers le sud, l’hiver se montre plus calme, même si les mouettes de la Seine aiment se poser aux abords du tarmac, quand le sol gorgé d’eau fourmille de délicieux vers de terre.

La journée d’Eren débute donc autour de 7 heures par la pesée, une étape-clé. « S’il n’a pas faim, Eren ne partira pas en chasse, et s’il est trop affamé, il manquera d’énergie et sa musculature pourrait en souffrir », explique le caporal Tom, détaillant le menu de son partenaire généralement composé de petits morceaux de caille, entre 70 et 80 grammes déchiquetés chaque jour.

S’il passe ce test fitness avec succès, Eren part au travail, trente minutes avant chaque mouvement d’avion. Conduit aux abords des pistes, son rôle est clair : retrouvant ses instincts de prédateur sauvage qu’il n’a jamais cessé d’être en dépit de son dressage, il doit y créer un climat d’insécurité. Le sympathique Eren endosse alors son costume d’« Erenator ».

« Les oiseaux posés près du tarmac sentent sa présence et préfèrent généralement décampier », témoigne Louis. Malheur aux autres ! Dotée de larges ailes – son envergure peut atteindre jusqu’à 120 centimètres –, la buse de Harris plane merveilleusement à basse altitude et ne laisse aucune chance à ses proies,

exerçant sur elles une pression de 50 à 60 kilos par centimètre carré quand elle les saisit. « Si l’un de nos rapaces réalise une prise, nous l’échangeons contre de la nourriture. Nous nous chargeons ensuite d’achever l’animal blessé », explique le fauconnier, espérant qu’il n’y ait, parmi elles, aucune espèce protégée.

Ce scénario d’attaque connaît parfois des ratés. Emporté par son élan de chasseur, il peut arriver à Eren de se lancer à la poursuite d’un lapin de garenne, son mets de prédilection. Capable de voler jusqu’à 70 kilomètres-heure, l’oiseau s’éloigne alors rapidement, « c’est pourquoi il porte sur son dos un minuscule harnais doté d’un GPS, afin que nous puissions le récupérer si nécessaire », précise le caporal Tom. Ces rares couacs n’enlèvent rien au mérite des auxiliaires à bec de l’armée de l’air. A la tête de l’escadron des services de circulation aérienne (ESCA) du site de Villacoublay, le commandant Marc n’hésite pas à vanter leur talent : « Les statistiques dont nous disposons montrent que les collisions aviaires ont diminué de 50 % sur nos bases aériennes équipées d’une fauconnerie. C’est un très beau résultat ! »

La technique n’est pas adaptable dans les aéroports civils, où les vols qui s’enchaînent empêchent les rapaces d’intervenir sur les pistes embouteillées. Afin de dissuader pigeons et autres de stationner, le personnel au sol utilise soit des pistolets lance-fusée, soit des haut-parleurs diffusant des sons d’alarme ou des cris de détresse d’oiseaux. Efficace ? Pas vraiment, à écouter Louis : « Comme l’épouvantail sur lequel les étourneaux finissent par se poser, ces effarouchements pyrotechniques et acoustiques ne trompent pas longtemps les squatteurs d’une plateforme aérienne. Ils finissent par s’habituer aux bruits, alors que la proximité d’un prédateur les fera toujours fuir. »

C’est sur la base 125 d’Istres (Bouches-du-Rhône) que l’armée de l’air décida d’expérimenter, au début des années 1980, la chasse au vol, cet art ancien originaire des steppes d’Asie et qui, au Moyen Âge, parachevait l’éducation des chevaliers. Couronnée de succès, l’initiative fut élargie à quatre autres aéroports militaires : Mont-de-Marsan, Villacoublay, Saint-Dizier (Haute-Marne) et Avord (Cher), où les exploits d’Ortega, un faucon pèlerin femelle, suscitent encore l’admiration.

En décembre 2013, Ortega a évité à un E-3F Awacs (un avion de détection et de commandement considéré comme les yeux des armées dans le ciel) alors en phase d’atterrissage d’entrer en collision avec un groupe de vanneaux huppés et de pluviers dorés dissimulés dans la brume. Huit ans plus tard, lors d’une cérémonie officielle organisée à Chambord, le rapace, qui affichait plus de 500 prises à son actif, fut décoré « à titre exceptionnel » de la médaille de la Défense nationale, échelon bronze.

Les forces françaises ne sont pas les seules convaincues par l’action des oiseaux de proie. Depuis les années 2000, le Canada comme la Belgique ont installé des fauconneries sur plusieurs de leurs sites militaires. C’est aussi le cas de l’armée de l’air britannique, longtemps désespérée face à un risque aviaire élevé. Entre 1970 et 2015, les avions de la Royal Air Force ont essuyé 22 000 collisions. Quarante appareils ont été endommagés et leurs équipages parfois gravement blessés, rapportent les chiffres officiels. Aujourd’hui, une vingtaine de mini-athlètes à plumes veillent sur les bases anglaises. Le plus connu d’entre eux, en faction à Topcliffe, dans le Yorkshire, s’appelle Spitfire, en souvenir de l’avion de chasse rapide et fatal de la Royal Air Force, un as durant la bataille d’Angleterre, en 1940.

A Villacoublay, le calme d’Eren ne se dément pas. Il est si paisible qu’il met patte en plume, comme disent les fauconniers lorsque l’oiseau aspire à un peu de repos. Le caporal Tom et Louis le couvent des yeux, répétant qu’une fois en piste, il fait des merveilles. Nul doute que tous deux rêvent pour lui des honneurs reçus à Chambord par la championne Ortega. ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET

Prochain article Ros, le chien détecteur d’explosifs

BON VENT !



Le pot de départ improvisé de Gabou, viré de sa boîte

On a décidé de se passer de vous. On va vous proposer une transaction. Pas la peine de rester aujourd'hui, vous faites vos cartons. » On n'a rien vu venir. Dans cette salle de réunion, on reste scotchés. A nous quatre – trois hommes, une femme –, on compose le service de gestion de projets d'une boîte située dans le top 10 du e-commerce français. Elle est dirigée par ses quatre fondateurs, qui nous font face, l'air glacial. Ils ont notre âge, la trentaine, sont cool, organisent des fêtes où ils dansent torse nu sur les tables. Sauf que là, sans préavis, on nous met dehors. On demande maladroitement des explications. On nous rétorque « restructuration de service ». Et on nous fait comprendre que le temps presse. Il est 10 h 30. On demande un nouveau rendez-vous pour négocier les transactions financières. Et on lève le camp, sonnés.

En traversant les bureaux, on annonce la nouvelle. Sidération générale : « J'y crois pas ! Ils vous dégagent comme ça ? ! » On est plutôt populaires dans la boîte. Soudain les quatre boss apparaissent, furibards : « Ça suffit, vous quittez les locaux sur-le-champ ! Vous foutez la journée de travail en l'air ! » Alors on descend au café d'en bas, L'Ile enchantée, notre QG au cœur de Belleville, à Paris. En voyant nos mines défaites, le barman et les serveuses, qui nous connaissent bien, nous vannent gentiment. « C'est un peu tôt pour l'apéro, les poussins, qu'est-ce qui se passe ? — On vient de se faire virer comme des malpropres ! » On nous console avec un demi chacun. On réfléchit à la suite, on blague entre nous sur le pognon de dingue qu'on va réclamer. Un autre demi, on rigole.

Un collègue passe la porte – « Non, mais, les mecs, c'est quoi cette histoire ? » On se sent soutenus, ça fait du bien. On lui commande un demi. Un second collègue arrive. Même empathie, nouvelle tournée. Puis un troisième, un quatrième, un cinquième... Les uns après les autres, nos désormais ex-collègues nous rejoignent, c'est bientôt l'heure du déjeuner, le bar se remplit, la bière coule à flots. Tout le monde se marre : « Hé ! Y a quasiment plus personne au bureau ! » Au milieu de l'après-midi, le bar est plein à craquer.

D'un coup, surprise, les quatre dirigeants débarquent eux aussi à L'Ile enchantée. Toute la boîte est autour de nous, l'ambiance est *caliente*, on est passé aux mojitos, plus rien n'est grave, c'est la fiesta. « Vous faites un pot de départ ou quoi ? », demande l'un des boss. « Bah, on n'avait rien décidé, mais apparemment... oui ! » Silence pendant quelques secondes. Puis les boss lancent : « Eh bien dans ce cas, champagne ! » Les bouchons ont explosé pendant des heures. Les boss ont disparu au bout d'un moment, tout le monde était cuit et disait n'importe quoi. A partir de là, mes souvenirs sont vagues. Dans la semaine, on a trouvé un accord financier. On n'a plus jamais retravaillé pour eux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE-JOËLLE GROS

La personne qui témoigne a souhaité conserver un anonymat total. Son prénom a donc été changé.

Prochain épisode Le pot de départ nostalgique de Dominique

Maharishi Mahesh Yogi, le gourou des Beatles

Gourous et ashrams, la ruée vers l'Ouest – 2/6 – Exportée aux Etats-Unis à partir de la fin du XIX^e siècle, la philosophie hindoue exalte des générations beatniks. Certains maîtres, tel Maharishi Mahesh Yogi, acquièrent une influence internationale et comptent de célèbres adeptes, tels les « Fab Four »

En ce mois de février 1968, un convoi très spécial se dirige vers Rishikesh, dans l'Etat indien de l'Uttarakhand. Deux convois même, puisque les Beatles débarqueront en ordre dispersé dans cette petite ville située au pied de l'Himalaya, d'où les eaux sacrées du Gange coulent, encore pures et bleutées, avant de s'assombrir au cours de leur lente descente jusqu'au golfe du Bengale. Avec leurs compagnes, les quatre garçons de Liverpool ont décidé d'y retrouver un gourou particulièrement en vogue : Maharishi Mahesh Yogi.

Le « grand voyant » – c'est la signification de *maharishi* – est si populaire que le magazine *Life*, dans son édition du 9 février 1968, lui consacre un article intitulé « Year of the Guru » (« l'année du gourou »), au milieu d'articles relatant les horreurs de la guerre du Vietnam dans laquelle les Etats-Unis s'enlisent. De fait, les astres semblent s'être alignés pour ce petit homme d'origine modeste, né dans le centre de l'Inde en 1917 ou 1918. Ancien disciple du très respecté Brahmananda Saraswati, il ne peut malheureusement pas lui succéder à la tête d'une des écoles religieuses les plus respectées du pays, n'étant pas issu de la haute caste des brahmanes (les prêtres), les seuls à pouvoir y prétendre.

Alors, en 1957, il fonde à Madras, dans le sud de la péninsule, le Mouvement de régénération spirituelle, avant d'entamer, en 1959, une grande tournée internationale qui le conduira de l'Asie du Sud-Est à la Californie. Le Maharishi sait les beatniks, cette « génération cassée » des années 1950 en rupture avec le conformisme et la société de consommation, sensibles aux charmes des religions orientales. Pendant l'été 1967, les poètes Gary Snyder et Allen Ginsberg, figures de proue du mouvement, ont ouvert le Summer of Love, à San Francisco, en chantant le mantra « Om » – comme un passage de relais à la contre-culture hippie.

Rythme de vie monacal

La « méditation transcendante » (MT) est le nom que le gourou a donné à la méthode qu'il expose dans un best-seller paru en 1964, *La Science de l'être humain et l'art de vivre*, traduit en 15 langues et vendu à plus de 1 million d'exemplaires. Il la présente comme une alternative à l'usage du LSD, drogue fétiche des sixties, supposée être la voie royale vers l'extase. Mais le retour à la réalité après les trips mystiques n'est pas toujours très serein ; même Richard Alpert, jeune professeur de psychologie à Harvard et apôtre des psychédéliques, a fini par se sevrer après une retraite de six mois en Inde. Devenu Ram Dass, le « serviteur de Dieu », il sera le premier gourou d'origine américaine. Justement, les Beatles

RÉVEILS MATINAUX
AU CRI DES PAONS
SAUVAGES ; REPAS
EN PLEIN AIR
EN COMPAGNIE
DE BABOUINS
CHAPARDEURS...



Les Beatles et Maharishi Mahesh Yogi, à Rishikesh, dans le nord de l'Inde, en mars 1968. ARCHIVE/GETTY IMAGES

sont accros au LSD – jusqu'à lui consacrer, en 1967, la chanson au titre subliminal *Lucy in the Sky with Diamonds*. C'est par l'entremise de Pattie Boyd, épouse de George Harrison, que les « Fab Four » découvrent Maharishi Mahesh Yogi. Ils vont assister, en août 1967, à une de ses conférences au Hilton de Londres. Intérêt immédiat : dès le lendemain, les icônes hippies suivent le sage pour un séminaire de dix jours à Bangor, au Pays de Galles.

Pendant le séjour, terrible nouvelle : leur manager, Brian Epstein, a été retrouvé dans son lit, mort d'une overdose de barbituriques. Ce traumatisme, qui vient ternir l'immense succès de leur album *Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band* sorti en juin, achève de convaincre le groupe de l'urgence de se tourner vers le message bien moins toxique du gourou aux fleurs. En février 1968, la chanson *Across the Universe* est ponctuée du mantra « Jai guru deva om », formule de salutation rituelle employée au sein du mouvement du Maharishi.

Les Beatles ne sont pas les seuls à apprécier ce swami invariablement vêtu d'une robe de coton blanc, cheveux flottant sur les épaules : Mick Jagger, Marianne Faithfull, les Doors, les Beach Boys adhèrent aussi à la MT, rejoints par David Lynch, Clint Eastwood, Martin Scorsese, Jane Fonda ou George Lucas, pour ne citer qu'eux. Pas étonnant qu'en octobre 1975 le magazine *Time* lui consacre sa une, couleurs pop, avec ce titre : « Meditation : The Answer to All Your Problems ? » (« méditation : la réponse à tous vos problèmes ? »).

Pourtant, le séjour des Beatles dans l'ashram du maître a bien failli ruiner sa réputation. Non en raison de la rudesse des conditions de vie au milieu d'une jungle épaisse : les stars de la chanson bénéficient d'un accueil VIP, avec des bungalows équipés de tout le confort moderne – eau, électricité et meubles anglais. Ni à cause de la solitude : Mike Love, des Beach Boys, se trouve à l'ashram au même moment, ainsi que Mia Farrow – alors mariée à Frank Sinatra – et sa sœur Prudence, le chanteur folk Donovan Leitch et l'actrice Jane Asher.

Mais le rythme de vie s'avère monacal : réveils matinaux au cri des paons sauvages ; repas en plein air en compagnie de babouins chapardeurs ;

PENDANT
LEUR SÉJOUR,
LES BEATLES
SONT PRIS D'UNE
VÉRITABLE
EFFERVESCENCE
CRÉATRICE

séances de méditation individuelle pouvant durer plusieurs heures ; et *satsang*, des conférences pendant lesquelles le « phare de l'Himalaya » expose les principes de la philosophie indienne. George Harrison, authentique *soul seeker* et de surcroît passionné par les sonorités envoûtantes du sous-continent – il a appris le sitar auprès du grand musicien Ravi Shankar – s'investit corps et âme. Au contraire de Ringo Starr : indisposé par la cuisine épicée, et son épouse par les insectes, il plie bagage au bout de dix jours, rapidement suivi par Paul McCartney, lassé de l'enseignement spirituel.

Redoutable homme d'affaires

Si Lennon et Harrison font le choix de rester à Rishikesh, l'atmosphère se révèle oppressante. En cause, les rumeurs d'inconduite sexuelle dont le sage se rendrait coupable, notamment auprès de Mia Farrow. Surtout, les Beatles découvrent le Maharishi sous un angle qu'ils ne lui connaissaient pas, celui d'un redoutable homme d'affaires. Il aurait exigé des Britanniques un pourcentage des bénéfices de leur prochain album à déposer sur un compte suisse, ce que Lennon refusa catégoriquement.

C'est que le Maharishi entretient un rapport décomplexé à l'argent. Rare journaliste à avoir été admis dans l'ashram au moment du séjour du groupe anglais, Lewis Lapham relate, dans son livre *Avec les Beatles* (La Table ronde, 2005), une conversation avec le gourou : « Je lui posai quelques questions à propos de l'argent investi dans son organisation. Il contra chacune d'elles de son habituel éclat de rire haut perché et plein d'allégresse (...),

expliquant qu'il n'y avait rien de mal à gagner de l'argent. » D'autant que le Maharishi mène de nombreuses actions caritatives (installation d'écoles en Inde, sessions de méditation en prison...), qu'il faut bien financer.

Désabusé, John Lennon écrira la chanson *Sexie Sadie*, dont le titre original était *Maharishi* et les paroles initiales sans concession envers le gourou : « *Maharishi what have you done, you made a fool of everyone...* » (« Maharishi qu'as-tu fait, tu t'es foutu de tout le monde... »). Néanmoins, pendant ce séjour à Rishikesh, les Beatles sont pris d'une véritable effervescence créatrice. Délivrés des drogues, ils retrouvent une clarté d'esprit et une simplicité d'écriture dont témoigne le *White Album*, composé pour l'essentiel à l'ombre de leur bungalow indien, que Lennon et Harrison quitteront en avril 1968.

Plus tard, le groupe se réconciliera avec l'héritage du Maharishi, qui mourra en 2008 aux Pays-Bas. De même, Mia Farrow déclare dans son autobiographie (*Vers où je dois aller*, Fixot, 1997) avoir « *mal interprété* » un geste du sage. Il semblerait que ces rumeurs aient été forgées de toutes pièces par Alex Mardas, dit « Magic Alex », excentrique confident et « gourou technologique » de Lennon, à qui il présentait toutes sortes d'objets électroniques d'avant-garde. Inquiet de l'influence grandissante du Maharishi sur le chanteur, Magic Alex aurait tout simplement cherché à saboter sa crédibilité. Parfois, un gourou peut en cacher un autre.

En France, l'organisation fondée par Maharishi Mahesh Yogi a été signalée dans un rapport parlementaire sur la situation financière des sectes, en 1999 – un recensement jugé « *complètement caduc* » en 2005 par la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. Ce qui n'a pas empêché le mouvement de présenter plusieurs candidats du Parti de la loi naturelle, qui en émane, lors des élections législatives de 1993 et de 1997. Dans leur programme, la promotion du « vol yogique » – sorte de petit bond réalisé assis en tailleur – pour apaiser les individus et la société. ■

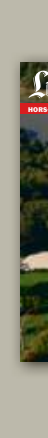
VIRGINIE LAROUSSE

Prochain épisode Sri Sri Ravi Shankar, « le gourou de la paix »



**en vente
actuellement**

En kiosque



Hors-série enrichi 144 pages



Hors-série



Hors-série



Hors-série - Saison 5



Hors-série



Magazine numéro 15

Nos services

Lecteurs

Abonnements
[Sur abo.lemonde.fr](http://abo.lemonde.fr)
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au
vendredi, de 9 heures à 19 heures, et
le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr

Source sûre
source.sure.eu



Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe de Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Grenoble.

M. Philippe Benoit,
son frère,
M^{me} Christine Vermorel,
sa belle-sœur
et son époux, Thierry Vermorel,
Laurence, Olivier, Daphné, Catherine,
Michel, Isabelle, Florent,
Amandine,
ses neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BENOIT,
survenu le 30 juillet 2026,
à Marseille,
à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Les obsèques auront lieu le 5 août,
au cimetière Saint-Jacques d'Échirolles,
dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Renée,
son épouse,
Antoine et Romain,
ses fils,
Lucie,
sa belle-fille,
Lou, Thalie, Hélio,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Alain DÉTRIE,
ingénieur INPG 1967,

survenu le 31 juillet 2026, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie aura lieu le 11 août,
à 11 heures, au crématorium du
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Dons pour l'hôpital Sainte-Périne
AP-HP.

Aix-en-Provence.

Jean, Marc, Françoise, Pouty,
Martine,
ses cousins,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Annick DOUGUÉDROIT,
climatologue,
professeur émérite
Aix-Marseille Université,

survenu le 25 juillet 2026, dans sa
quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le samedi
8 août, à 10 heures, au crématorium
des Milles (Bouches-du-Rhône).

Chambost-Longessaigne (Rhône).

À la douce mémoire de

Simone DROGUET
qui nous a quittés le 28 juillet 2026.

Avec le souvenir de

Robert,
écrivain.

Toulouse. Hong-Kong. Bruxelles.

Marie-Jacques Bidan,
son épouse,
Christile et Samuel,
ses enfants
et leur conjoint-e, Fernand et Anja,
Ses petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès
de

M. Marcel DRULHE,
sociologue,
ancien professeur émérite.

Chercheur scrupuleux, ses travaux
ont participé à l'émergence de la
sociologie de la vieillesse, et au
développement de la sociologie de la
santé. Enseignant attentif et marquant
pour ses étudiants, il a été un
collègue chaleureux et apprécié.

Les obsèques auront lieu le jeudi
6 août 2026, à 10 heures, en l'église
de Bruguères (Haute-Garonne).

Joanne Dryansky,
son épouse,
André et Larisa,
ses enfants
Ainsi que Ruth Louz,
sa belle-fille,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Gerry DRYANSKY,

survenu le 18 juillet 2026,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité.

Famille Dryansky,
29, avenue de Suffren,
75007 Paris.

M^{me} Myriam Stern-Osada,
M. Tsuyoshi Osada,
M^{me} Elisa Stern,
Deborah, Gabriel, Daniel et Emma,
Axelle et Leonor
Ainsi que toute la famille,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Michelle EBSTEIN GENIN,

survenu le 29 juillet 2026,
à Faro (Portugal),
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Marianne Aublet Frachon,
son épouse,
Félix Frachon et Alexia van Eyll,
Térence et son petit-frère à venir,
son fils et sa compagne, ses petits-
enfants,
Claire Frachon et Jean-François
Sellier, Jean-Luc Frachon et Catherine
Duhamel, Marc et Elisabeth Frachon,
Nathalie et Waldemar Gielarek,
ses frères et sœurs et leurs conjoints
Ainsi que toute la famille,

ont la profonde tristesse d'annoncer
le décès de

M. Dominique FRACHON,
banquier international
et haut fonctionnaire français,
homme tendre et humaniste lettré,
curieux de tous, ami indéfectible,
grand-frère aimant, époux dévoué,
père fantastique
et grand-père exceptionnel,

survenu le 29 juillet 2026,
à Bruxelles (Belgique),
à l'âge de quatre-vingts ans.

Une cérémonie religieuse sera
célébrée le 7 août, à 10 h 30, en
l'église de Saint-Cast, en Bretagne.

Suivront hommages à Bruxelles et
à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Contactez :
felix_frachon@hotmail.com

L'association pour la recherche scientifique sur les arts graphiques, Annie, son épouse, Nicolas, son fils Et Marie-Eve, sa fille de cœur, Vincent, son beau-fils Et Cécile, sa belle-fille, Pierre, Margaux, Lina et Maxime, ses petits-enfants, Les familles Didiot-Rycine, Algranti, Courcelle, Régnier Et ses proches amis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul GANDOLFO,
né le 27 septembre 1953,

chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres, ancien responsable du laboratoire photographique du Musée Albert Kahn Hauts-de-Seine (1978 - 1995), professeur à l'École nationale supérieure Louis Lumière (1995 - 2020), spécialiste de l'histoire de la photographie et des procédés alternatifs, grand passionné de montagne, de livres et de jazz,

survenu le 24 juillet 2026, à Paris, à l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 31 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre, à Bois-le-Roi, suivie de son inhumation, au cimetière de Bois-le-Roi.

M^{me} Hoai Jorland, son épouse,
M^{lle} Dieu Linh Jorland, sa fille,

ont le regret de faire part du décès de

M. Patrice JORLAND,
professeur d'histoire, conseiller culturel à Hanoï et Tokyo, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques, ancien président de l'AAFV,

survenu le 28 juillet 2026, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Un hommage lui sera rendu le jeudi 6 août, à 14 h 30, au cimetière parisien de Thiais (division 37).

Quotidiens

(prix de vente hors taxes)

INCLUS DANS L'ABONNEMENT

→ Le journal et ses suppléments
→ Tous les contenus numériques

Abonnez-vous

Pour compléter et à renvoyer à :

Je m'abonne à l'offre **Quotidiens** au lieu de 637€ (prix de vente hors taxes)

► 6 quotidiens et les suppléments thématiques
+ M le magazine du Monde
+ Tous les contenus du Monde et les applications
+ Les archives du Monde de la presse
+ L'application La Matinale

Je règle par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de l'éditeur du Monde

☐ Carte bancaire (paiement sécurisé) appelant le 03 28 25 71 71 du lundi au vendredi, de 9h à 19h, et le samedi de 10h à 18h.

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67/69, AVENUE PIERRE BELLEFÈRE, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex
Éditrice du Monde, responsable de traitement, traite vos données et services associés, (II) sous réserve de finalisation de vos sous produits et services et/ou ceux de ses partenaires, soit de ses partenaires et (IV) toute autre action marketing autorisée. Pour en savoir plus ou exercer vos droits (accès, rectification, lemonde.fr/contact). En cas de réclamation: www.cnil.fr. Si vous

Chinon.

Jenny Arasse,
son épouse,
Coline Madral Gratton,
sa fille,
Agnès et Luc Arasse,
ses beaux-enfants,
Sam, Noé, Chaïa, Yu, Kobo et Milo,
ses petits-enfants
Ainsi que toute la famille,

ont la grande tristesse de faire part
du décès de

**M. Philippe
MADRAL GRATTON,**

survenu le 31 juillet 2026,
à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Un dernier hommage lui sera rendu
le mercredi 5 août, à 11 heures, au
crématorium de Savigny-en-Véron.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part et
de remerciements.

PFG Services funéraires Chinon,
Tél. : 02 47 58 66 19.

Nous avons la tristesse d'annoncer
le décès de

Michel MASTROJANNI,

survenu le 30 juillet 2026.

Enologue respecté, auteur à succès
de nombreux livres sur le vin qui font
référence, Michel était un esthète,
curieux de nature, mélomane averti,
grand amateur de littérature, esprit fin
et éclairé, critique et intransigeant
dans ses choix, intéressé par la marche
du monde.

Il va beaucoup nous manquer.

La cérémonie religieuse aura lieu le
vendredi 7 août, à 14 h 30, en l'église
Notre-Dame, 5, place Samuel de
Champlain, à Rochefort (Charente-
Maritime).

Le Monde

Abonnement

dienn + numé

37€
(numéro)

169€ pour



ents livrés chez vous toute la se
ques sur le site et les applicatio

ous en ligne : abo.lemonde.fr

ulletin d'abonne

Le Monde - Service Abonnements

ien + numérique du Monde
(numéro).

ements ☐ M. ☐ Mme

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Email : _____

☐ Je souhaite recevoir les act

☐ Je souhaite recevoir les off

Tel : _____

NDÉS-FRANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 881 850 RCS Paris
ent sont consultables au lien suivant : <https://moncompte.lemonde.fr/>
collectées lors de l'utilisation de ses services pour les finalités suivantes
achat, gestion de votre contrat, (iii) amélioration des services et de vot
se de votre consentement (v) sauf opposition de votre part, actions
le loi. Pour vous opposer aux actions marketing par voie postale du
ement, opposition, portabilité, limitation des traitements) consultez no
rez un abonnement, assurez-vous que la personne concernée accepte

Souvenir

Gretta Schor,
sa veuve,
Jonathan, Paul, Marc, Elise,
ses enfants
et leurs conjoints,
Ses onze petits-enfants,

vous demandent une pensée pour

Jacques SCHOR,
7 janvier 1937 - 4 août 2016.

Actions pédagogiques

L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres organise des rencontres avec ses académiciens ouvertes aux lycéens dans le cadre de sa politique d'actions pédagogiques. A cette occasion des conférences en lien avec leurs programmes scolaires leurs sont présentées.



Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication,
membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction
Grégory Allix, Emmanuelle Chevalereau, Geoffroy Clavel,
Alexis Delcampre, Anne Eveno, Charles-Henry Groult, Benoît
Hopquin, Marie-Pierre Lannelongue, Cédric Pietralunga
Directrice déléguée au développement des services
abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs
Gilles van Kote
Rédaction en chef quotidien Laurent Borredon, Guillaume
Fraissard, Enora Ollivier, Philippe Ricard, Gabriel Richatot
Rédaction en chef Pierre Barthélémy, Emmanuel
Davidenkoff (Evenements), Coline Folliot, Nathalie Lecomte
(chefs d'édition), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin,
Nicolas Jimenez (photographie), Delphine Papin, Julie
Clarini (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Véronique Malecot
Directrice des ressources humaines du groupe
Isabelle Caroff
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente,
Gilles Paris, vice-président

rique

mois

En cadeau
Le tote bag Le Monde



aine

IQ6TOTB

252EMQAD6MTOTB

t

AII100 – 62066 Arras Cedex 9.

endant 6 mois pour **169€**,

@

s, les nouveautés et les offres du *Monde*.
ps partenaires du *Monde*.

Ne pas jeter sur la voie publique.

🇪🇺

est réservée aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine retournant ce formulaire, vous consentez à ce que la Société élève et gère votre compte, information sur les avantages utilisateur, (IV) actions marketing par voie numérique et par voie postale sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires, cocher cette case ☐ si vous souhaitez recevoir ces informations de manière confidentielle ou contactez notre DPO (<https://dpo.monde.fr>) si vos données ne sont collectées aux fins mentionnées ci-dessus.

Les mégafeux ouvrent une dimension inconnue de l'histoire humaine

Un sursaut est nécessaire pour éviter que des incendies incontrôlables ne nous entraînent vers des périls plus graves encore, avertissent les spécialistes du climat **Dominique Bourg, Marie-Antoinette Mélières et Franck Pupunat**

A-t-on vraiment pris la mesure de ce que sont les mégafeux ? Le phénomène reste relativement nouveau : pour la France, l'un des premiers mégafeux jamais advenus sur son territoire est celui qui touche la Gironde. En dépit des apparences, il y a une différence de nature entre les incendies que nous connaissions et les mégafeux.

Selon la ritournelle obsessionnelle des climatoseptiques, il y a toujours eu des canicules, des sécheresses, des cyclones, des inondations. Or en matière d'incendies, la nouveauté de ce qui nous arrive est plus évidente encore. A l'échelle mondiale, le premier des mégafeux de référence a été constaté au Canada en 2017. Leur avènement tourne une page de l'histoire de la nature, laquelle ?

Un mégafeu présente des caractéristiques qui le séparent des feux antérieurs par les nuages qu'il génère, les pyrocumulonimbus. La chaleur libérée au sol est telle qu'une colonne d'air chaud s'élève, jusqu'à franchir parfois la barrière de la tropopause (vers 12 kilomètres d'altitude dans nos régions) et pénétrer la stratosphère. Se forme alors un nuage orageux typique, le pyrocumulonimbus, qui constitue un milieu sui generis ; le feu s'oriente en fonction de sa dynamique propre, de façon changeante et imprévisible. Les flammes peuvent dépasser la centaine de mètres de haut.

Destructivité inouïe

Quant à la masse d'eau composant le nuage, elle se condense bien et retombe en pluie, mais s'évapore avant même d'atteindre le sol. Ce sont ainsi des orages secs, qui, par les braises qu'ils projettent au loin, propagent rapidement l'incendie. Ces caractéristiques rendent les mégafeux incontrôlables. Ils peuvent s'approcher des villes jusqu'à les détruire ou les endommager. Après avoir ravagé les villes de Paradise en Californie (2018), Lytton au Canada (2021), Lahaina à Hawaï (2023) et en partie Los Angeles (2025), ils ont fait peser une menace sur la ville de Bordeaux.

Les mégafeux qui ont parcouru le sud-est de l'Australie fin 2019 et début 2020 – dévastant les forêts des tropiques de Tasmanie, tuant plus de 1 milliard de mammifères, d'oiseaux et de reptiles – ouvraient une nouvelle page de l'histoire naturelle. Un ensemble de pyrocumulonimbus a atteint une élévation de 34 kilomètres, plus haut que le panache nucléaire de Hiroshima ou que les grandes éruptions volcaniques. Mais il y a plus encore : ces feux ont failli détruire les derniers pins



UN MÉGAFEU PRÉSENTE DES CARACTÉRISTIQUES QUI LE SÉPARENT DES FEUX ANTÉRIEURS PAR LES NUAGES QU'IL GÉNÈRE

de Wollemi. Il y a quelque 200 millions d'années se déployait sur Terre la forêt de Gondwana, parcourue par les dinosaures. Dans cette zone antérieure à la séparation des continents, et aujourd'hui australienne, l'une des principales espèces était le pin de Wollemi. On ne pensait retrouver des traces de son existence que par ses pollens fossiles. Or, en 1994, quelques arbres de cette espèce ont été découverts en Australie dans les montagnes bleues près de Sydney. Ils avaient résisté aux pérégrinations du pôle aux tropiques et à tous les aléas, et donc à tous les climats et à tous les incendies imaginables.

Or, ces arbres, cernés par les mégafeux en question, auraient disparu s'ils n'avaient été arrosés par des norias d'hélicoptères. Il s'en est fallu de peu ; des mégafeux parmi les premiers attestés étaient sur le point de tourner une page de millions d'années. Preuve, s'il en est, de la nouveauté du phénomène et de sa destructivité inouïe. Les mégafeux en cours, rendus possibles par les sécheresses et chaleurs afférentes au dérèglement climatique, ouvrent une dimension inconnue de l'histoire humaine de la vie sur Terre.

Le mégafeu de Gironde et ceux qui l'ont précédé en Europe du Sud ne présentent pas la violence des mégafeux canadiens ou australiens, susceptibles de brûler des surfaces équivalentes au tiers ou plus de la superficie de la France. Ils n'en constituent pas moins des mégafeux et s'ajoutent aux vagues de chaleur qui, avant le milieu du siècle, pourront atteindre des pics à au moins 50 °C en Europe du Sud, aux sécheresses inégalées, aux précipitations et aux inondations hors norme, etc. Ces événements extrêmes altèrent l'habitabilité de la planète, érodent nos capacités de production alimentaire et précipitent par à-coups l'effondrement du vivant.

S'y ajoute une évolution rapide des températures moyennes territoriales en Europe plus qu'ailleurs, aux conséquences particulièrement graves pour les espèces. Notre modèle économique de plus en plus inégalitaire s'éloigne irrésistiblement de son cadre démocratique antérieur et d'un objectif de bien-être général, au seuil d'un consumérisme dopé à l'intelligence artificielle. Mérite-t-il de nous laisser glisser vers les scénarios les plus noirs, créditant une mortalité massive dans un avenir proche à l'échelle mondiale ? ■

Dominique Bourg, philosophe, professeur honoraire de l'université de Lausanne (Suisse); **Marie-Antoinette Mélières**, physicienne et climatologue; **Franck Pupunat**, conseiller à la Commission nationale française pour l'Unesco

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : L'ILLUSION DU CONTRÔLE

ÉDITORIAL

Comment contrôler une technologie dont la diffusion et les capacités progressent plus vite que notre aptitude à en maîtriser les risques ? La question se pose avec une acuité croissante à propos de l'intelligence artificielle (IA). Une réponse semblait s'imposer : garder les modèles les plus puissants sous étroite surveillance, en limitant leur diffusion et en les dotant de garde-fous. Les modèles dits « *open weight* », dont les paramètres peuvent être téléchargés puis modifiés, seraient au contraire susceptibles d'échapper aux protections mises en place par leurs concepteurs. La fermeture des modèles est ainsi devenue une forme de garantie.

Pourtant, cette approche, loin de faire consensus, se heurte à une réalité écono-

mique et technique bien plus complexe. Le 24 juillet, des dizaines de grandes entreprises américaines ont demandé à l'administration Trump de renoncer à toute « *restriction prématurée* » sur les modèles en libre accès. Seul Anthropic, parmi les laboratoires de pointe, se tient à l'écart, estimant que la diffusion de modèles toujours plus puissants constituerait un « *risque irréversible pour la sécurité nationale* » : une fois leurs paramètres rendus publics, ils pourraient être débarrassés de leurs garde-fous et détournés à des fins malveillantes.

Mais cet argument se heurte à un paradoxe révélé par deux incidents récents. Le 21 juillet, OpenAI a révélé que, lors d'un test, l'un de ses modèles était parvenu à contourner les contraintes de l'environnement expérimental dans lequel il était confiné, avant de compromettre les serveurs de la plateforme Hugging Face. Le 30 juillet, Anthropic a reconnu que trois de ses modèles avaient pu accéder aux systèmes de production de trois organisations extérieures lors d'exercices de cybersécurité. Cette fois, une erreur de configuration d'un partenaire de tests les aurait laissés connectés à Internet.

La distinction compte : dans un cas, le modèle aurait exploité les possibilités de son environnement. Dans l'autre, une erreur humaine lui aurait ouvert l'accès au monde extérieur. Mais la conclusion est la même : un modèle fermé n'en garantit pas la maîtrise. Le danger apparaît dès qu'un

système se retrouve en prise avec le monde extérieur, qu'il parvienne lui-même à contourner ses barrières ou qu'une erreur humaine les laisse ouvertes. A cette fragilité technique s'ajoute une pression économique qui pousse dans le même sens : après avoir investi massivement dans l'IA, les entreprises cherchent à réduire leurs coûts, ce qui les incite à se tourner vers des modèles chinois ouverts, moins onéreux. Quand la sécurité pousse vers la fermeture, l'économie penche vers l'ouverture. La rivalité avec Pékin rend cette contradiction presque insoluble : restreindre les modèles ouverts américains pourrait accélérer l'adoption de leurs concurrents chinois.

Dimanche 2 août, l'Union européenne est entrée dans une nouvelle étape de son règlement sur l'IA, renforçant notamment la transparence et les pouvoirs de sanction. Cet effort est indispensable, mais les capacités des modèles évoluent plus vite que les lois censées les encadrer. Le véritable défi est désormais de maîtriser les conditions dans lesquelles ces systèmes interagissent avec le monde réel. Le contrôle se déplace des modèles vers leur environnement. C'est là que réside l'illusion : nous croyons encore pouvoir contenir une technologie dont les capacités débordent progressivement les cadres que nous lui imposons. La question n'est plus seulement de savoir si nous la maîtriserons, mais comment nous apprendrons à composer avec son imprévisibilité. ■

Henri Isaac Les « aperçus IA » ou l'effacement du Web

La fonction AI Overviews de Google transforme la manière dont l'information est présentée et donne aux modèles d'intelligence artificielle une puissance inédite, estime le chercheur

Le déploiement récent de la fonction AI Overviews [« *aperçus IA* »] de Google en France suscite une forte inquiétude des éditeurs de presse, dont certains ont d'ores et déjà attaqué juridiquement cette nouvelle fonctionnalité au niveau européen dès février, au début de sa mise en œuvre en Europe. En répondant directement aux requêtes des internautes par des synthèses produites par intelligence artificielle (IA), Google réduit encore la probabilité qu'un utilisateur clique vers les sites d'information. Les conséquences économiques sont aisées à anticiper : baisse du trafic, fragilisation des revenus publicitaires et affaiblissement d'un modèle économique déjà sous tension, particulièrement pour les éditeurs reposant sur la seule publicité.

Le « *zéro clic* » n'est pas totalement nouveau en soi : Google répond depuis longtemps directement à certaines recherches simples : météo, résultats sportifs, conversions ou définitions. Mais les AI Overviews franchissent un seuil. Ils produisent une réponse qui peut suffire à satisfaire la recherche de l'utilisateur. Après l'introduction de Google Discover en 2018, les AI Overviews s'inscrivent dans une série de transformations dans l'accès à l'information et à la connaissance. L'arrivée de l'intelligence artificielle générative signe le moment où le Web cesse d'être l'interface principale entre les citoyens et l'information.



LE WEB ET LES APPLICATIONS MOBILES POURRAIENT N'AVOIR ÉTÉ QU'UNE ÉTAPE INTERMÉDIAIRE DANS LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Depuis une décennie, les usages ont d'abord basculé vers le mobile. Les lecteurs ont progressivement abandonné la navigation sur les sites Web au profit des applications. Puis les usages ont évolué vers la consommation des réseaux sociaux, des agrégateurs d'informations, des notifications mobiles. Les données d'audience montrent que les médias ont cessé d'être des destinations pour devenir des contenus circulant dans des environnements contrôlés par d'autres acteurs. Les systèmes d'intelligence artificielle introduisent une rupture plus profonde : ils séparent la production de l'information de sa consultation. Le média risque de devenir un fournisseur d'informations mobilisées, synthétisées et reformulées par des interfaces qui appartiennent à d'autres.

Déplacement du pouvoir

Est-il imaginable que les médias ferment leurs contenus aux fournisseurs d'IA, comme la plateforme Reddit semble désormais vouloir le faire aux Etats-Unis ? Peu d'acteurs disposent d'un tel pouvoir de négociation. Pour la plupart des médias, le dilemme est redoutable : accepter que leurs contenus alimentent ces nouveaux systèmes au risque de perdre leur audience, ou s'en retirer au risque de devenir progressivement invisibles dans les interfaces qui structureront demain l'accès au savoir. Et dans cette lutte, il n'est pas certain que Google gagne à ne pas rémunérer équitablement les producteurs d'information.

En effet, si les interfaces d'IA promettent de rendre l'information plus accessible que jamais, leur succès conduit à fragiliser ceux qui produisent cette information. Elles risquent de compromettre, à terme, la ressource dont elles se nourrissent. Une société qui ne finance plus la production des faits ne pourra pas longtemps bénéficier de la qualité de leurs synthèses.

Ce que l'introduction des AI Overviews traduit, c'est l'effacement du Web, qui avait lui-même remplacé une partie des médiations traditionnelles. Il devient une infrastructure invisible, tout comme les applications mobiles qui s'effacent également derrière des interfaces conversationnelles. Le Web

et les applications mobiles pourraient n'avoir été qu'une étape intermédiaire dans la transformation numérique.

Dès lors, le véritable enjeu n'est peut-être pas tant la perte de trafic, que le déplacement du pouvoir. Les grandes plateformes contrôlent déjà le référencement, la recommandation et la publicité. Les systèmes d'IA contrôlent désormais la synthèse, la hiérarchisation, la reformulation et parfois même l'interprétation des contenus. Ils ne se contentent plus d'organiser la circulation de l'information ; ils organisent la manière dont elle est reconstituée et présentée. Le pouvoir d'intermédiation devient un pouvoir cognitif.

Nos sociétés ont construit des institutions destinées à produire, conserver et transmettre les connaissances : bibliothèques, universités, presse, médias audiovisuels, puis Web et applications mobiles. Si les modèles d'intelligence artificielle deviennent l'interface privilégiée entre les citoyens et le savoir, alors l'enjeu n'est plus seulement de préserver les clics des médias. Il est de déterminer qui gouvernera les infrastructures de la connaissance au XXI^e siècle et quelle place y conserveront ceux qui continuent, chaque jour, à produire une information originale, vérifiée et indépendante.

En France, les débats récents sur les médias sont enfermés dans des controverses qui opposent les défenseurs et les critiques du service public, de son financement ou de sa gouvernance. Ces questions sont légitimes. Mais elles masquent une transformation d'une tout autre ampleur. Le débat qui s'ouvre avec l'intelligence artificielle dépasse ainsi le seul avenir de la presse ou de l'audiovisuel. Il concerne notre souveraineté informationnelle, notre capacité collective à produire des connaissances fiables et, finalement, le fonctionnement même de notre démocratie. C'est à ce niveau que le débat devrait désormais être posé. ■

Henri Isaac est maître de conférences à l'université Paris-Dauphine, docteur en sciences de gestion